

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La gauche française et la guerre d'Espagne (1936-1939) :  
entre idéalisme et pragmatisme

par  
Johanne Vaillancourt

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.) en histoire

Décembre 2007

© Johanne Vaillancourt, 2007



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La gauche française et la guerre d'Espagne (1936-1939) :  
entre idéalisme et pragmatisme

présenté par  
Johanne Vaillancourt

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :



Université de Montréal

C.P. 6128, succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3J7

---

Président-rapporteur: Paul Létourneau

Directeur: Samir Saul

Membre jury: Michael J. Carley

mémoire accepté le 21 avril 2008

## Sommaire

Le présent mémoire a comme objectif de vérifier, à partir de leurs journaux respectifs, *Le Populaire* et *L'Humanité*, si l'attitude des socialistes et des communistes français vis-à-vis de la guerre d'Espagne a toujours été conforme à leur système de valeurs ou si, face à des contraintes internes et externes, ils n'ont pas été conduits à des prises de position qui les ont mis en contradiction avec leur idéologie.

Notre recherche a mis en évidence que la réaction des différents courants de la SFIO face à la guerre d'Espagne fut en étroite relation avec les choix qu'ils firent entre des valeurs que le conflit espagnol ne permettait plus de concilier. Si les paul-fauristes furent, au nom du pacifisme, des inconditionnels de la politique de non-intervention jusqu'à la fin, et les zyromskistes, au nom de la défense des libertés démocratiques menacées par le fascisme, des opposants depuis le début, la situation de plus en plus précaire des républicains, la duplicité de l'Allemagne et de l'Italie, le manque de fermeté de la Grande-Bretagne et l'effritement de la coalition de Front populaire en France amenèrent peu à peu les blumistes à réviser leur position initiale d'appui sans faille à la politique de non-intervention, dans une vaine tentative pour concilier des valeurs que la montée du fascisme rendait irréconciliables.

Notre recherche a également mis en évidence que, si l'opposition de la gauche communiste à la politique de non-intervention fut une prise de position prévisible pour un Parti qui avait pour assises idéologiques la solidarité prolétarienne, la lutte des classes et la défense de l'URSS, les arguments que le PCF utilisa tout au long de la guerre d'Espagne furent beaucoup plus conformes à l'idéologie de la droite qu'à sa propre idéologie.

Mots-clé : socialisme, communisme, France, Front populaire, idéologie, journaux.

## Abstract

The objective of our research was to determine, based on their respective newspapers, *Le Populaire* and *L'Humanité*, if the attitude of the French Socialists and Communists with regard to the Spanish Civil War was always in accordance with their value system or if, faced with internal and external constraints, they were led to take positions that put them in contradiction with their ideology.

Our research has highlighted the fact that the reaction of French Socialists to the Spanish War was closely related to choices that they had to make between values like pacifism, proletarian solidarity, justice and defense of democratic liberties that could no longer be reconciled. If the followers of Paul Faure, the pacifist Secretary General of the SFIO, were unconditional supporters of the non-intervention agreement until the end, and the followers of Jean Zyromski, the antifascist leader of the *Bataille socialiste*, strong opponents from the beginning, the increasingly difficult situation of the Republicans, the duplicity of Germany and Italy, the lack of resolution of Britain and the slow dissolution of the Popular Front coalition in France forced the followers of Leon Blum, the ambivalent SFIO's leader, to revise their initial position of unconditional support for the non-intervention agreement, in a vain attempt to reconcile values that the rise of fascism made irreconcilable.

Our work has also highlighted the fact that if the opposition of the French Communists to the non-intervention agreement was consistent with their value system, the arguments they put forward to convince the French government to abandon that policy were more consistent with the ideology of the right than with their own ideology.

Keywords: socialism, communism, France, Popular Front, ideology, newspapers.

## Table des matières

Sommaire.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières .....	iii
Liste des sigles.....	v
Remerciements .....	vi
Introduction.....	1
Chapitre 1 La gauche divisée : la non-intervention, facteur de paix ou germe de guerre ? .....	19
A) La rébellion .....	19
B) L'aide étrangère aux rebelles et l'accord de non- intervention.....	20
a) La gauche communiste.....	22
b) La gauche socialiste .....	27
C) Les violations de la politique de non-intervention.....	34
a) La gauche communiste.....	35
b) La gauche socialiste .....	39
Chapitre 2 La gauche déchirée : le contrôle de la non-intervention, solution ou illusion ? .....	43
A) Le contrôle de la non-intervention .....	43
a) La gauche communiste.....	45
b) La gauche socialiste .....	50
B) L'échec du plan de contrôle .....	57
a) La gauche communiste.....	59
b) La gauche socialiste .....	63

Chapitre 3	Remises en question à gauche : la « sinistre comédie » de la non-intervention peut-elle continuer ? .....	74
A)	Un nouveau plan de contrôle et l'intervention de la SDN .....	74
a)	La gauche communiste.....	76
b)	La gauche socialiste.....	80
B)	Défaites républicaines en Espagne, second gouvernement Blum en France et Anschluss en Europe .....	87
a)	La gauche communiste.....	88
b)	La gauche socialiste.....	93
C)	Retrait des volontaires et droits de belligérance, projets de médiation et non-intervention relâchée.....	99
a)	La gauche communiste.....	101
b)	La gauche socialiste.....	103
Chapitre 4	La gauche à la croisée des chemins : fermeté face au fascisme ou nouveau Munich espagnol .....	110
A)	La crise européenne et la République espagnole .....	110
a)	La gauche communiste .....	111
b)	La gauche socialiste.....	115
B)	L'effondrement de la République espagnole .....	118
a)	La gauche communiste .....	120
b)	La gauche socialiste.....	124
Conclusion	.....	128
Bibliographie	.....	134

## Sigles

CAP	Commission administrative permanente
CASPE	Comité d'action socialiste pour l'Espagne
CGT	Confédération générale du travail
FSI	Fédération syndicale internationale
IC	Internationale communiste
IOS	Internationale ouvrière socialiste
PCF	Parti communiste français
POUM	Partido Obrero de Unificación Marxista (Parti des travailleurs de l'union marxiste)
SDN	Société des Nations
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques



# Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, M. Samir Saul, pour les conseils et les encouragements qu'il m'a prodigués tout au long de la préparation et de la rédaction de ce mémoire. Sa rigueur intellectuelle, qui m'a obligée parfois à remettre en question la justesse de mes analyses, restera pour moi une source d'inspiration.

Je voudrais également remercier mon conjoint Jacques qui est devenu malgré lui un spécialiste de la gauche française et de la guerre d'Espagne et qui a poussé l'abnégation jusqu'à m'accompagner dans mon pèlerinage sur la tombe de Léon Blum. Sans son soutien moral et financier ce beau projet n'aurait sans doute pas pu se réaliser.

Je m'en voudrais en terminant de ne pas souligner l'aide que m'ont apportée Michelle et Andrée de la médiathèque. Un gros merci également à ma sœur Francine dont les précieux conseils m'ont facilité la rédaction de ce mémoire.

## INTRODUCTION

Il arrive que des événements importants soient en partie occultés par d'autres, encore plus importants, qui les suivent. C'est le cas de la guerre d'Espagne par rapport à la Seconde Guerre mondiale. La guerre d'Espagne a pourtant suscité dans la seconde moitié des années trente un intérêt sans commune mesure avec le rôle secondaire de l'Espagne sur la scène internationale. Pendant que des dizaines de milliers de volontaires d'une cinquantaine de pays allaient s'enrôler dans les Brigades internationales du côté des républicains, des catholiques du monde entier, horrifiés par les violences anticléricales des « rouges », priaient pour le succès de la croisade dont le général Franco était le porte-étendard.

La guerre d'Espagne débute en juillet 1936 par un coup d'État militaire, souhaité par les éléments conservateurs de la société, inquiets du désordre et effrayés par la perspective d'une révolution sociale. Ce *pronunciamento*, dont l'objectif est de renverser le gouvernement légal élu quelques mois auparavant grâce à l'appui d'une coalition de gauche et d'extrême-gauche et de le remplacer par une dictature militaire, n'est toutefois qu'un demi-succès, si bien, qu'après quelques semaines, si les rebelles occupent presque la moitié du territoire, ils n'ont toujours pas réussi à renverser le gouvernement. Cet échec partiel de la rébellion marque le début d'une sanglante guerre civile où vont s'affronter deux Espagnes : l'une, conservatrice, catholique et aristocratique; l'autre, progressiste, anticléricale et plus populaire. Chacun des deux camps, ne pouvant espérer une victoire rapide sans aide extérieure, fait appel dès le début du conflit à des pays idéologiquement proches, les républicains à la France puis, devant son refus, à l'URSS; les nationalistes à l'Italie et à l'Allemagne. Cette aide étrangère en armes, en moyens logistiques et en support technique internationalise rapidement le conflit et ce, malgré l'accord de non-intervention signé par les pays les plus susceptibles d'aider les belligérants. La guerre d'Espagne devient ainsi, pratiquement dès le début, la préfiguration de l'affrontement qui s'annonce en Europe entre fascisme, communisme et démocraties libérales. D'une tentative de coup d'État, une constante dans l'histoire espagnole, la situation a évolué en quelques mois en une guerre idéologique ayant des ramifications internationales.

En France, encore plus qu'ailleurs, la guerre d'Espagne suscite des débats passionnés entre la droite et la gauche et à l'intérieur de chaque camp. Même si la gauche française est prorépublicaine, la politique de non-intervention du gouvernement Blum provoque une incontestable fêlure au sein de la coalition qui soutient le gouvernement, les communistes étant pour l'intervention alors que la majorité des socialistes et des radicaux sont contre. De la même façon, alors que la droite, mises à part quelques voix discordantes, souhaite la victoire du général Franco, les catholiques se divisent entre ceux qui, fermant les yeux sur les crimes commis par les rebelles, ne voient dans leur combat qu'une nouvelle guerre sainte et ceux qui, ne pouvant admettre que tout soit permis au nom de la défense de la religion, essaient de désolidariser l'Église catholique de leur cause. À droite, un fossé se creuse également entre ceux qui redoutent pour la sécurité de la France l'influence grandissante de l'Allemagne nazie en Espagne nationaliste et ceux, beaucoup plus nombreux, pour qui le seul péril intérieur et extérieur qui menace la France est le communisme.

Plusieurs historiens se sont penchés, à partir de la presse de l'époque, sur les divisions créées en France par la guerre d'Espagne, tant à l'intérieur des courants politiques que dans l'opinion publique. Notre objectif, dans le cadre de ce projet de recherche, n'est pas d'ajouter encore à ce corpus déjà imposant mais d'aborder la question à partir d'un angle différent en nous demandant si l'attitude de la gauche française vis-à-vis de la guerre d'Espagne a toujours été conforme à son système de valeurs ou si, face à des contraintes internes et externes, elle n'a pas parfois été conduite à des prises de position qui l'ont mise en contradiction avec un ou plusieurs des éléments de son courant idéologique.

### Bilan historiographique

Plusieurs ouvrages, colloques et articles portant entièrement ou partiellement sur la France et la guerre d'Espagne se sont appuyés sur des articles de presse. Leur but était de faire ressortir la division de l'opinion française face à ce conflit, de montrer comment le public était renseigné au sujet de la guerre d'Espagne en fonction de l'idéologie du journal où il puisait son information, de mettre en évidence les réactions

de certains secteurs très ciblés de la population ou de montrer ses répercussions dans les départements pyrénéens.

La division de l'opinion française ou de certaines de ses composantes face à la guerre d'Espagne en général ou à certains de ses aspects en particulier est l'angle d'approche privilégié des historiens qui se sont intéressés à la presse française et la guerre d'Espagne. David W. Pike dans *Les Français et la guerre d'Espagne* met ainsi en évidence la division de l'opinion française face à l'imbroglia international qui entourait la guerre civile espagnole en se basant sur les éditoriaux de la plupart des journaux parisiens de toutes tendances et sur ceux des principaux journaux du Sud-Ouest. L'auteur fait ressortir le net clivage entre une droite, pour qui la guerre d'Espagne était une lutte entre la civilisation occidentale et la barbarie marxiste, et une gauche, pour qui elle n'était au contraire qu'un combat pour la défense des valeurs démocratiques menacées par le fascisme.

Contrairement à David W. Pike, René Rémond dans *Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939* se concentre sur une fraction de l'opinion française, les catholiques. À partir d'éditoriaux de journaux catholiques, l'auteur met en évidence comment l'opinion catholique française, au départ quasi unanime dans son appui aux rebelles franquistes, s'est peu à peu divisée lorsqu'elle s'est trouvée confrontée à certains procédés des nationalistes difficilement conciliables avec ses valeurs chrétiennes. Si pour la majorité des catholiques français, ancrés dans leurs certitudes par l'attitude de l'épiscopat espagnol, la guerre civile resta jusqu'à la fin une guerre sainte, pour une minorité de catholiques, dont François Mauriac sut le mieux exprimer les doutes, la présence de soldats marocains tuant au nom du Christ, les exécutions massives de prisonniers républicains, les bombardements de populations civiles et les souffrances du peuple basque, posèrent un douloureux cas de conscience et les amenèrent à remettre en question le caractère sacré de cette guerre fratricide.

Ralph Schor dans *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939* montre la division de l'opinion française face à un aspect particulier de la guerre d'Espagne, l'exode massif vers la France des réfugiés espagnols au début de 1939. À partir d'éditoriaux de journaux nationaux de toutes tendances, l'auteur en arrive à la conclusion

que les divergences entre journaux de droite et de gauche au sujet des réfugiés et de l'accueil qui leur était réservé en France étaient telles, « qu'on pouvait se demander si la France accueillait les mêmes hommes, dans des conditions identiques »<sup>1</sup>. Alors que les journaux de droite mettaient l'accent sur le péril que représentait pour la France ces milliers de révolutionnaires en déroute et sur les coûts pour les Français de cette générosité inconsidérée, les journaux de gauche présentaient les miliciens comme des héros qui s'étaient sacrifiés pour empêcher le fascisme de s'étendre en France et dénonçaient les conditions de vie inhumaines dans les camps. Emmanuelle Salgas traite le même sujet mais à partir d'une base plus restreinte, les éditoriaux de cinq journaux des Pyrénées-Orientales<sup>2</sup>, département le plus touché par l'afflux soudain des réfugiés catalans en 1939. Ses conclusions quant au clivage droite-gauche de l'opinion roussillonnaise au sujet des réfugiés espagnols rejoignent celles de Ralph Schor.

Michel Bilis dans *Socialistes et pacifistes ou l'impossible dilemme des socialistes français, 1933-1939* fait ressortir à partir des éditoriaux de trois journaux socialistes, *Le Populaire*, *La Gauche révolutionnaire* et *La Bataille socialiste*, la division créée au sein de la SFIO par la décision du premier gouvernement Blum de ne pas intervenir dans la guerre d'Espagne. Si la majorité des socialistes approuva la décision du gouvernement de ne pas intervenir en Espagne par crainte de déclencher une guerre généralisée en Europe, la Bataille socialiste<sup>3</sup>, tendance proche du Parti communiste, jugea au contraire que les impératifs de la lutte contre le fascisme devaient prendre le pas sur le pacifisme traditionnel du Parti et conduire au renversement de la politique gouvernementale de non-intervention. Quant à la Gauche révolutionnaire<sup>4</sup>, tendance socialiste prônant le défaitisme révolutionnaire et le refus de la défense nationale en régime capitaliste, la guerre d'Espagne la déchira si profondément qu'elle se divisa entre

---

<sup>1</sup> Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 690.

<sup>2</sup> Trois de droite, *L'Indépendant*, *La Croix des Pyrénées-Orientales* et *Le Roussillon* et deux de gauche, *Le socialiste des Pyrénées-Orientales* et *Le Travailleur catalan*.

<sup>3</sup> Tendance de la SFIO ayant pour chef de file Jean Zyromski. Le mensuel *La Bataille socialiste* diffusait leurs prises de position.

<sup>4</sup> Tendance de la SFIO regroupée autour de Marceau Pivert. Le mensuel *La Gauche révolutionnaire* véhiculait leurs idées.

défaitistes, approuvant la non-intervention, et révolutionnaires, la dénonçant au nom de la défense de la révolution.

Louis Bodin et Jean Touchard, dans *Front populaire 1936*, s'étaient donné au départ comme objectif d'analyser les idéologies en présence durant les six premiers mois du gouvernement de Front populaire de Léon Blum à partir des éditoriaux de journaux de périodicité diverse, publiés à Paris et en province<sup>5</sup>. Leur travail, qui se concentre sur les principaux événements qui ont marqué les débuts de l'expérience du Front populaire, se résume toutefois, pour ce qui est de la guerre d'Espagne, à montrer les divisions dont ce conflit a été la cause ou le révélateur chez les catholiques et chez les partenaires au sein de la coalition de Front populaire. Leur analyse n'est en ce sens pas très différente de celles de René Rémond et de David W. Pike, même si leur objectif était au départ plus ambitieux.

Daniel Meyran dans « La presse régionale languedocienne et les débuts de la guerre d'Espagne »<sup>6</sup>, aborde le thème de la presse française et la guerre d'Espagne d'un point de vue tout à fait différent en mettant l'accent sur la façon dont la population languedocienne était informée des événements de la guerre d'Espagne en fonction de l'idéologie du journal où elle puisait son information. Sa comparaison, qui s'appuie sur deux quotidiens de Montpellier ayant une diffusion régionale, *L'Éclair*, journal royaliste et conservateur, et *Le Petit Méridional*, journal républicain, couvre la période de février à décembre 1936 et se base non seulement sur les éditoriaux mais sur les titres et sur le contenu de l'information. L'analyse de Daniel Meyran démontre bien qu'à partir des mêmes dépêches d'agences de presse, les deux quotidiens amplifiaient ou occultaient certaines informations, composaient leurs titres et orientaient le contenu de leurs éditoriaux en fonction du message qu'ils voulaient véhiculer.

Les historiens qui se sont intéressés à la presse française et la guerre d'Espagne n'ont pas tous utilisé la formule de comparaison de deux ou plusieurs

---

<sup>5</sup> Louis Bodin et Jean Touchard, *Front populaire 1936*. Paris, Armand Colin, 1972, p. 11.

<sup>6</sup> Daniel Meyran, « La presse régionale languedocienne et les débuts de la guerre d'Espagne », dans Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, éd. *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989, Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, Université de Perpignan, 1990, pp. 103-112.

journaux, certains préférant plutôt se concentrer sur un seul quotidien régional pour mettre en évidence ses prises de position face au conflit espagnol ou sur quelques publications spécialisées pour tenter de saisir comment certains secteurs très ciblés de la population française avaient réagi à la guerre d'Espagne. Dans la première catégorie, Francis Koerner, dans son article « La guerre d'Espagne dans le miroir de *La Montagne* (1936-1939) », résume l'information sur la guerre d'Espagne transmise à ses lecteurs par le quotidien socialisant *La Montagne* de Clermont-Ferrand et fait ressortir les prises de position du journal face à l'inaction du gouvernement français dans le conflit espagnol. Le double mérite de cet article est de bien montrer que l'intérêt pour la guerre d'Espagne ne s'est pas limité à Paris et aux départements frontaliers et que tous les journaux de tendance socialiste n'ont pas appuyé la position non interventionniste du gouvernement, *La Montagne* s'alignant plutôt sur celle, interventionniste, de la CGT<sup>7</sup>. Dans la seconde catégorie, Michel Cadé dans « Le clergé roussillonnais face à la guerre d'Espagne »<sup>8</sup> montre, à partir d'articles tirés de *La Semaine Religieuse*, bulletin hebdomadaire du diocèse de Perpignan, que, malgré les formes très anticléricales que prit dès l'origine la guerre civile espagnole du côté des républicains, le clergé roussillonnais fit preuve d'une étonnante modération à leur égard. L'auteur contraste cette réaction avec celle de *La Croix des Pyrénées-Orientales*, hebdomadaire catholique, qui fut durant toute la durée du conflit espagnol un adversaire acharné des républicains et avec celle du *Roussillon*, journal royaliste publié à Perpignan, qui ne cessa tout au long du conflit de reprocher au clergé roussillonnais et à leur évêque leurs positions trop timides face aux dérives républicaines.

### Idées-forces

Il nous a semblé utile, avant de procéder plus avant, de définir certains éléments-clés de notre problématique : l'attitude de la gauche française vis-à-vis de la

---

<sup>7</sup> Le lectorat de *La Montagne* était concentré dans la classe ouvrière auvergnate.

<sup>8</sup> Michel Cadé, « Le clergé roussillonnais face à la guerre d'Espagne », dans Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, éd. *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989, Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, Université de Perpignan, 1990, pp. 137-146.

guerre d'Espagne a-t-elle toujours été conforme à son système de valeurs ou si, face à des contraintes internes et externes, elle n'a pas parfois été amenée à des prises de position qui l'ont mise en contradiction avec un ou plusieurs des éléments de son corpus idéologique?

Nous nous concentrerons dans le cadre de cette recherche sur deux des principaux courants de la gauche française des années trente : la gauche socialiste et la gauche communiste. Le Parti communiste français, dont l'origine remonte au Congrès de Tours de décembre 1920, est issu de la scission provoquée au sein du groupe socialiste par le refus d'une minorité de ses membres, regroupée autour de Léon Blum, d'adhérer à la IIIe Internationale communiste. Même si le binôme droite-gauche a toujours été considéré, depuis la Révolution française, comme le principal facteur structurant du champ des opinions et des comportements collectifs<sup>9</sup>, nous avons choisi de ne pas nous référer à cette grille d'analyse classique et de nous concentrer plutôt sur la gauche, pour qui la guerre d'Espagne a été le révélateur de tensions avec lesquelles elle avait jusque-là réussi à composer. Notre choix de ne pas considérer la gauche en bloc mais d'étudier séparément la gauche socialiste et la gauche communiste résulte de ce que, si ces deux courants de gauche ont en commun un certain nombre de valeurs, ils diffèrent suffisamment, que ce soit au niveau du culte voué au modèle soviétique, de la défense nationale en régime capitaliste, de l'approche face au dilemme «réforme ou révolution» ou des relations avec leur Internationale, pour être considérés individuellement<sup>10</sup>. Nous avons par contre délibérément choisi de ne pas nous attarder sur la gauche radicale, reflet durant toute l'entre-deux-guerres des hésitations des classes moyennes qui constituent son électorat, qui n'a pas réussi à se doter d'un système de pensée cohérent après ses combats victorieux d'avant 1914 menés au nom de la laïcité et de la défense de la République.

Chacun des deux courants de gauche qui seront au centre de notre recherche est caractérisé par un système de valeurs qui devrait en principe lui servir de grille d'interprétation du monde et de guide pour orienter son action. Nous utiliserons de

---

<sup>9</sup> René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 31

<sup>10</sup> Georges Lefranc, *Les gauches en France (1789-1972)*, Paris, Payot, 1973, p. 8.



préférence dans ce travail l'expression système de valeurs plutôt qu'idéologie, même si ce dernier terme est souvent employé dans un sens assez large, allant d'une conception du monde extrêmement systématique, cohérente et organisée, qu'on pourrait qualifier de doctrine, par exemple l'idéologie marxiste basée sur le concept de lutte des classes, à un système beaucoup plus vague et général de représentations qui s'apparente plus à une vision du monde. Si l'ensemble de la gauche est généralement identifiée à des valeurs comme le progressisme, la justice sociale, la solidarité, la confiance dans l'homme et le laïcisme<sup>11</sup>, la gauche socialiste et la gauche communiste ont eu, de la scission de Tours de 1920 au virage nationaliste du PCF de 1934, des vues divergentes sur des points aussi fondamentaux que le pacifisme, le réformisme, la démocratie, le patriotisme, la défense nationale en régime capitaliste et l'humanisme.

La gauche socialiste, au sein de laquelle l'influence des idées de Jaurès est toujours très forte, a, depuis l'hécatombe de 1914-1918, encore renforcé sa conviction que le pacifisme est la valeur socialiste suprême, celle à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées. La SFIO a appuyé sans réserve, dans l'entre-deux-guerres, toutes les initiatives visant au maintien de la paix, qu'il s'agisse de la limitation des armements, de l'arbitrage obligatoire pour régler les différends internationaux ou du renforcement de la SDN. Les communistes, de leur côté, ont toujours dénoncé le social-pacifisme hypocrite et faux des socialistes. Marcel Cachin résume bien leur pensée lorsqu'il écrit dans *L'Humanité* du 22 août 1932 : « Les gouvernements et leurs complices de la II<sup>e</sup> Internationale bernent odieusement les prolétaires avec leur pacte d'arbitrage, leurs plans de pseudo-sécurité, leur désarmement et autres farces sinistres à l'abri desquelles ils préparent la guerre avec fièvre partout »<sup>12</sup>. Pour la gauche communiste, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, aucun arbitrage international, aucune convention sur la limitation des armements, aucun renouvellement démocratique de la Ligue des Nations, ne seront à même d'empêcher une nouvelle guerre capitaliste<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> Rémond, *op. cit.*, pp. 368-373.

<sup>12</sup> Marcel Cachin, *L'Humanité*, 22 août 1932, cité dans Nicole Racine et Louis Bodin, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Colin, 1972, p.196.

<sup>13</sup> 6<sup>e</sup> des 21 conditions d'admission à la III<sup>e</sup> Internationale.

Si la gauche socialiste et la gauche communiste demeurent en théorie fidèles au credo marxiste de l'impératif de la lutte révolutionnaire pour renverser le capitalisme, la gauche socialiste est, dans les faits, un amalgame de langage révolutionnaire et de pratique réformiste, respectueuse des règles de la démocratie parlementaire. La gauche communiste ne voit, quant à elle, dans les démocraties bourgeoises qu'une forme hypocrite de la domination du capitalisme et se refuse à tomber dans les pièges du « crétinisme parlementaire ». Pour la gauche communiste, il n'y a qu'une seule véritable démocratie, la démocratie prolétarienne, et elle n'existe qu'en URSS. Le fascisme lui-même ne sera considéré pendant longtemps par les communistes français que comme une forme exacerbée de la dictature du capital, de sorte que Maurice Thorez, faisant référence au fascisme et à la démocratie bourgeoise, pourra encore affirmer en février 1934, « qu'entre le choléra et la peste, on ne choisit pas »<sup>14</sup>.

La gauche socialiste et la gauche communiste ont également des conceptions très éloignées l'une de l'autre du patriotisme et de la défense nationale en régime capitaliste. La gauche communiste rejette toute forme de patriotisme puisque les prolétaires n'ont qu'une seule patrie, l'URSS, patrie commune de tous les travailleurs. Paul Vaillant-Couturier le rappelle aux lecteurs de *L'Humanité*, au début de 1932 : « Chaque travailleur du monde doit se considérer comme un citoyen de l'URSS de même que chaque travailleur de l'URSS se considère comme un citoyen du monde, mais du monde du travail, un membre de la classe ouvrière mondiale »<sup>15</sup>. La défense de l'URSS est par conséquent un impératif incontournable pour quiconque se veut internationaliste et révolutionnaire. Les publications du PCF ne manquent d'ailleurs pas de citer, dès que l'occasion s'en présente, les paroles de Staline : « Le révolutionnaire est celui qui est prêt à défendre l'URSS sans réserves...car l'URSS est le premier État prolétarien révolutionnaire au monde qui édifie le socialisme. L'internationaliste est celui qui est prêt à défendre l'URSS sans réserves...parce que l'URSS est la base du mouvement

---

<sup>14</sup> Maurice Thorez, *Œuvres de Maurice Thorez*, Paris, Éditions sociales, 1951, L. II, tome 6, p. 21, cité dans Marc Lazar, *Le communisme une passion française*, Paris, Perrin, 2005 (2002), p. 103.

<sup>15</sup> Paul Vaillant-Couturier, *L'Humanité*, 25 avril 1932, cité dans Yves Santamaria, *L'enfant du malheur, Le Parti communiste français dans la Lutte pour la paix (1914-1947)*, Paris, Éditions Seli Arslan, 2002, p. 181.

révolutionnaire mondial et le mouvement révolutionnaire ne peut être défendu et renforcé, si l'URSS n'est pas défendue »<sup>16</sup>. Les concepts de nation et de défense nationale ne sont donc pour les communistes qu'une pure mystification qui vise à détourner les prolétaires de leur tâche historique qui consiste à abattre la bourgeoisie. La position de la gauche socialiste face au dilemme patriotisme/internationalisme et à son corollaire défense nationale/défaitisme révolutionnaire est beaucoup plus nuancée. Contrairement aux communistes, les socialistes ne sont pas contre le patriotisme, un sentiment naturel et populaire, mais contre son détournement à des fins conservatrices et anti-socialistes pouvant conduire à la guerre, dérivatif aux luttes sociales, suprême recours contre la révolution socialiste<sup>17</sup>. Ils sont, dans leur immense majorité, prêts à défendre leur patrie en cas d'agression non provoquée. Léon Blum l'a d'ailleurs rappelé au Congrès de Tours aux socialistes attirés par le défaitisme révolutionnaire prôné par la IIIe Internationale : « Il y a des circonstances où même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes »<sup>18</sup>.

Une autre différence profonde entre la gauche socialiste et la gauche communiste est la place qu'elles accordent à l'humain, en tant qu'entité incarnée, dans l'atteinte de leur objectif commun de renverser le capitalisme. Jean Jaurès résume bien la pensée socialiste lorsqu'il écrit en plein affaire Dreyfus : « Nous pouvons dans le combat révolutionnaire, garder des entrailles humaines; nous ne sommes pas tenus pour rester dans le socialisme de nous enfuir hors de l'humanité »<sup>19</sup>. Léon Blum ne dit pas autre chose lorsqu'il rappelle que le socialisme est né de la compassion et de la colère que suscitent en tout cœur honnête ces spectacles intolérables : la misère, le chômage, le froid, la faim, et non de quelque inexorable dialectique de l'histoire<sup>20</sup>. Les communistes, de leur côté, ont une conception plus abstraite de l'homme, qui semble n'exister qu'en tant que membre d'une classe et non en tant qu'individu au destin singulier.

---

<sup>16</sup> Joseph Staline, « La situation internationale et la défense de l'URSS », 1927 cité dans Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe, XIX-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 153.

<sup>17</sup> Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 360.

<sup>18</sup> Léon Blum, « Le Congrès de Tours », in *Œuvre*, vol. 3-1, p. 137.

<sup>19</sup> Jean Jaurès, mars 1898, cité dans Jean-Michel Gaillard, « Jaurès, l'homme qui fonda la SFIO », *Les Collections de l'Histoire*, no 27, 2<sup>e</sup> trimestre 2005, p. 41.

<sup>20</sup> Léon Blum, « Pour être socialiste », 1919, cité dans Joël Colton, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 1937, p. 74.

Les relations des deux gauches avec leur Internationale sont également très différentes. L'Internationale communiste exerce une emprise très forte sur ses sections nationales. Elle choisit, forme et encadre leurs dirigeants, décide du rôle assigné à chaque section en fonction des grandes orientations de la politique extérieure de l'URSS et s'assure que ses directives sont respectées. Depuis l'adoption par l'IC de l'orientation de Front populaire, une certaine autonomie est toutefois laissée aux différentes sections de façon à ce qu'elles puissent consolider au niveau national une influence nécessaire aux intérêts diplomatiques de l'URSS. Le PCF, qui avait souvent été dans le passé accusé d'opportunisme par l'IC, devient alors un modèle et son secrétaire général Maurice Thorez le parfait exemple du compromis entre la soumission à la discipline de l'IC et la sensibilité à la politique nationale. L'Internationale socialiste, de son côté, laisse une très large autonomie à ses partis affiliés, qui restent maîtres de leur politique, même si les statuts de l'organisation précisent que ses décisions dans toutes les questions internationales sont obligatoires pour tous les partis qui la composent. Le caractère «obligatoire» des décisions de l'IOS ne relève toutefois dans les faits que d'une obligation morale puisqu'aucun mécanisme contraignant n'est prévu pour en assurer le respect. L'organisation interne de la SFIO et du PCF relève de la même logique que leur relation avec leur Internationale, le PCF étant un parti très centralisé au niveau décisionnel alors que la SFIO a un fonctionnement beaucoup plus démocratique.

L'attitude de la gauche socialiste et de la gauche communiste françaises face à la guerre d'Espagne sera étudiée à partir du type d'instrument qui nous a semblé le plus approprié pour ce genre d'analyse, leur presse d'opinion. Chaque courant politique a en effet ses journaux, qui sont à la fois le véhicule de son idéologie et une source d'information plus ou moins orientée pour ses lecteurs. Ces journaux se caractérisent par leurs prises de position souvent tranchées, ce qui les distingue des journaux d'information à grand tirage que leurs intérêts économiques poussent à plus de neutralité par crainte de s'aliéner tel ou tel segment de leur large lectorat. L'analyse du discours et du contenu de la presse d'opinion de la gauche socialiste et de la gauche communiste

devrait donc nous permettre, dans un premier temps, de mettre en évidence leur attitude face aux principaux événements qui ponctuèrent les trois années de la guerre d'Espagne, rendant possible, dans un deuxième temps, l'analyse des convergences et des divergences entre ces attitudes et leur système de valeurs.

### Hypothèses de travail

Nous posons comme hypothèse de départ que l'attitude des principaux courants de gauche français face à la guerre d'Espagne ne sera pas toujours conforme à ce que devrait leur dicter leur grille d'analyse idéologique à cause de l'influence de certains facteurs externes qui viendront perturber leurs réflexes habituels: le contexte international, le contexte politique français, l'évolution de la guerre civile elle-même et certains événements particulièrement marquants du conflit.

Le contexte international de la seconde moitié des années trente est dominé par la montée du nazisme, par l'inertie des démocraties occidentales face aux coups de force de l'Italie et de l'Allemagne et par la peur d'une nouvelle guerre, à peine vingt ans après la fin de la guerre 1914-1918, dont le souvenir est encore douloureusement présent chez beaucoup de Français. L'URSS, inquiète pour sa sécurité de la menace que représente pour elle l'Allemagne nazie, a, en 1933, effectué un virage majeur en politique extérieure qui l'a amené à adhérer aux principes de la sécurité collective, à prendre des contacts diplomatiques avec les États exposés à la même menace qu'elle et à donner comme directive à l'Internationale communiste d'encourager les partis communistes nationaux à la coopération entre communistes, socialistes et «bourgeois démocrates». Ce changement de politique, dont le commissaire aux Affaires étrangères Maxim M. Litvinov a été le principal artisan, s'est traduit dans les faits par l'adhésion de l'URSS à la SDN en 1933, par la signature du pacte franco-soviétiques en 1935 et par la formation de Fronts populaires dans plusieurs démocraties occidentales, dont la France et l'Espagne. L'Angleterre, de son côté, où le gouvernement conservateur se méfie autant, sinon plus, du communisme que de l'hitlérisme, a adopté une politique de prudence et de temporisation qui l'a amenée, après l'échec du front de Sresa en 1935, à refuser toute alliance continentale qui pourrait ressembler à une coalition contre l'Allemagne ou

l'entraîner dans un conflit alors que ses intérêts ne sont pas directement menacés. La France, quant à elle, commence à prendre conscience du danger pour sa sécurité et pour la paix en Europe que représente l'Allemagne nazie. Pour contrer cette menace, elle estime n'avoir d'autre choix que de renforcer son alliance avec l'Angleterre, la SDN ayant fait montre de son impuissance lors de la crise d'Éthiopie, les États-Unis refusant de sortir de leur isolement, l'Italie penchant de plus en plus du côté de l'Allemagne et la droite en France étant très hostile à tout renforcement du pacte franco-soviétique par une convention militaire, dont l'État-major doute d'ailleurs de l'efficacité. La France essaie donc de naviguer entre les souhaits d'une Grande-Bretagne hostile à l'URSS, désireuse d'une entente avec l'Italie en Méditerranée et prête à certaines concessions vis-à-vis de l'Allemagne et les exigences de sa propre sécurité. Ce contexte international difficile a sans doute joué un rôle important dans l'attitude de la gauche française face à la guerre d'Espagne en l'obligeant à des choix cornéliens. Comment, par exemple, la gauche socialiste a-t-elle réussi à concilier son internationalisme prolétarien, qui aurait dû l'amener à aider les républicains espagnols, et son pacifisme, qui aurait plutôt dû l'inciter à ne pas intervenir par peur de déclencher une guerre à l'échelle de l'Europe? Comment la gauche communiste a-t-elle pu pousser le gouvernement français à intervenir en faveur des républicains espagnols alors qu'elle avait toujours proclamé son antimilitarisme et son refus de participer à des guerres en régime capitaliste?

Le contexte politique français des années 1936-1939 est marqué par l'arrivée au pouvoir en juin 1936 d'un gouvernement de Front populaire à direction socialiste qui repose sur trois piliers d'importance inégale, le Parti radical, le Parti socialiste et l'Union socialiste républicaine, cette dernière en position marginale par rapport aux deux autres grands partis de gauche. Les radicaux jouent un rôle de premier plan dans le nouveau gouvernement avec Édouard Daladier comme vice-président du Conseil et ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Yvon Delbos comme ministre des Affaires étrangères, Pierre Cot comme ministre de l'Air et Camille Chautemps comme ministre d'État. Les communistes de leur côté suivent la ligne de conduite fixée lors d'une réunion du comité exécutif de leur Internationale et acceptent de soutenir le gouvernement sans y participer, afin d'éviter que leur présence au pouvoir ne serve de prétexte à la droite pour faire

pression sur les radicaux pour qu'ils quittent le Front populaire. Les communistes se réservent toutefois le droit, comme l'écrit Paul Vaillant-Couturier dans *L'Humanité* du 10 mai 1936, «d'exercer du dehors, une sorte de ministère des masses avec le concours des éléments les plus ardents et les plus disciplinés du Front populaire organisés dans ses comités»<sup>21</sup>. Cette conjoncture particulière de la politique intérieure française a sans doute incité la gauche socialiste à adopter vis-à-vis de la guerre d'Espagne une attitude de compromis entre les exigences de l'exercice du pouvoir à la tête d'une coalition dont les composantes radicale et communiste ont des vues divergentes quant à l'implication de la France dans le conflit espagnol et les pressions d'une partie des membres de la SFIO qui se veulent les gardiens de l'orthodoxie socialiste. La gauche communiste a sans doute dû faire face au même dilemme, déchirée entre son désir d'aider les républicains espagnols par solidarité prolétarienne et sa détermination à ne pas rompre l'unité du Front populaire dont elle avait été l'initiatrice.

L'évolution du conflit espagnol, qui est passé par différentes phases, du coup d'État militaire de juillet 1936 à la débandade des républicains en mars 1939, a vraisemblablement aussi eu une influence sur l'attitude des principaux courants de gauche français. Des points tournants de la guerre comme l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie quelques semaines seulement après le début de l'insurrection, celle de l'URSS à l'automne 1936, l'échec des nationalistes devant Madrid en novembre de la même année, la chute de Barcelone au printemps 1939 ont sans doute infléchi certaines des attitudes adoptées depuis le début du conflit. Si l'implication croissante de l'Allemagne et de l'Italie du côté des nationalistes n'a pu que conforter la gauche communiste dans sa conviction que le véritable enjeu en Espagne était la lutte contre le fascisme, la chute de Barcelone, prélude à la défaite imminente des forces républicaines, a sans doute provoqué des remises en question au sein de la fraction de la gauche socialiste qui avait toujours refusé jusque-là de dénoncer la politique de non-intervention.

Certains événements marquants de la guerre d'Espagne n'ont pas été non plus sans susciter des interrogations chez les socialistes, comme chez les communistes.

---

<sup>21</sup> Paul Vaillant-Couturier, *L'Humanité*, 10 mai 1936.

Comment la gauche socialiste, qui se méfiait des communistes, a-t-elle réagi aux purges communistes « d'opposants trotskistes et anarchistes » à Barcelone en mai 1937? Comment la gauche communiste a-t-elle réagi à l'adhésion de l'URSS à la politique de non-intervention?

### Importance du sujet

La guerre d'Espagne est indissociable du premier gouvernement de Front populaire en France et pour quiconque s'intéresse à la fois aux relations internationales et à la France de cette période, le sujet s'impose d'emblée.

La guerre d'Espagne mérite d'abord qu'on s'y intéresse parce qu'elle s'inscrit pleinement dans le contexte international de la seconde moitié des années trente que Pierre Renouvin qualifie de « paysage de décombres »<sup>22</sup>. Elle a constitué, après la guerre d'Éthiopie et la remilitarisation de la Rhénanie, une nouvelle étape vers la désintégration totale du système des relations internationales issu du traité de Versailles. Elle a été à la fois le théâtre de l'affrontement entre deux visions opposées de l'ordre international, l'une incarnée par les puissances révisionnistes, adeptes de la force et du fait accompli, l'autre symbolisée par les démocraties occidentales, à la recherche d'un apaisement des tensions, et entre deux idéologies, le fascisme et le communisme.

La guerre d'Espagne mérite également qu'on s'y intéresse à cause de l'impact qu'elle a eu dans la France du Front populaire. Pour la droite, qui ne s'était pas encore remise de la victoire d'une coalition de gauche à dominante socialiste, elle n'a fait que confirmer que le désordre, les atrocités et la révolution étaient indissociables de toute coalition de Front populaire. Pour la gauche, encore dans l'euphorie des récentes conquêtes sociales, la défense de la République en France a été, dès le début, liée à celle de la République espagnole menacée par le fascisme. L'historien René Rémond résume bien cette perception lorsqu'il écrit : « l'analogie des situations politiques de part et d'autre des Pyrénées, l'homonymie même des coalitions de gauche faisaient que les

---

<sup>22</sup> Pierre Renouvin, « La politique extérieure du premier gouvernement Blum », dans *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, actes du colloque tenu à Paris les 26 et 27 mars 1965, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981 (1965), p. 329.



Français avaient l'impression d'être spectateurs de leur propre drame qui se jouait de l'autre côté de la frontière par pays interposé »<sup>23</sup>.

Si la guerre d'Espagne a divisé la droite et la gauche françaises, elle a également été à l'origine des premières fissures qui se sont produites à l'intérieur de la coalition de Front populaire. Avec la guerre d'Espagne, les socialistes ont été confrontés pour la première fois en politique extérieure aux contraintes de l'exercice du pouvoir et les communistes aux difficultés de soutenir un gouvernement dont ils désapprouvaient certaines des initiatives mais dont ils souhaitaient le maintien.

Au-delà de l'intérêt général de la guerre d'Espagne en tant qu'élément déterminant des relations internationales et de la politique française dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, notre projet de recherche présente l'intérêt plus particulier d'aborder le sujet sous un angle nouveau, celui d'une tentative de faire le lien entre l'attitude des deux principaux courants de gauche français face à la guerre d'Espagne et leur système de valeurs, et c'est ce qui fait son originalité.

### Sources et méthodologie

Deux catégories de sources seront utilisées pour notre recherche. Notre source principale consistera en deux quotidiens nationaux français, *L'Humanité* pour la gauche communiste et *Le Populaire* pour la gauche socialiste. *L'Humanité*, journal fondé en 1904 par Jean Jaurès, était depuis le Congrès de Tours l'organe officiel du Parti communiste et sa ligne politique suivait fidèlement celle du Parti. Son tirage connut un essor remarquable à l'époque du Front populaire, passant de 198 000 exemplaires en 1935 à 320 000 en 1939, ce qui en faisait le quatrième journal français par le tirage à la veille du pacte germano-soviétique<sup>24</sup>. *Le Populaire*, fondé en 1916 par Jean Longuet, était depuis mars 1921 l'organe officiel de la SFIO, les communistes, majoritaires au

<sup>23</sup> René Rémond, *Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939*, Paris, Armand Colin, 1960, p. 175.

<sup>24</sup> Claude Bellanger et al., *Histoire générale de la presse française : Tome III. De 1881 à 1940*, Paris, PUF, 1972, p. 581. Le tirage de 1939 n'est que pour le premier semestre, le journal ayant été suspendu en août 1939 suite à la signature du pacte germano-soviétique. Pour fins de comparaison, les deux grands quotidiens d'information *Paris-Soir* et *Le Petit Parisien* tiraient à 1 739 584 et à 1 022 401 exemplaires en mars 1939.

Congrès de Tours, conservant *L'Humanité*. S'il reflétait la ligne politique du courant majoritaire à l'intérieur du Parti socialiste, un espace dans le journal, La Tribune du Parti<sup>25</sup>, permettait aux courants minoritaires d'exprimer leurs réserves ou leur dissidence à l'égard des prises de position du Parti. Son tirage, qui avait atteint 300 000 exemplaires au début du Front populaire en 1936, retomba toutefois rapidement et n'était plus que de 158 000 en mars 1939<sup>26</sup>.

Les éditoriaux, articles, dépêches d'agences de presse et reportages sur la guerre d'Espagne de ces deux quotidiens seront dépouillés de façon systématique de l'élection du gouvernement de *Frente popular* en février 1936 à la fin de la guerre civile en avril 1939. Deux autres choix possibles auraient été une lecture ciblée des deux journaux en se concentrant sur les périodes critiques de la guerre d'Espagne ou le dépouillement des seuls éditoriaux pour toute la période. Ces deux options présentaient toutefois des faiblesses, la première étant de ne pas permettre une vue d'ensemble de l'évolution, peut-être lente, de l'attitude de la gauche socialiste et de la gauche communiste face à la guerre d'Espagne, la seconde de laisser volontairement de côté des informations utiles à la résolution de notre problématique. Si la lecture des éditoriaux, en tant que véhicule privilégié des orientations d'un journal, est un incontournable, celle des articles, dépêches d'agence de presse et reportages nous apparaît également indispensable, autant par ce qu'ils révèlent que par ce qu'ils omettent. Les titres eux-mêmes, par les choix qu'ils impliquent, peuvent être révélateurs de l'opinion d'un journal face à un événement ou à une situation.

Les documents diplomatiques français couvrant la période 1936-1939, des monographies et des articles traitant de façon générale ou plus ciblée de la guerre d'Espagne, en particulier l'ouvrage *La guerre d'Espagne* de Hugh Thomas, un classique sur la guerre civile espagnole, les mémoires, discours et correspondances d'hommes politiques français et espagnols ayant joué un rôle déterminant au cours de cette période

---

<sup>25</sup> La Tribune du Parti fut supprimée en 1938, avant les accords de Munich, pour donner une image plus unie du parti.

<sup>26</sup> David W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975, p. 35.

nous permettront de vérifier la véracité et l'exhaustivité, donc l'objectivité, des informations fournies à leurs lecteurs par nos deux quotidiens.

## Chapitre I . LA GAUCHE DIVISÉE : LA NON-INTERVENTION, FACTEUR DE PAIX OU GERME DE GUERRE?

### A) La rébellion

Les premières nouvelles de l'insurrection des généraux espagnols parviennent en France le 18 juillet et, dès les jours qui suivent, des différences se manifestent entre la gauche socialiste et la gauche communiste quant au sens à donner à cet événement. Si *Le Populaire* semble hésiter au départ entre deux interprétations de la rébellion, guerre de classe ou insurrection fasciste, *L'Humanité* privilégie dès le début la seconde. Pour *Le Populaire*, la sédition militaire est, tantôt une ultime tentative des privilégiés, défaits aux urnes en février 1936, pour rétablir par la force tous leurs moyens d'oppression et d'exploitation de la classe ouvrière<sup>27</sup>, tantôt une tentative d'instauration d'une dictature fasciste<sup>28</sup>. Pour *L'Humanité*, au contraire, il ne semble faire aucun doute que ce sont les fascistes espagnols qui ont fomenté la révolte<sup>29</sup>, même si, dans l'ensemble hétéroclite des éléments traditionalistes qui appuient les généraux rebelles, seule la Phalange est d'inspiration fasciste.

L'interprétation de la révolte militaire que privilégie la gauche communiste lui fournit des arguments pour tenter de créer en France un sentiment d'urgence dans la poursuite de l'objectif qui avait été à l'origine de la création du Front populaire à son instigation : la lutte contre le fascisme intérieur. Jacques Duclos n'hésite ainsi pas à faire l'amalgame entre la situation dans les deux pays lorsqu'il écrit dans *L'Humanité* du 19 juillet, qu'en Espagne comme en France, l'ennemi essentiel c'est le fascisme<sup>30</sup>, alors que l'Espagne de 1936 est en fait le terrain d'un conflit plus ancien que celui du fascisme et de l'antifascisme : celui de la révolution et de la contre-révolution<sup>31</sup>. Pour *L'Humanité*, comme pour *Le Populaire* qui lui emboîte rapidement le pas, les événements d'Espagne doivent servir de leçon au gouvernement. Il est urgent pour ce dernier de procéder à une épuration des cadres supérieurs de l'armée et de l'administration, de ne faire preuve

---

<sup>27</sup> Bracke (A.-M. Desrousseaux), « Indignation à éclipses », *Le Populaire*, 31 juillet 1936.

<sup>28</sup> André Leroux, « L'Espagne républicaine se dresse contre la sédition fasciste », *Le Populaire*, 20 juillet 1936.

<sup>29</sup> Jacques Duclos, « Insurrection fasciste au Maroc espagnol », *L'Humanité*, 19 juillet 1936.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 413.

d'aucune tolérance à l'égard des ligues qui se reconstituent clandestinement et d'empêcher de nuire « la presse hitlérienne française » qui, par sa présentation erronée des faits et ses interprétations tendancieuses de la situation en Espagne, tente, en discréditant le Front populaire espagnol, d'atteindre le Front populaire français. La crise espagnole doit également servir de leçon à l'ensemble de la gauche française qui doit rester unie dans le cadre de la coalition de Front populaire car ce n'est que par l'unité qu'on lutte contre le fascisme<sup>32</sup>. Pour les deux quotidiens de gauche, ce sont en effet le manque de fermeté du gouvernement de Madrid et les dissensions à l'intérieur du Front populaire espagnol, effet du sectarisme, qui ont rendu possible la sédition fasciste en Espagne.

À la fin de juillet, alors que la rébellion est déjà victorieuse en Galice, en Navarre, en Castille-Leon, dans une partie de l'Aragon, de l'Estramadure et de l'Andalousie, dans les Canaries, au Maroc espagnol et dans les Baléares à l'exception de Minorque, ni la gauche socialiste, ni la gauche communiste, qui souhaitent toutes deux la victoire des républicains espagnols, ne semblent douter, qu'une fois l'effet de surprise passé, le gouvernement de Madrid soutenu par le peuple en armes maîtrisera rapidement la situation.

#### B) L'aide étrangère aux rebelles et l'accord de non-intervention

Le 19 juillet, José Giral, le chef du gouvernement espagnol, avait adressé directement à Léon Blum une demande pour des armes et des avions afin de permettre au gouvernement de mettre rapidement un terme au coup d'État des généraux rebelles. Le premier mouvement du président du Conseil français avait été de répondre favorablement à cette requête, à la fois par sympathie pour la République espagnole et dans l'intérêt de la France car il semblait évident pour la gauche qu'une Espagne nationaliste serait hostile au Front populaire français et peut-être à la France elle-même<sup>33</sup>. Dans les jours qui suivent, alors que le président du Conseil participe à Londres à une conférence franco-anglo-belge destinée à jeter les bases d'une négociation avec l'Allemagne sur un éventuel

<sup>32</sup> Paul Nizan, « Article sans titre », *L'Humanité*, 21 juillet 1936.

<sup>33</sup> Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, New York, Modern Library, 2001, p. 324.

accord de type locarnien, l'attaché militaire de l'ambassade d'Espagne à Paris informe *Le Jour* et *L'Écho de Paris*, deux influents journaux de droite, que le gouvernement français se prépare à livrer du matériel de guerre au gouvernement espagnol. Une intense campagne de presse se déchaîne aussitôt à droite pour obliger le gouvernement à revenir sur sa décision. De retour de Londres le 24 juillet, Léon Blum, déjà ébranlé par les réticences de l'Angleterre, très réservée à l'égard du gouvernement républicain espagnol dont elle craint qu'il ne soit incapable de maîtriser les éléments révolutionnaires et anarchistes qui l'ont appuyé en février, doit affronter l'opposition du président de la République Albert Lebrun, de l'influent radical Édouard Herriot et de membres radicaux de son gouvernement, Camille Chautemps et Yvon Delbos en tête. Craignant la dislocation du gouvernement s'il persiste dans la voie dans laquelle il s'est engagé et ne voulant pas se dissocier de la Grande-Bretagne dont il juge l'amitié essentielle au maintien de la paix, Léon Blum réunit le lendemain un Conseil des ministres à l'issue duquel il revient sur sa position initiale et interdit l'exportation de matériel de guerre en Espagne.

Ce même 25 juillet, *L'Humanité* rapporte en gros titres une information selon laquelle Mussolini et Hitler auraient fourni 22 avions aux rebelles espagnols, information rapidement corroborée lorsque, le 30 juillet, un des avions italiens en route pour le Maroc espagnol est forcé d'atterrir au Maroc français alors qu'un autre s'écrase en Algérie. Cet incident, qui fait craindre au président du Conseil de graves complications internationales si l'Italie et l'Allemagne accordent leur appui aux rebelles, le décide à proposer, à l'Italie et à l'Angleterre d'abord puis, sur le conseil du Foreign Office, à l'Allemagne, à l'URSS et au Portugal, un accord de non-intervention visant à interdire l'exportation directe et indirecte, la réexpédition et le transit de matériel de guerre à destination des territoires espagnols. Dans la foulée de cette proposition, le gouvernement français annonce qu'il reprend sa liberté d'action quant aux demandes qui lui ont été adressées par le gouvernement espagnol et ce, tant qu'un accord ne sera pas réalisé entre les puissances intéressées. Moins d'une semaine plus tard, le 8 août, alors que l'Allemagne, l'Italie et le Portugal font toujours attendre leur réponse, le gouvernement français modifie encore une fois sa position et interdit à nouveau l'exportation d'armes à destination de

l'Espagne, officiellement suite à l'accueil favorable qu'a reçu sa proposition, plus vraisemblablement suite à des pressions du gouvernement anglais. Il se réserve toutefois le droit, si un accord n'est pas conclu à bref délai, de rapporter cette décision. Fin août, toutes les puissances européennes susceptibles de fournir des armes à l'Espagne ont adhéré à l'accord de non-intervention et un Comité international chargé d'en surveiller l'application se réunit pour la première fois à Londres le 9 septembre. Tous ces événements trouvent naturellement un écho dans la presse de gauche où des dissensions ne tardent pas à apparaître entre socialistes et communistes au sujet de la politique de non-intervention.

#### a) La gauche communiste

Pour la gauche communiste, l'intervention des puissances fascistes dans le conflit espagnol confère une toute nouvelle dimension à une lutte interne jusque-là sans ramification extérieure. Dès le 4 août, André Marty, député français et secrétaire de l'Internationale communiste, n'hésite pas à écrire dans les pages de *L'Humanité* que la lutte qui se déroule en Espagne a le caractère d'un conflit international entre les forces fascistes et les forces antifascistes<sup>34</sup>. Ce changement de perspective, qui se traduit dans les pages du quotidien communiste par une occultation presque complète de l'aspect guerre civile du conflit espagnol au profit de son aspect international, permet au Parti communiste français de s'attaquer au deuxième volet de sa stratégie antifasciste, la lutte contre le fascisme extérieur. Le changement de politique étrangère initié en 1933 par l'URSS, dans le but de contrer la menace que représente pour sa sécurité les visées hégémoniques de l'Allemagne nazie, devait en effet s'articuler autour de deux axes complémentaires : à l'échelle internationale, rapprochement de l'URSS avec les démocraties occidentales dans un front commun de résistance à l'Allemagne nazie et, à l'échelle de chaque pays, rapprochement des partis communistes d'Europe occidentale avec les autres partis représentant le prolétariat et les classes moyennes dans des fronts antifascistes.

---

<sup>34</sup> André Marty, « Article sans titre », *L'Humanité*, 4 août 1936.

La politique antifasciste de la gauche communiste se traduit, à partir du début d'août, par une intense propagande pour que le gouvernement revienne sur sa décision d'interdire sur son territoire tout transit et toute vente d'armes à destination de l'Espagne républicaine. Sa stratégie pour convaincre l'opinion et le gouvernement du bien-fondé de son option comporte plusieurs volets autour desquels vont se structurer presque tous les articles de *L'Humanité* en ces premiers mois de guerre d'Espagne.

Le quotidien communiste tente d'abord de convaincre les Français qui ne se décident pas à prendre parti dans un conflit qu'ils perçoivent comme un affrontement entre fascisme et révolution que la lutte qui déchire l'Espagne n'est pas entre fascisme et socialisme mais entre fascisme et démocratie. Pour *L'Humanité*, il ne s'agit pas en Espagne d'une révolution sociale inspirée par Moscou, comme le prétendent les journaux de droite, mais d'une lutte pour la liberté, pour la défense, la consolidation et le développement de la révolution bourgeoise démocratique, lutte dont devraient se sentir solidaires non seulement les socialistes, les communistes et la classe ouvrière dans son entier mais aussi les républicains, les libéraux, les démocrates du monde entier qui ne veulent pas de la barbarie fasciste<sup>35</sup>. Tous les arguments sont bons pour convaincre ceux qui doutent encore que les événements d'Espagne ne sont liés d'aucune façon à une tentative communiste de renverser le capitalisme pour instaurer la dictature du prolétariat. Pour *L'Humanité*, les quelques confiscations de biens ne sont pas des mesures socialistes mais des mesures provisoires de défense de la République<sup>36</sup>, les pillages d'églises ne sont pas des actes antireligieux mais des actions nécessaires contre des bâtiments transformés en fortins, en dépôts de munitions et en postes d'observation<sup>37</sup> et les milices ouvrières en armes ne sont pas des révolutionnaires mais des volontaires qui renouvellent les exploits des armées populaires de la Révolution française qui s'étaient élevées contre les traîtres qui, avec l'appui de l'étranger, tentaient de poignarder dans le dos la jeune République<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Maurice Thorez, « Au service de la liberté et de la paix », rapport présenté à l'assemblée des communistes parisiens, salle Huyghens, le 6 août 1936, *L'Humanité*, 8 août 1936.

<sup>38</sup> André Marty, « Article sans titre », *L'Humanité*, 4 août 1936.



En même temps qu'elle tente de convaincre les Français que l'Espagne n'est nullement victime d'une tentative de bolchévisation d'inspiration soviétique, la gauche communiste doit contrer les accusations de bellicisme dont elle est l'objet de la part de la droite et d'une partie de la gauche non communiste et ne pas se laisser piéger par l'alternative, « ou le blocus, ou la guerre », principal argument des tenants de la politique de non-intervention. Pour les communistes, au contraire, « le fascisme, c'est la guerre », et *L'Humanité* de citer à l'appui de sa thèse les propos de Louis de Brouckère, le président de l'Internationale ouvrière socialiste, pour qui l'Europe, par aveuglement, laisse faire en espérant sauver la paix alors qu'au contraire, de concession en reculade, elle accroît chaque jour l'insolence de Hitler, qui ne s'arrêtera que lorsqu'il aura acculé les démocraties à la guerre<sup>39</sup>. Il n'y a donc pas de contradiction pour la gauche communiste entre les deux slogans scandés par la foule au Rassemblement pour la Paix de Saint-Cloud du 9 août: *Des avions pour l'Espagne!* et *À bas la guerre!* car, pour elle, défendre l'Espagne, c'est défendre la paix.

La gauche communiste, qui doit déjà se défendre d'accusations de prosélytisme révolutionnaire et de bellicisme, travaille également à rallier à la cause de l'Espagne républicaine les Français, nombreux, qu'inquiète l'état d'anarchie qui règne en Espagne depuis les élections de février 1936. Elle le fait en faisant appel à des valeurs totalement étrangères à l'univers communiste : la défense de l'ordre et de la légalité et le respect du droit international. *L'Humanité* répète donc comme une sorte d'incantation que le gouvernement espagnol est un gouvernement légal, issu du suffrage universel, qui lutte pour le rétablissement de l'ordre républicain et que la politique de non-intervention, en mettant sur le même pied un gouvernement régulier et des rebelles, porte atteinte au droit international<sup>40</sup>. Le quotidien communiste se refuse d'ailleurs à qualifier de non-intervention ce qui n'est pour lui qu'une intervention de fait en faveur des rebelles, un blocus de l'Espagne républicaine, un régime de sanctions à l'encontre d'un gouvernement légal.

---

<sup>39</sup> André Marty, « Article sans titre », *L'Humanité*, 11 août 1936.

<sup>40</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 30 juillet 1936.

La gauche communiste, dans ses efforts pour faire modifier la politique de non-intervention, fait également appel au patriotisme des Français, autre valeur de droite que la gauche communiste a toujours vilipendée parce que, sous couvert de patriotisme, ce n'est pas la patrie qu'entend défendre la bourgeoisie, ce sont ses privilèges. Pour *L'Humanité*, ce n'est pas tant l'Espagne républicaine qui est victime d'une attaque du fascisme international, que la France à travers elle, le quotidien allant même jusqu'à affirmer que c'est Hitler qui a fomenté la rébellion des généraux espagnols pour mieux isoler et encercler la France<sup>41</sup>. Une Espagne sous domination fasciste, alliée de l'Allemagne et de l'Italie, signifierait pour la France une frontière à défendre non seulement sur le Rhin et sur les Alpes mais sur les Pyrénées et des communications avec ses possessions nord-africaines dangereusement compromises. Paul Vaillant-Couturier, qui n'avait eu de cesse jusque-là de dénoncer le militarisme français, se targue même à plusieurs reprises de l'appui qu'auraient accordé, sous le couvert de l'anonymat, de nombreux officiers à la position du Parti communiste français<sup>42</sup>. Pour Maurice Thorez, qui prend la parole lors d'un meeting de soutien à l'Espagne républicaine au stade Buffalo le 25 août, « il ne s'agit pas seulement de sympathie et de solidarité, il s'agit des intérêts de notre pays, il s'agit de l'avenir même de notre France »<sup>43</sup>. La gauche communiste, en se posant ainsi en champion de la défense des intérêts et de la sécurité de la France vise un triple objectif : montrer qu'elle n'est pas ce parti de l'étranger dont l'accuse la droite, faire passer pour des traîtres ceux qui, à droite, par leur refus d'aider les républicains espagnols, font passer la défense des privilèges de leur classe, où qu'ils se trouvent, avant l'intérêt de la France et rallier à sa croisade interventionniste les classes moyennes, plus sensibles aux arguments patriotiques qu'à ceux de solidarité avec les frères espagnols.

Les arguments de la gauche communiste pour que le gouvernement français abandonne la politique de non-intervention comportent toutefois deux contradictions que

---

<sup>41</sup> Le Parti communiste, « Avec l'Espagne pour la sécurité de la France », *L'Humanité*, 3 août 1936.

<sup>42</sup> Paul Vaillant-Couturier, « Article sans titre », *L'Humanité*, 18 août 1936.

<sup>43</sup> Maurice Thorez, discours au meeting du stade Buffalo du 25 août 1936 organisé par la Conférence des ouvriers des usines de guerre de la région parisienne, le Mouvement populaire paix et liberté et le Comité Thaelmann, *L'Humanité*, 26 août 1936.

leurs adversaires de droite et leurs partenaires au sein de la coalition de Front populaire ne manquent pas de soulever : leur argumentation contredit tout ce qui avait constitué la vulgate communiste jusqu'en 1934 et leurs attaques contre la position du gouvernement français est une critique indirecte de l'URSS qui a adopté la même position.

Les critiques les plus acerbes du virage stratégique de la gauche communiste proviennent non pas de la droite, comme on aurait pu s'y attendre, mais de la gauche socialiste qui, si elle demeure relativement discrète sur le sujet dans ses prises de position éditoriales, fait preuve de beaucoup moins de retenue dans les colonnes de la Tribune du Parti du *Populaire*. Ces attaques sont particulièrement le fait de la fraction de la gauche socialiste qui partage les convictions ultra-pacifistes de Paul Faure et de la Gauche révolutionnaire, courant d'inspiration trotskiste. Pour les partisans de Paul Faure, haine de la République bourgeoise, défaitisme révolutionnaire, antimilitarisme, rejet du patriotisme ont été remplacés dans le discours communiste par leur antithèse dans l'unique but de garantir la Russie contre une agression possible de l'Allemagne hitlérienne<sup>44</sup> alors que, pour la Gauche révolutionnaire, le Parti communiste sacrifie l'intérêt du prolétariat français à l'intérêt national de la lointaine Russie<sup>45</sup>.

Alors que *L'Humanité* ne juge pas bon de répondre à ces attaques qui, publiées dans la Tribune du Parti du *Populaire*, n'engagent que la responsabilité de leur auteur, il lui est plus difficile d'ignorer les remarques sarcastiques d'un Bracke (A.-M. Desrousseaux), directeur politique du *Populaire* suppléant Léon Blum, ou d'un Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx et fondateur du *Populaire*, qui reprochent au Parti communiste français de ne pas réclamer du gouvernement soviétique ce qu'il réclame à cor et à cri de Léon Blum. Après quelques semaines de mutisme complet, *L'Humanité*, dans un éditorial de Paul Vaillant-Couturier, se décide enfin à aborder ce sujet épineux. Le rédacteur en chef du quotidien communiste tente de persuader les Français du bien-fondé de la position du quotidien en expliquant que c'est la France et non l'URSS qui est menacée d'encerclement par les régimes fascistes et que c'est la France et non l'URSS qui est à l'origine de la politique de non-intervention. Il finit cependant par admettre que

---

<sup>44</sup> André Trocquer, « À mon frère communiste », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 30 août 1936.

<sup>45</sup> Louis Lagorgette, « Article sans titre », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> octobre 1936.

si l'URSS a adhéré à l'accord de non-intervention, c'est qu'elle ne voulait pas se couper des puissances démocratiques et prêter ainsi le flanc à une croisade contre le bolchévisme<sup>46</sup>.

Si l'opposition de la gauche communiste à la politique de non-intervention est une prise de position dans la logique de son système de valeurs, les arguments qu'elle utilise pour expliquer sa décision sont par contre en totale contradiction avec ses fondements idéologiques. La volonté de la gauche communiste de convaincre le gouvernement français d'aider les républicains espagnols pouvait se justifier par la solidarité prolétarienne, par le désir d'aider à transformer une guerre civile entre réactionnaires et réformistes en lutte révolutionnaire ou par le devoir pour tout membre de la IIIe Internationale de contribuer à la défense de l'URSS, mais de tels arguments auraient fait peur aux classes moyennes que la gauche communiste tentait, avec un certain succès, de convaincre de la nécessité de travailler de concert avec le prolétariat pour lutter contre le fascisme<sup>47</sup>. La gauche communiste fait donc preuve de pragmatisme en s'appropriant des valeurs qui ont toujours été pour elle associées à l'ennemi de classe et en les utilisant pour aider à la réalisation de ses propres objectifs.

#### b) La gauche socialiste

L'attitude de la gauche socialiste face à la politique de non-intervention est le reflet des tensions qui commencent à se manifester à l'intérieur de ce groupe. Une fraction non négligeable de la SFIO, dont les principaux porte-parole sont le secrétaire général Paul Faure et le secrétaire général adjoint Jean-Baptiste Séverac, appuie sans réserve la politique gouvernementale. Pour ces inconditionnels de la non-intervention, les gouvernements fascistes d'Europe font tout ce qu'ils peuvent pour transformer en guerre entre nations la guerre civile espagnole, et le seul moyen pour la France de ne pas tomber

---

<sup>46</sup> Paul Vaillant-Couturier, « Et l'Union soviétique? », *L'Humanité*, 8 septembre 1936.

<sup>47</sup> Yves Santamaria, *op. cit.*, p. 230, cite à ce sujet une intervention de Maurice Thorez du 16 octobre 1936 devant le Comité central du Parti, intervention dans laquelle il reconnaît que le Parti a modifié son langage et n'a pas mis l'accent durant la dernière période sur le mot d'ordre : des avions, des munitions pour l'Espagne. Ce mot d'ordre, toujours selon Maurice Thorez, s'il correspondait au sentiment des ouvriers révolutionnaires, qui savaient que des armes leur seraient un moyen pour l'instauration du pouvoir, faisait peur aux éléments de la petite bourgeoisie.

dans ce piège est d'éviter tout ce qui pourrait risquer d'envenimer une situation déjà explosive<sup>48</sup>.

L'attitude des partisans de Paul Faure et de Jean-Baptiste Séverac a plusieurs causes. Ces incondtionnels de la non-intervention n'ont pas la même perception que la gauche communiste du danger que représente le fascisme international. Paul Faure ne voit dans le régime nazi que la répétition plus ou moins conforme de l'Allemagne impériale et militariste de Guillaume II et ne perçoit les grandes crises des années trente qu'à travers le prisme des années précédant la Première Guerre mondiale. Pour lui et ceux de sa mouvance, le fascisme n'est que la rançon du traité de Versailles et des insatisfactions qu'il a créées<sup>49</sup>, de sorte que les concepts de croisade contre le fascisme et de fascisme contre démocratie leur sont totalement étrangers.

Une seconde explication de leur attitude est leur profond pacifisme. Jean-Baptiste Séverac, faisant référence au slogan du Front populaire *Pain, Paix et Liberté*, reflète bien leurs préoccupations lorsqu'il écrit dans *Le Populaire* : « Le pain et la liberté certes, mais avant tout la paix, sans laquelle le pain serait trop amer et la liberté trop inutile »<sup>50</sup>. Leur pacifisme viscéral, qui repose moins sur une analyse que sur une réaction de rejet de la guerre<sup>51</sup>, en vient à les obnubiler à un point tel que le pacifisme semble être devenu pour eux la seule valeur socialiste. Même si les incondtionnels de la non-intervention sont conscients des suites fâcheuses qu'aurait la défaite du gouvernement de Front populaire de Madrid et du monde du travail espagnol sur les tâches du gouvernement de Front populaire de Paris et sur les conditions de lutte du monde du travail français<sup>52</sup>, leur pacifisme ne leur laisse d'autre choix que d'admettre qu'il ne dépend guère des socialistes français que leurs frères d'Espagne l'emportent dans la lutte que la trahison des généraux les a contraints d'accepter et que, si agissante

---

<sup>48</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Le Pain et la Liberté, certes, mais la Paix aussi », *Le Populaire*, 18 août 1936.

<sup>49</sup> Louis L'Hévéder, intervention au Congrès socialiste de Royan de juin 1938, *Le Populaire*, 6 juin 1938.

<sup>50</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Le Pain et la Liberté, certes, mais la Paix aussi », *Le Populaire*, 18 août 1936.

<sup>51</sup> Michel Bilis, *Socialistes et pacifistes ou l'impossible dilemme des socialistes français, 1933-1939*, Paris, Syros, 1979, p. 90.

<sup>52</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Non, nous ne sommes pas neutres ! », *Le Populaire*, 10 septembre 1936.

que puisse être leur sympathie, elle ne peut contrebalancer les secours techniques et matériels que les gouvernements fascistes donnent aux rebelles<sup>53</sup>.

L'appui sans réserve des disciples de Paul Faure à la politique de non-intervention n'est pas étranger non plus à leur hostilité envers le communisme, l'URSS et le Parti communiste français. Ils soupçonnent le Parti communiste de profiter de la crise espagnole pour promouvoir la création de deux blocs antagonistes, dans le seul but de préparer psychologiquement le peuple français à l'acceptation de la guerre contre un ennemi désigné d'avance par la Russie et de détourner, par leurs appels répétés au patriotisme, la classe ouvrière de sa véritable mission qui est de se libérer de ses chaînes intérieures en luttant contre le capitalisme<sup>54</sup>. Les tenants de cette thèse sont d'ailleurs interpellés, lors du Conseil national du Parti de novembre 1936, par Salomon Grumbach, un proche de Léon Blum, qui leur rappelle que le danger immédiat pour la France est à Berlin et non à Moscou et que dans leur désir de consolider la paix, ils ne doivent pas se faire d'illusions dangereuses sur la possibilité d'une collaboration utile avec Berlin<sup>55</sup>.

Si une fraction du parti socialiste, à l'image de la majorité de l'appareil du Parti, est inconditionnellement non interventionniste, une autre, à l'exemple de Léon Blum, est beaucoup plus ambivalente et ne se résout pas sans états d'âme à ne soutenir que moralement les républicains espagnols. Pour ces non-interventionnistes de raison, s'il est incontestable que, du double point de vue de la sécurité de la France et du droit international, le gouvernement de la République espagnole a le droit de recevoir de l'étranger des livraisons d'armes, il ne fait également aucun doute que la fourniture de matériel de guerre au gouvernement de Madrid conduirait à la concurrence des armements sur le sol espagnol, d'où risque de guerre à l'échelle européenne et mise en infériorité à plus ou moins long terme des républicains espagnols, étant donné le potentiel industriel des puissances susceptibles d'armer les rebelles. Face à ce dilemme, ils ne voient qu'une solution permettant à la fois d'assurer le salut de l'Espagne et le salut de la

---

<sup>53</sup>Jean-Baptiste Séverac, « Le Pain et la Liberté, certes, mais la Paix aussi », *Le Populaire*, 18 août 1936.

<sup>54</sup>Fernand Roucayrol, « Front français...non ! », *Tribune du Parti, Le Populaire*, 5 septembre 1936.

<sup>55</sup>Salomon Grumbach, intervention au Conseil national du Parti de novembre 1936, *Le Populaire*, 9 novembre 1936.

paix : la conclusion d'une convention internationale par laquelle toutes les puissances s'engageraient à l'abstention en ce qui concerne les livraisons d'armes à l'Espagne.

Même si les non-interventionnistes inconditionnels ont comme unique souci la paix alors que les non-interventionnistes de la mouvance Blum essaient de concilier la paix, la défense des libertés démocratiques et la solidarité prolétarienne, chez les derniers comme chez les premiers, le pacifisme l'emporte sur l'ensemble des autres valeurs socialistes qui auraient pu faire pencher la balance en faveur de la fourniture d'armes au gouvernement espagnol. Léon Blum, comme il l'avouera lui-même le 5 décembre, à la veille du vote de confiance de la Chambre sur la politique extérieure du gouvernement, a l'intime conviction, qu'au mois d'août 1936, l'Europe était au bord de la guerre et qu'elle n'a été sauvée de ce fléau que par l'initiative française.

Cette fraction de la gauche socialiste est fermement opposée à la croisade antifasciste dans laquelle voudrait l'entraîner, bien qu'elle s'en défende, la gauche communiste. Elle partage avec les paul-fauristes la conviction que si la lutte contre le fascisme se justifie au plan intérieur, elle ne doit pas être transposée sur le plan extérieur où elle risque de provoquer des conflits. Léon Blum énonce clairement cette position dans un discours du 17 septembre où il affirme rejeter entièrement l'idée des guerres de propagande et des guerres de représailles car les causes de guerre qui pèsent sur le monde sont déjà assez lourdes sans que la France pense à les aggraver encore par le dessein d'une croisade doctrinale, soit pour les idées qu'elle croit justes et bonnes, soit contre les systèmes qu'elle croit faux et mauvais<sup>56</sup>. Le slogan de la gauche communiste, fascisme contre démocratie, ne trouve donc pas plus d'écho chez les partisans de Léon Blum que chez ceux de Paul Faure. Léon Blum est toutefois beaucoup plus ambivalent que Paul Faure quant à la nature du fascisme puisque, si d'un côté, il croit encore possible de s'entendre avec l'Allemagne nazie, de l'autre, il s'inquiète de la montée du fascisme, moins comme idéologie que comme facteur de guerre.

Une fraction minoritaire de la gauche socialiste, la Bataille socialiste, a sur la question de l'aide aux républicains espagnols une position très proche de celle de la

---

<sup>56</sup>Léon Blum, texte de son discours radiodiffusé du 17 septembre 1936 à la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale de la SDN, *Le Populaire*, 18 septembre 1936.

gauche communiste. Jean Zyromski, son chef de file, qui s'exprime régulièrement dans la Tribune du Parti du *Populaire*, utilise largement cet espace où toutes les tendances du Parti peuvent se faire entendre, pour manifester son opposition à la politique de non-intervention.

Même si la position de la Bataille socialiste se rapproche de celle de la gauche communiste, elle en diffère pourtant sur deux points : la place de la révolution sociale dans la guerre d'Espagne et les risques d'une politique de fermeté à l'égard du fascisme. Jean Zyromski, contrairement aux communistes, n'évacue pas complètement l'aspect révolutionnaire de la guerre d'Espagne en ce sens que, pour lui, la République espagnole ne pourra être sauvée que si elle se donne, hardiment, un contenu social substantiel et dépasse le stade de la République démocratique bourgeoise<sup>57</sup>. Le chef de la Bataille socialiste ne nie pas non plus, comme le fait la gauche communiste, le risque de guerre inhérent à la politique de fermeté qu'il préconise à l'égard du fascisme mais il est convaincu, qu'à long terme, on ne travaille pas pour la paix en laissant se dérouler le plan de guerre des États fascistes, en permettant que l'Espagne devienne un nouveau bastion du fascisme<sup>58</sup>. Cette position, qui est aux antipodes de celle d'un Paul Faure ou d'un Léon Blum, qui se refusent à admettre comme possible la guerre aujourd'hui parce qu'elle serait nécessaire ou fatale demain<sup>59</sup>, trouve certains appuis à l'extérieur de la Bataille socialiste. Maurice Paz, un proche de Léon Blum, en arrive ainsi à la conclusion, dans la Tribune du Parti du *Populaire* du 19 août, que si la solidarité active avec l'Espagne n'est pas exempte de risque, le tout est de savoir si le risque ne serait pas moindre pour être affronté sans faiblesse, avant qu'il ne soit trop tard, et que s'il suffisait d'un prétexte comme l'aide au gouvernement régulier d'Espagne, répondant à l'aide apportée par Mussolini et Hitler aux insurgés, pour déclencher la guerre, cela voudrait

---

<sup>57</sup> Jean Zyromski, « Les facteurs politiques et militaires de la victoire en Espagne », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 15 septembre 1936.

<sup>58</sup> Jean Zyromski, « Article sans titre », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 15 octobre 1936.

<sup>59</sup> Léon Blum, discours à la grande manifestation socialiste de Luna Park du 6 septembre 1936, *Le Populaire*, 7 septembre 1936.



simplement dire que les puissances fascistes ont délibérément et dès maintenant jeté les dés de la guerre<sup>60</sup>.

La Bataille socialiste a donc une conscience plus nette que la majorité de la gauche socialiste de la nature du fascisme et du danger qu'il représente pour les libertés démocratiques et pour la paix. Contrairement à l'opinion majoritaire dans le Parti, ce courant au sein de la SFIO ne croit pas qu'on doive se limiter à combattre le fascisme à l'intérieur de chaque État et lui laisser le champ libre sur le plan extérieur car si, sur le plan intérieur, le fascisme vise à détruire les institutions démocratiques, sur le plan extérieur, il poursuit l'objectif symétrique de détruire toutes les formations étatiques qui peuvent être des points d'appui de la démocratie<sup>61</sup>.

Pour une autre fraction minoritaire de la gauche socialiste, la Gauche révolutionnaire, la guerre d'Espagne est une guerre de classe entre la réaction espagnole, financée par les bailleurs de fonds capitalistes et ravitaillée en armes par les dictatures fascistes, et la classe ouvrière avec laquelle elle veut en finir le plus tôt possible. Le devoir du prolétariat français est donc d'aider les travailleurs espagnols, non pas à défendre la République démocratique bourgeoise mais à réaliser une révolution sociale dans toute son ampleur. Pour Lucien Hérard, il est inconcevable que les travailleurs espagnols tombent sous les balles des rebelles pour le parlementarisme alors que c'est la conquête du pouvoir ouvrier que les miliciens achètent de leur sang<sup>62</sup>. S'il n'y a pas de dissension au sein de la Gauche révolutionnaire quant à l'interprétation du conflit espagnol, elle est au contraire profondément divisée quant à la forme que devrait revêtir la solidarité révolutionnaire avec les travailleurs espagnols. Pour une partie de la Gauche révolutionnaire, dont son chef Marceau Pivert, seule l'action directe de classe du prolétariat international peut contribuer à la réalisation de la révolution socialiste en Espagne. Toute tentative pour détourner la classe ouvrière de ses méthodes spécifiques de lutte doit être considérée avec défiance et le seul rôle que doit jouer le gouvernement

---

<sup>60</sup> Maurice Paz, « Les deux alternatives », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 19 août 1936.

<sup>61</sup> Jean Zyromski, « Tactique et stratégie de lutte contre le fascisme », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 9 décembre 1936.

<sup>62</sup> Lucien Hérard, « L'équivoque doit cesser », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 8 septembre 1936.

est de laisser agir les masses qui l'ont porté au pouvoir<sup>63</sup>. Marceau Pivert félicite même le président du Conseil d'avoir pris l'initiative de la politique de non-intervention qui a évité que la guerre civile ne se transforme en guerre impérialiste internationale<sup>64</sup>. Cette position n'est toutefois pas partagée par toute la Gauche révolutionnaire, certains de ses éléments, autour de Michel Collinet et de Lucien Hérard, réclamant de la France, mais aussi de l'URSS, la fin de l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne républicaine alors que d'autres, autour de René et Hélène Modiano, deux pacifistes inconditionnels, sont contre tout envoi d'armes en Espagne, qu'il soit de source gouvernementale ou ouvrière.

Comme c'était le cas pour les trois autres courants de la gauche socialiste, la position de la Gauche révolutionnaire est étroitement liée à sa perception de la nature du fascisme et de la lutte antifasciste. Pour la Gauche révolutionnaire, on ne peut écarter le péril fasciste sans s'attaquer au capitalisme car le fascisme n'est que le prolongement du capitalisme aux abois. Le dilemme n'est donc pas entre fascisme et démocratie mais entre fascisme et socialisme<sup>65</sup>. L'idée même de front antifasciste est une aberration pour la Gauche révolutionnaire car il implique une solidarité entre classes antagonistes alors que seule la solidarité de classe dans la lutte révolutionnaire peut venir à bout du fascisme.

La position de la Gauche révolutionnaire vis-à-vis de la politique de non-intervention est également le résultat de sa position ambiguë face à la guerre. Une fraction de la Gauche révolutionnaire n'est pas, malgré son pacifisme, contre la guerre civile, car c'est pour elle la seule qui, malgré son horreur, ait un sens, mais elle se refuse à laisser transformer cette guerre civile en guerre impérialiste pour le seul profit des capitalistes. Une autre fraction est, par contre, opposée à toute forme de guerre, qu'elle soit civile ou impérialiste.

Les divergences au sein de la gauche socialiste quant au bien-fondé de la politique de non-intervention résultent du choix que la guerre d'Espagne l'oblige à faire

---

<sup>63</sup> Marceau Pivert, « Action directe ! », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 21 septembre 1936.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Michel Collinet, « Tout pour nos frères d'Espagne ! », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 7 août 1936.

entre des valeurs qu'aucun événement de politique extérieure n'avait mises en contradiction depuis la scission de Tours. Alors qu'entre le pacifisme, la solidarité prolétarienne et la défense des libertés démocratiques, les paul-fauristes optent en priorité pour la première, la Gauche révolutionnaire pour la seconde et la Bataille socialiste pour la troisième, la fraction de la gauche socialiste qui se reconnaît dans les hésitations de Léon Blum croit, ou veut croire, que la politique de non-intervention permettra de sauver à la fois la paix européenne, la démocratie espagnole et les acquis du prolétariat menacés par les forces de la réaction.

### C) Les violations de la politique de non-intervention

Malgré la ratification de l'accord de non-intervention par l'Allemagne et l'Italie, il devient rapidement évident, pour ceux que n'aveugle pas leur anticommunisme, que les puissances fascistes continuent à approvisionner en matériel de guerre les rebelles espagnols, alors que les républicains ne reçoivent que très peu d'aide militaire extérieure. Cette disproportion croissante au niveau des armements, jointe à d'autres facteurs de nature militaire et politique, se traduit sur le terrain par deux cruelles défaites pour les républicains, la chute des villes basques d'Irun et de San Sebastian. Ces pertes, après celle de Badajoz en août qui avait permis la jonction des troupes rebelles du sud avec celles du nord, ont une grande importance stratégique puisqu'elles coupent la partie du pays basque encore aux mains des républicains, la région de Santander et les Asturies de la France amie. Tout est donc en place au début d'octobre pour la grande offensive des rebelles sur Madrid.

Dans l'espoir de faire pression sur les pays occidentaux, qui ferment volontairement les yeux sur les violations de l'accord de non-intervention de la part des puissances fascistes, la République espagnole prend l'initiative à la fin de septembre de dénoncer, preuves à l'appui, ces violations devant l'Assemblée générale de la SDN. Le 8 octobre, le représentant de l'URSS au Comité de non-intervention avise Lord Plymouth, son président, que, si les violations dénoncées par le gouvernement espagnol continuent, l'URSS se considérera libérée des engagements qu'elle a pris en vertu de cet accord. Le 24 octobre, le représentant soviétique passe aux actes en dénonçant devant le

Comité la duperie de la neutralité à sens unique et en déclarant que l'URSS ne se considère plus liée par l'accord de non-intervention, même si elle continue de siéger au Comité. Cette dénonciation n'est pas qu'une menace en l'air puisque des bateaux contenant des avions et des tanks soviétiques sont déjà en route pour l'Espagne et des agents du Komintern à l'œuvre pour acheter des armes un peu partout en Europe et pour recruter des volontaires pour combattre en Espagne dans les Brigades internationales.

#### a) La gauche communiste

Sans cesser de s'en prendre aux principes à la base de la politique de non-intervention, la gauche communiste concentre désormais ses critiques sur son échec. Pour *L'Humanité*, qui ne manque pas de dénoncer, détails à l'appui, les arrivées de matériel de guerre allemand et italien en Espagne, il ne s'agit plus de non-intervention mais d'intervention en faveur des rebelles, puisque les sanctions ne sont sérieusement appliquées qu'aux républicains par des gouvernements scrupuleux alors qu'elles ne le sont pas par des gouvernements qui ne respectent pas le droit international. Gabriel Péri, le spécialiste de politique étrangère de *L'Humanité*, vise directement la gauche socialiste lorsqu'il écrit, le jour même où l'URSS dénonce les violations de l'accord de non-intervention, que si plusieurs ont cru de bonne foi que l'initiative française était seule capable d'empêcher une aggravation de la tension internationale et de priver la rébellion de l'aide du fascisme international, les illusions ne sont désormais plus permises et la France doit mettre fin à sa politique de sanctions contre l'Espagne républicaine<sup>66</sup>. Pour *L'Humanité*, qui rappelle au gouvernement que le ministre français des Affaires étrangères, Yvon Delbos, a affirmé solennellement devant la SDN que la non-intervention ne devait pas être une duperie, le Comité de non-intervention n'est plus qu'une bouffonnerie qui ne vérifie rien et se contente des dénégations des violateurs<sup>67</sup>.

Pour la gauche communiste, l'échec de la politique de non-intervention montre sans ambiguïté que l'Espagne n'est pas le théâtre d'une guerre civile mais la

---

<sup>66</sup>Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 8 octobre 1936.

<sup>67</sup>Gabriel Péri, « La France joue sa liberté...L'URSS lutte pour la démocratie », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> novembre 1936.

victime d'une agression par les puissances fascistes, agression d'un nouveau type où la tactique de l'agresseur n'est pas d'attaquer de l'extérieur mais par l'intérieur grâce à une petite minorité soudoyée et bien équipée<sup>68</sup>. Cette interprétation de la crise espagnole permet à la gauche communiste d'aborder un volet important de la politique extérieure de l'URSS depuis qu'elle se sent menacée par l'Allemagne nazie : la sécurité collective. Pour *L'Humanité*, qui cite abondamment Alvarez del Vayo, le ministre des Affaires étrangères de la République espagnole qui représente son gouvernement à la session d'automne 1936 de la SDN, la sécurité collective n'existe plus si un gouvernement issu de la volonté populaire n'est pas protégé contre les coups d'État fomentés du dehors. La SDN a donc le devoir de réagir pour sauver les peuples pacifiques de cette nouvelle technique d'agression<sup>69</sup>. Le Parti communiste français se pose donc, dès les premiers mois de la guerre d'Espagne, en champion de la sécurité collective face aux gouvernements anglais et français qui laissent impunément violer l'accord de non-intervention et le pacte de la SDN par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal.

Le manque de fermeté des gouvernements anglais et français face aux violations de la politique de non-intervention permet aussi à *L'Humanité* d'aborder d'autres thèmes, tous plus ou moins reliés à la lutte antifasciste. La gauche communiste, à qui la crise espagnole n'a pas fait oublier sa lutte contre le fascisme intérieur, voit ainsi dans l'impunité des concours extérieurs fournis aux fascistes espagnols un encouragement pour les fascistes français qui savent maintenant qu'ils pourraient éventuellement eux aussi bénéficier des mêmes concours<sup>70</sup>. L'échec de la politique de non-intervention lui fournit également l'occasion d'une intense campagne en faveur d'une action commune de toutes les organisations ouvrières internationales pour la levée du blocus dont est victime la démocratie espagnole. Fidèle à son mot d'ordre selon lequel on ne lutte contre le fascisme que par l'unité, le Parti communiste français multiplie les appels à l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) et à la Fédération syndicale internationale (FSI) pour une coordination de leurs efforts avec ceux de l'Internationale

---

<sup>68</sup> P.-L. Darnar, « Article sans titre », *L'Humanité*, 27 septembre 1936.

<sup>69</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 12 octobre 1936.

<sup>70</sup> Jacques Duclos, « Article sans titre », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> octobre 1936.

communiste. Les refus répétés de l'IOS et de la FSI, alors que leur position au sujet de la politique de non-intervention est très proche de celle du Parti communiste français, ne découragent pas pour autant la gauche communiste qui revient constamment à la charge en utilisant comme argument la vive émotion suscitée dans les masses laborieuses par le refus des organisations internationales socialistes<sup>71</sup>.

La gauche communiste, si elle adopte une attitude offensive lorsqu'il est question de l'unité entre les organisations ouvrières internationales, est par contre beaucoup plus sur la défensive lorsqu'il s'agit de l'unité au sein du Front populaire français. Les communistes sont en effet accusés, plus ou moins ouvertement par la gauche socialiste qui le déplore et très ouvertement par la droite qui s'en réjouit, de mettre en péril cette unité par leurs critiques de la politique de non-intervention. Soucieuse de ne pas rompre la coalition dont elle a été l'instigatrice mais décidée à faire revenir le gouvernement sur sa décision, la gauche communiste joue donc continuellement sur deux tableaux en réaffirmant d'un côté son appui au Front populaire et en se réservant de l'autre le droit de mettre le gouvernement en garde contre certaines erreurs, étant donné que, selon elle, c'est sa position et non celle du gouvernement qui reflète la volonté des travailleurs et des paysans.

Les dénonciations du 8 et du 24 octobre de l'accord de non-intervention par le représentant de l'URSS libèrent pour un temps la gauche communiste de l'obligation de justifier les divergences entre sa position et celle de l'URSS. *L'Humanité* peut désormais se permettre de louer de façon dithyrambique l'attitude de l'URSS qui, ayant souscrit de bonne foi à l'initiative prise par un pays ami, même si elle la trouvait injuste, a maintenant le courage de dénoncer un accord qui ne valait que dans la mesure où la non-intervention serait effective<sup>72</sup>. Même si *L'Humanité* se réjouit ouvertement de la dénonciation par le représentant de l'URSS de la duperie qu'est l'accord de non-intervention, elle demeure cependant muette au sujet de sa conséquence logique : la fourniture d'armes par l'URSS aux républicains espagnols. Face aux attaques répétées des journaux de droite, le quotidien communiste nie d'abord l'envoi d'armes par l'URSS

<sup>71</sup> Jacques Duclos, « Le sort de la paix et de la liberté se joue en Espagne », *L'Humanité*, 29 octobre 1936.

<sup>72</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 9 octobre 1936.

au gouvernement espagnol pour finalement se résigner, lorsque l'apparition d'avions et de chars russes lors du siège de Madrid donne raison à ses accusateurs, à admettre fin novembre qu'il était possible que l'URSS ait aidé les républicains espagnols mais moins que l'Allemagne et l'Italie n'aidaient les insurgés<sup>73</sup>. De la même façon, *L'Humanité* ne dit pas un mot du rôle joué par le Komintern dans le recrutement des Brigades internationales qui sont invariablement présentées comme des volontaires antifascistes de tous les pays venus soutenir leurs frères d'Espagne dans leur lutte pour la liberté.

La seule note discordante dans ce discours antifasciste provient du rédacteur en chef de *L'Humanité* qui, pour une courte période, revient aux arguments traditionnels anticapitalistes de la gauche communiste pour expliquer les raisons de l'inertie des gouvernements anglais et français face au blocus de fait dont est victime la République espagnole. Pour Paul Vaillant-Couturier, le blocus est le résultat d'une intervention de la finance anglaise et française contre un peuple voulant prendre en main ses destinées et gérer ses richesses<sup>74</sup>. Les banques anglaises et françaises, qui ont des intérêts en Espagne, préfèrent, selon le rédacteur en chef de *L'Humanité*, les Allemands aux républicains et font en conséquence pression sur leur gouvernement pour qu'aucune aide ne soit apportée aux républicains<sup>75</sup>.

Les violations de la politique de non-intervention par les puissances fascistes offrent une nouvelle fois à la gauche communiste, qui veut ratisser plus large que son propre camp dans la lutte engagée par l'URSS contre l'Allemagne nazie, l'occasion de s'approprier des valeurs étrangères à son cadre idéologique. Défense de l'URSS oblige, le droit international et la sécurité collective passent ainsi du statut de mystifications au service du capitalisme à celui d'instruments de protection des faibles contre les appétits des puissances fascistes et la SDN, de celui de caverne de brigands à celui de rempart de la paix. Suivant la même logique, les appels répétés de la gauche communiste pour une action concertée des deux Internationales en Espagne doivent plus aux impératifs de la défense de l'URSS contre l'Allemagne nazie qu'à un véritable changement d'attitude des

---

<sup>73</sup> Gabriel Péri, « La manifestation antisoviétique de M. Eden », *L'Humanité*, 21 novembre 1936.

<sup>74</sup> Paul Vaillant-Couturier, « Article sans titre », *L'Humanité*, 18 novembre 1936.

<sup>75</sup> Paul-Vaillant-Couturier, « Nous défendons la paix », *L'Humanité*, 5 décembre 1936.

communistes à l'égard d'une Internationale à qui ils ont toujours reproché de n'avoir pas su empêcher que la classe ouvrière ne soit sacrifiée dans une guerre entre puissances impérialistes.

La discrétion de la gauche communiste au sujet des envois d'armes soviétiques en Espagne est, comme la virulence plus ou moins grande de ses critiques à l'égard du gouvernement français, tributaire de l'ambiguïté de la position de l'URSS vis-à-vis de l'Espagne. Cette dernière ne souhaite en effet ni une victoire des nationalistes qui ferait de l'Espagne un nouveau bastion fasciste, victoire inévitable à court terme si les nationalistes continuaient d'être approvisionnés par les puissances fascistes sans contrepartie du côté des républicains, ni un refroidissement de ses relations avec la France et la Grande-Bretagne, si la publicité faite à son soutien matériel aux républicains espagnols empêchait le maintien de la fiction de la non-intervention.

#### b) La gauche socialiste

Les violations de l'accord de non-intervention et le manque évident de volonté du Comité de non-intervention à y mettre un terme sont interprétés de façons diverses par la gauche socialiste dont les divergences sont encore accrues par la position commune prise par l'IOS et la FSI qui, en raison de l'échec de la politique de non-intervention, demandent aux classes ouvrières de tous les pays de faire pression sur leurs gouvernements et sur l'opinion pour que cette politique soit abandonnée<sup>76</sup>.

Les inconditionnels de la non-intervention, qui n'avaient émis aucun commentaire, tant que les violations de l'accord de non-intervention n'avaient été le fait que de l'Allemagne et de l'Italie, sortent enfin de leur mutisme lorsqu'il devient évident lors du siège de Madrid que l'URSS, conformant ses actes à ses paroles, approvisionne les républicains en armes, en tanks et en avions. Cette escalade dans le soutien extérieur aux deux parties en conflit inquiète la fraction ultra-pacifiste de la gauche socialiste qui a de plus en plus de mal à écarter l'idée que la guerre civile ne s'est pas transformée en guerre tout court. Jean-Baptiste Séverac, qui ne cache pas son angoisse devant

---

<sup>76</sup> *Le Populaire*, 27 octobre 1936, compte rendu de la réunion commune des bureaux de l'IOS et de la FSI tenue le 26 octobre 1936 à Paris.



l'évolution de la situation internationale, lance ainsi fin novembre dans les pages du *Populaire* un appel pressant au gouvernement pour qu'il sauve le monde de la guerre, comme il l'a déjà fait une fois lorsqu'il a pris l'initiative de la politique de non-intervention<sup>77</sup>. Le député socialiste de l'Hérault, Fernand Roucayrol, avait d'ailleurs déjà donné le ton lors du Conseil national du Parti, début novembre, lorsqu'il avait adjuré le Parti, faisant référence au conflit espagnol, de n'avoir d'autre préoccupation que celle d'éviter la guerre dans une Europe tourmentée<sup>78</sup>. Pour les disciples de Paul Faure, l'abandon de la politique de non-intervention c'est la guerre, et la plus précaire et la plus incertaine des paix vaut mieux que la guerre<sup>79</sup>.

Les inconditionnels de la non-intervention sont très réservés à l'égard de la position prise par l'IOS et la FSI, dont ils doutent de l'efficacité et, sans oser l'avouer ouvertement, du bien-fondé. Pour Jean-Baptiste Séverac, que cette perspective ne semble nullement troubler, les pressions que les deux organisations internationales souhaitent voir exercer par les classes ouvrières sur leurs gouvernements et sur l'opinion ne pourront donner des résultats qu'à très long terme, le gouvernement britannique étant résolument hostile à toute action prolétarienne et le gouvernement français devant tenir compte de l'opinion de tous les partis qui le constituent<sup>80</sup>.

Face aux violations de l'accord de non-intervention par les puissances fascistes, la fraction de la gauche socialiste qui avait appuyé avec plus ou moins d'enthousiasme cette initiative française se retrouve dans une position très inconfortable. D'un côté, elle ne peut se résoudre à ce que cette politique ne soit qu'une duperie dont les rebelles seraient les seuls bénéficiaires, de l'autre, elle ne veut rien faire qui puisse embarrasser le gouvernement. Salomon Grumbach, dans son intervention au Conseil national du Parti, reflète bien ce dilemme : « Dans ce drame tragique déjà Léon Blum souffre de la situation faite aux républicains espagnols et nous ne devons pas lui infliger

---

<sup>77</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Inquiétudes et confiance », *Le Populaire*, 28 novembre 1936.

<sup>78</sup> Fernand Roucayrol, intervention au Conseil national du Parti socialiste de novembre 1936, *Le Populaire*, 9 novembre 1936.

<sup>79</sup> Jean-Baptiste Séverac, « La classe ouvrière compte sur le gouvernement pour sauver le monde de la guerre », *Le Populaire*, 8 décembre 1936.

<sup>80</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Le prolétariat mondial pour l'Espagne républicaine », *Le Populaire*, 28 octobre 1936.

cette peine supplémentaire d'une opposition du Parti à la politique qu'il mène »<sup>81</sup>. Cette attitude ambivalente se traduit par un mutisme presque complet des ténors de cette fraction de la gauche socialiste, les seuls à défendre ouvertement la position gouvernementale étant désormais Paul Faure et Jean-Baptiste Séverac. Ni Bracke, directeur politique suppléant du *Populaire*, ni Oscar Rosenfeld, spécialiste de politique étrangère, deux proches de Léon Blum, ne prennent position, même après que l'IOS et la FSI aient fait connaître la leur. Les articles d'information et les commentaires sur la guerre d'Espagne ne manquent pourtant pas dans les pages du *Populaire* mais ils se cantonnent à des descriptions de faits, à des éloges dithyrambiques du courage des valeureux défenseurs de la République et à des dénonciations des atrocités commises par les rebelles. Le refus de s'exprimer de cette fraction de la gauche socialiste est encore plus évident lorsqu'on le met en parallèle avec les déclarations du Parti travailliste anglais qui, n'ayant pas de responsabilité gouvernementale, dénonce l'attitude du gouvernement conservateur, déclarations que *Le Populaire* publie régulièrement sans y ajouter de commentaires.

Les violations de l'accord de non-intervention par l'Allemagne et l'Italie, s'ils suscitent un malaise au sein d'une fraction de la gauche socialiste, ne font au contraire que renforcer l'opposition de la Bataille socialiste à la politique de non-intervention. Pour les zyromskistes, qui dénoncent ces violations dès septembre, l'argument de nombreux socialistes selon lequel la levée de l'embargo serait maintenant impossible parce que le gouvernement s'est engagé dans une orientation différente est fallacieux, puisque le gouvernement ne s'est engagé dans cette direction que parce qu'il escomptait une adhésion rapide, générale et loyale de toutes les puissances<sup>82</sup>. Pour la Bataille socialiste, il faut réparer l'erreur tragique commise le 8 août quand, immédiatement, sans attendre les signatures des puissances fascistes, le gouvernement français a aliéné unilatéralement sa liberté d'action. La position commune de l'IOS et de la FSI, et celle de l'URSS qui dénonce maintenant ouvertement les violations de l'accord de non-

---

<sup>81</sup> Salomon Grumbach, intervention au Conseil national du Parti socialiste de novembre 1936, *Le Populaire*, 9 novembre 1936.

<sup>82</sup> Jean Zyromski, « Les facteurs politiques et militaires de la victoire en Espagne », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 15 septembre 1936.

intervention, ne font que donner de nouvelles munitions aux zyromskistes dans leurs attaques contre la position gouvernementale.

La priorité de la Bataille socialiste est plus que jamais, comme celle des communistes, la lutte antifasciste. Jean Zyromski, s'il est en total désaccord avec l'attitude gouvernementale de capitulations successives devant les avancées du fascisme international, l'est tout autant avec celle adoptée par la Gauche révolutionnaire qui fait, selon lui, preuve d'un infantilisme primitif en pensant qu'on peut lutter contre le fascisme international par les seuls moyens à la disposition de la classe ouvrière<sup>83</sup>.

Pour la Gauche révolutionnaire, les violations de l'accord de non-intervention ne présentent pas plus d'intérêt que l'accord lui-même, « cette fantaisie métaphysique du droit international ». À l'exception d'une faible minorité dans ses rangs, la Gauche révolutionnaire continue à prôner l'action directe du prolétariat international, seul moyen pour le peuple espagnol de se libérer des chaînes du capitalisme, donc de vaincre le fascisme.

Les violations de l'accord de non-intervention, s'ils confortent les paul-fauristes et la Bataille socialiste dans leurs positions respectives, font vaciller les convictions de la fraction de la gauche socialiste qui s'était ralliée avec plus ou moins d'enthousiasme à la position du gouvernement. La duplicité dont font preuve l'Allemagne et l'Italie amène rapidement les Bracke, Rosenfeld et Longuet à remettre en question le bien-fondé d'une politique qui se révèle impuissante à concilier pacifisme, défense des libertés démocratiques et solidarité prolétarienne. De nombreux socialistes, à leur image, se retrouvent donc confrontés à ce douloureux dilemme : ou dénoncer la politique de non-intervention, au nom de la défense des libertés démocratiques et de la solidarité prolétarienne, ou se taire, par solidarité avec un gouvernement dont le chef, issu de leurs rangs, se refuse à la dénoncer, au nom de la paix.

---

<sup>83</sup> Jean Zyromski, « Tactique et stratégie de lutte contre le fascisme », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 9 décembre 1936.

## CHAPITRE II . LA GAUCHE DÉCHIRÉE : LE CONTRÔLE DE LA NON-INTERVENTION, SOLUTION OU ILLUSION?

### A) Le contrôle de la non-intervention

Le siège de Madrid est l'un des points tournants de la guerre d'Espagne puisqu'il marque le début de l'escalade dans l'aide extérieure apportée aux deux camps et le point de départ de l'accroissement de l'influence des communistes sur l'appareil militaire, politique et administratif de l'Espagne républicaine. La progression rapide de l'ascendant des communistes est facilitée à la fois par le transfert du siège du gouvernement de Madrid à Valence, qui leur laisse le champ libre dans la capitale, et par l'apparition sur le front de Madrid d'avions et de tanks russes, financés par l'or espagnol transféré en URSS, et des premières Brigades internationales recrutées par le Komintern. Le siège de Madrid est également le premier véritable succès des républicains qui, galvanisés par l'aide soviétique, résistent malgré les incessants bombardements auxquels est soumise la capitale.

La résistance inattendue des républicains fait bientôt craindre à la France et à l'Angleterre une recrudescence de l'aide apportée aux rebelles par les puissances fascistes, d'autant plus, qu'à la fin de novembre, l'Allemagne et l'Italie reconnaissent le gouvernement de Franco. Cette crainte, jointe à la menace des nationalistes de s'opposer par la force à l'arrivée de matériel de guerre destiné à la République, amènent au début de décembre la France et l'Angleterre à proposer à l'Allemagne, à l'Italie, au Portugal et à l'URSS un projet de médiation pour tenter de mettre un terme à la guerre civile. Parallèlement à cette initiative, le Comité de non-intervention travaille de son côté à un plan de contrôle de la non-intervention, que l'Allemagne et l'Italie font semblant de prendre au sérieux, tout en poursuivant des discussions bilatérales sur l'augmentation de leur aide respective à Franco. Si Hitler, contrairement à l'avis de son nouvel ambassadeur en Espagne, décide de maintenir sa contribution au même niveau, Mussolini prend au contraire la décision d'augmenter sensiblement la sienne, en envoyant en Espagne des unités entières de « volontaires » équipées de matériel de guerre moderne. Cet afflux de soldats italiens est tel qu'ils sont déjà plus de 17 000 en Espagne au milieu de janvier 1937, ce qui n'est pas sans causer de vives inquiétudes dans le camp républicain,

d'autant plus que rien dans l'accord de non-intervention n'interdit le volontariat. Conscientes de l'urgence de la situation, la France et l'Angleterre, sans attendre les conclusions du Comité de non-intervention qui travaille déjà sur un projet de cette nature initié par le représentant de l'URSS, prennent l'initiative de proposer directement à Berlin, à Rome, à Lisbonne et à Moscou d'interdire les envois de volontaires, même si elles s'étaient jusque-là opposées à tout contrôle des volontaires. Si le projet de médiation est rapidement abandonné faute de soutiens, celui d'interdire l'envoi de volontaires est finalement adopté par le Comité de non-intervention après des semaines de tergiversations pendant lesquelles l'Italie se hâte d'envoyer des soldats à Franco. Un plan de contrôle de la non-intervention, qui comporte à la fois un contrôle terrestre des frontières espagnoles et un contrôle naval de ses côtes, est également adopté le 8 mars après que le Portugal, qui jugeait la présence d'observateurs internationaux à sa frontière incompatible avec sa souveraineté, eût accepté la présence d'observateurs britanniques. L'entrée en vigueur du plan de contrôle, prévue pour le 13 mars, sera reportée à plusieurs reprises, si bien qu'il ne deviendra effectif que le 20 avril, laissant amplement le temps à Mussolini d'approvisionner le camp nationaliste en armes. Pendant que ces négociations se poursuivent, des informations de source sûre voulant que des soldats allemands soient sur le point de débarquer au Maroc espagnol font craindre pendant quelques jours une résurgence de la crise marocaine d'avant-guerre, mais la fermeté du gouvernement français, qui s'appuie sur le traité franco-espagnol de 1912, met rapidement fin à la crise.

Du côté des opérations, les nationalistes, avec l'aide des unités italiennes fraîchement débarquées, s'emparent facilement de Malaga puis, ayant renoncé à une attaque frontale de Madrid, effectuent deux tentatives d'encerclement de la capitale, l'une par le sud-est dans la vallée de la Jarama, l'autre par le nord-est près de Guadalajara. Si la première ne fait ni vainqueur, ni vaincu, la seconde est une cuisante défaite pour les Italiens, maîtres d'œuvre de cette opération, et marque pour longtemps la fin des tentatives de Franco pour s'emparer de Madrid.

### a) La gauche communiste

Pour la gauche communiste, l'échec du siège de Madrid et la reconnaissance par l'Allemagne et l'Italie du gouvernement de Franco sont des étapes décisives vers l'intervention ouverte des puissances fascistes, d'où l'urgence de rendre les Français plus conscients du danger que représente le fascisme pour la paix et pour la France. *L'Humanité* entreprend donc, à partir du milieu de novembre, ce qu'on appellerait aujourd'hui « une campagne de peur ». Des titres comme « Les miliciens de Madrid contiennent la Reichwher »<sup>84</sup>, « On attend à Cadix ainsi qu'à Jerez un débarquement de volontaires japonais »<sup>85</sup> ou « 5 000 hommes de troupes nazies débarquent à Cadix »<sup>86</sup> ont pour but de convaincre les Français que le conflit qui déchire l'Espagne n'est pas entre les républicains et les nationalistes mais entre les républicains et le fascisme international. Poursuivant dans la même veine, *L'Humanité* minimise systématiquement l'apport national à l'armée de Franco, laissant le lecteur sous l'impression que l'armée nationaliste n'est qu'un ramassis de Maures sanguinaires, de mercenaires de la Légion étrangère sans foi ni loi et d'unités allemandes et italiennes, tandis que l'armée républicaine y est invariablement présentée comme l'armée du peuple luttant pour la liberté menacée par le fascisme international.

Parallèlement à ces efforts pour persuader les Français que c'est bien le fascisme international qui est à l'œuvre en Espagne, *L'Humanité* essaie d'ouvrir les yeux de ceux qui se refusent encore à admettre le danger que représente le fascisme: le contrôle de l'Espagne n'est pas pour l'Allemagne nazie une fin en soi mais le prélude à d'autres entreprises, dont celle d'accomplir un coup de force en Tchécoslovaquie par le truchement des Sudètes de Konrad Heinlein. Selon *L'Humanité*, un des objectifs de Hitler en Espagne est d'occuper militairement le territoire espagnol entre la côte basque et la Méditerranée afin, en cas d'agression de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie, de paralyser la France, qu'un traité d'assistance oblige à se porter au secours de son alliée de

---

<sup>84</sup> *L'Humanité*, 6 janvier 1937

<sup>85</sup> *L'Humanité*, 12 janvier 1937.

<sup>86</sup> *L'Humanité*, 2 décembre 1936.

la Petite Entente<sup>87</sup>. Pour la gauche communiste, qui réclame toujours la levée du blocus, il vaut donc mieux, dans l'intérêt de la paix, arrêter l'Allemagne immédiatement en Espagne plutôt que plus tard en Tchécoslovaquie alors que la réalisation de son plan de réarmement sera plus avancée.

La gauche communiste, fidèle à la stratégie qu'elle a adoptée dès les premières semaines du conflit espagnol, continue à lier guerre d'Espagne et sécurité de la France : la France, déjà menacée à sa frontière pyrénéenne et dans ses communications avec l'Afrique du Nord par une Espagne contrôlée par le fascisme international, ne pourrait plus se procurer dans l'Espagne hitlérivée la pyrite indispensable à la défense nationale et serait donc particulièrement vulnérable en cas de conflit<sup>88</sup>. Pour la gauche communiste, ce lien est tout à fait logique puisqu'une France forte, en mesure de se défendre et de se porter au secours de ses alliés à l'Est, est nécessaire à tout système de sécurité collective visant à contrer les ambitions de l'Allemagne nazie. Comme le faisait remarquer, en novembre 1936, Litvinov à Robert Coulondre, l'ambassadeur de France en URSS, ce dont l'URSS a besoin en France, ce sont de bons patriotes, de la même façon que ce dont elle a besoin en Angleterre, ce sont de bons impérialistes<sup>89</sup>. Si la stratégie de l'URSS est tout à fait compréhensible, les arguments qu'utilise le PCF peuvent étonner venant d'un Parti qui s'est longtemps opposé à la défense nationale en régime capitaliste.

À cette menace plus ou moins lointaine, que réfute d'ailleurs la gauche socialiste, *L'Humanité* en ajoute de plus immédiates en dénonçant avec indignation ce qu'elle perçoit non comme des dommages collatéraux du conflit espagnol mais comme des atteintes directes à la sécurité française. Le survol du territoire français près de la frontière espagnole par quatre Junkers venant de Majorque, l'attaque par un avion allemand de celui transportant la poste de l'ambassade de France, celle d'un avion commercial au cours de laquelle un journaliste français trouve la mort sont ainsi tous

---

<sup>87</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> janvier 1937.

<sup>88</sup> Gabriel Péri, « Le discours de M. Eden et le blocus de l'Espagne », *L'Humanité*, 23 novembre 1936.

<sup>89</sup> DDF, IV, 82.

présentés dans *L'Humanité* comme des atteintes directes à la sécurité de la France, qu'aucun gouvernement qui se respecte ne devrait tolérer.

Si la proposition franco-britannique de médiation est rejetée sans appel par la gauche communiste qui y voit un déni de démocratie puisque le peuple espagnol s'est déjà prononcé<sup>90</sup>, celles d'interdiction de départ des volontaires et de contrôle de la non-intervention y suscitent un malaise qui se manifeste par une valse-hésitation entre diverses positions.

La gauche communiste est au départ totalement opposée au projet d'interdiction de départ des volontaires, à la fois parce que ce serait violer la Constitution de la République, qui autorise de tels départs sur une base individuelle, et parce que ce serait confondre les volontaires authentiques qui, individuellement, au nom d'une conviction personnelle, sont allés combattre pour la liberté et les unités des armées régulières envoyées en service commandé par Rome et par Berlin<sup>91</sup>. Ce que souhaite en fait la gauche communiste, c'est l'interdiction de départ des faux volontaires allemands et italiens mais non celle des volontaires authentiques des Brigades internationales. *L'Humanité* maintient cette position, à la fois totalement utopique et en contradiction avec celle de l'URSS, jusqu'à ce que, le 16 janvier, les députés communistes votent avec le reste de la Chambre, pour une fois unanime, un projet de loi autorisant le gouvernement à interdire les enrôlements de volontaires pour l'Espagne, sous réserve de réciprocité et de simultanéité. Pour *L'Humanité* qui, moins de deux jours auparavant s'opposait encore au projet de loi, le Parti communiste « a consenti à la cause de la paix un sacrifice immense en acceptant d'accorder le même traitement aux volontaires partis en Espagne pour secourir le gouvernement légal et aux contingents militaires partis là-bas pour accomplir une conquête territoriale »<sup>92</sup>.

La gauche communiste n'est au départ pas plus favorable à la proposition de mettre en place un contrôle de la non-intervention qu'elle ne l'avait été à celle d'interdire le départ des volontaires. Pour *L'Humanité*, il est inutile de discuter de mesures de

---

<sup>90</sup> Gabriel Péri, « Non pas « médiation » mais loi internationale », *L'Humanité*, 14 mai 1937.

<sup>91</sup> Paul Nizan, « Article sans titre », *L'Humanité*, 12 janvier 1937.

<sup>92</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 18 janvier 1937.



contrôle qui ne seraient qu'une duperie de plus alors que la seule façon de corriger l'erreur que fut l'accord de non-intervention est de rétablir la normalité des relations de la France avec l'Espagne<sup>93</sup>. L'acceptation de principe de l'URSS, l'appui de la SDN à la proposition et le soulagement général ressenti en France à l'annonce de cette initiative forcent bientôt les communistes à s'y rallier sans enthousiasme, en exigeant toutefois que la France déclare immédiatement qu'elle se considérera libérée de tout engagement si le contrôle de la non-intervention n'est pas effectif dans le plus bref délai<sup>94</sup>. Le refus du Portugal d'autoriser la présence d'observateurs internationaux à sa frontière, les réponses dilatoires de l'Allemagne et de l'Italie et le refus de la France et de l'Angleterre de préciser quelle serait leur attitude en cas de refus des puissances fascistes ne font qu'ancrer les communistes dans leur conviction que la duperie du 8 août est en train de se répéter et que l'Allemagne et l'Italie profitent de ce nouveau délai pour ravitailler Franco en hommes et en matériel. Lorsque les six s'entendent enfin sur un plan de contrôle, la gauche communiste reprend de plus belle ses critiques à la fois sur le contenu du plan lui-même, sur le délai de plusieurs semaines entre son acceptation et sa mise en application et sur le refus de la France et de l'Angleterre de préciser ce qu'elles feraient si le contrôle ne fonctionnait pas.

Les discussions autour du fonctionnement du système de contrôle de la non-intervention, qui monopolisent l'attention de *L'Humanité* durant plusieurs mois, offrent également au quotidien l'occasion de traiter plusieurs thèmes ayant un lien direct avec la lutte antifasciste : l'alliance franco-britannique, la peur que l'URSS ne se retrouve isolée et la sécurité collective.

La gauche communiste est très critique à l'égard des hommes d'État britanniques « qui ont fait de la capitulation devant le fascisme la règle essentielle de leur politique »<sup>95</sup>. Si les communistes ne nient pas l'importance de l'alliance anglaise, ils se refusent à admettre qu'elle soit le seul facteur de sécurité de la France et que tout devrait

---

<sup>93</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 9 décembre 1936.

<sup>94</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 12 décembre 1936.

<sup>95</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 27 octobre 1936.

lui être subordonné<sup>96</sup>. Gabriel Péri estime que la France devrait cesser d'agir en Dominion britannique et exiger une relation égalitaire dans laquelle ce n'est pas toujours la Grande-Bretagne qui décide et la France qui suit<sup>97</sup>. L'exaspération du quotidien communiste est à son comble au début de janvier lorsque l'Angleterre, dans le cadre du Gentlemen's Agreement, s'entend avec l'Italie sur un statu quo en Méditerranée, sans subordonner la signature de cet accord à l'acceptation par l'Italie de la non-intervention assortie d'un contrôle à 100%. Pour *L'Humanité*, ne pas avoir posé cette condition équivaut de la part de l'Angleterre à accorder un blanc-seing à Hitler et à Mussolini en Espagne<sup>98</sup>.

Les articles de *L'Humanité* sur la guerre d'Espagne mettent également en lumière une autre préoccupation de la gauche communiste : la peur que l'URSS ne se retrouve isolée face à une coalition Angleterre, France, Allemagne et Italie. Cette crainte, qui culminera avec la signature des accords de Munich en septembre 1938, est déjà manifeste au début de 1937 quand, pour donner satisfaction à l'Allemagne et à l'Italie qui ne veulent pas de navires soviétiques autour de la Méditerranée, le Comité de non-intervention songe à exclure l'URSS du contrôle naval. Pour *L'Humanité*, les initiateurs de ce plan veulent ressusciter le Pacte à quatre de 1933 pour mieux isoler l'URSS<sup>99</sup>. Devant la fermeté du gouvernement français, le Comité de non-intervention abandonnera ce projet et l'URSS, ayant obtenu satisfaction, renoncera d'elle-même à participer au contrôle naval en expliquant que le gouvernement soviétique n'a nullement l'intention de disséminer ses forces navales dont la tâche essentielle est d'assurer la défense des frontières de l'URSS contre les agresseurs fascistes<sup>100</sup>.

La gauche communiste, en partie à cause de sa crainte que l'URSS ne se retrouve isolée, souhaite que le débat autour de la question espagnole se déplace du Comité de non-intervention, où siègent l'Allemagne et l'Italie alors que l'Espagne en est absente, à la SDN, où la situation est inversée. Gabriel Péri ne peut contenir son

---

<sup>96</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 26 novembre 1936.

<sup>97</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 14 décembre 1936.

<sup>98</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 6 janvier 1937.

<sup>99</sup> Gabriel Péri, « Il faut arrêter la conquête de l'Espagne par Hitler et Mussolini », *L'Humanité*, 10 février 1937.

<sup>100</sup> Gabriel Péri, « L'opinion de la presse soviétique », *L'Humanité*, 4 mars 1937.

indignation lorsque la France et la Grande-Bretagne, sous le prétexte hypocrite que personne n'a dénoncé l'accord de non-intervention, expriment des réticences face à la décision de l'Espagne d'en appeler à la SDN pour qu'elle condamne l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie en faveur des rebelles<sup>101</sup>. *L'Humanité* ne laisse d'ailleurs passer aucune occasion de louer la conduite exemplaire de l'URSS, championne de la sécurité collective, qui n'a fait que son devoir de membre de la SDN en donnant des armes au gouvernement légitime de Madrid, victime d'une agression, et en refusant d'en fournir aux agresseurs<sup>102</sup>.

Les événements du premier hiver de la guerre d'Espagne ne changent fondamentalement rien à la position de la gauche communiste, qui continue de faire de la défense de l'URSS contre l'Allemagne nazie, sa priorité, et de la consolidation et de l'élargissement de ses appuis dans cette lutte, sa stratégie. Sa valse-hésitation au sujet du contrôle des volontaires et du contrôle de la non-intervention donne toutefois l'impression que, chaque fois qu'une nouvelle situation se présente, son premier réflexe est de vouloir aider les républicains espagnols par solidarité prolétarienne et qu'ensuite seulement elle s'aligne sur les positions de l'URSS, pour qui la formation d'une grande alliance antinazie demeure toujours la priorité.

#### b) La gauche socialiste

L'initiative franco-anglaise du 4 décembre suscite chez les inconditionnels de la non-intervention un immense espoir en un règlement pacifique de tous les problèmes que la guerre civile a posés non seulement en Espagne mais dans le monde entier. Contrairement au reste de la gauche socialiste, cette fraction de la SFIO est favorable non seulement à la mise en place d'un contrôle efficace mais également à une médiation. Pour Jean-Baptiste Séverac, si le contrôle de la non-intervention écartera le péril de voir la guerre civile se transformer peu à peu en guerre internationale, la médiation permettra de mettre fin aux hostilités et au peuple espagnol d'exprimer librement sa volonté de

---

<sup>101</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 29 novembre 1936.

<sup>102</sup> Marcel Cachin, « Article sans titre », *L'Humanité*, 4 décembre 1936.

vivre dans une Espagne libre et démocratique<sup>103</sup>. Pour le secrétaire général adjoint de la SFIO, qui feint opportunément d'ignorer que le peuple espagnol s'est déjà exprimé clairement moins de dix mois auparavant, une consultation populaire, en plus d'illustrer de façon éclatante le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne présenterait aucun risque pour les républicains puisque le peuple espagnol s'est déjà prononcé en se rangeant derrière le gouvernement de Madrid<sup>104</sup>.

L'espoir qu'avait suscité chez les inconditionnels de la non-intervention l'initiative franco-anglaise est toutefois de courte durée puisque, dès le 6 janvier, Jean-Baptiste Séverac est obligé de reconnaître, suite aux arraisonnements de bateaux civils par des navires de guerre dans le voisinage de l'Espagne et aux débarquements de troupes étrangères sur son sol, qu'il a de nouveau du mal à écarter l'idée que ce qui déchire et dévaste l'Espagne, ce n'est plus une guerre civile mais une guerre tout court<sup>105</sup>. Pour le secrétaire général adjoint du Parti socialiste, tant que les concours apportés aux combattants d'Espagne demeuraient d'un tel ordre qu'on pouvait nier leur réalité et affirmer qu'on demeurait fidèle à l'engagement de ne pas intervenir, la situation, si grave fut-elle, n'avait rien d'alarmant, mais maintenant qu'on ne se cache plus, on ne peut plus nier que l'Allemagne et l'Italie d'une part, l'Espagne de l'autre, sont en guerre et que la question n'est plus désormais d'éviter que la guerre éclate mais d'y mettre fin au plus tôt<sup>106</sup>. À ce sombre constat, les disciples de Paul Faure ne peuvent opposer que ce qui est devenu pour eux une sorte de formule incantatoire : la volonté des peuples, qui partagent tous la même horreur de la guerre, quelle que soit la nature de leur gouvernement, finira par l'emporter sur les forces de guerre.

La fraction de la gauche socialiste plus ambivalente que les paul-fauristes face à la politique de non-intervention considère, comme les communistes, que l'échec des nationalistes devant Madrid constitue un point tournant de la guerre d'Espagne puisque, maintenant que la situation a évolué dans un sens nettement défavorable au général

---

<sup>103</sup> Jean-Baptiste Séverac, « L'initiative franco-britannique et les espoirs qu'elle permet de nourrir », *Le Populaire*, 11 décembre 1936.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Article sans titre », *Le Populaire*, 6 janvier 1937.

<sup>106</sup> *Ibid.*

Franco, Hitler et Mussolini vont envisager une intervention beaucoup plus directe. Si son constat est le même que celui de la gauche communiste, la solution qu'elle préconise pour contrer cette escalade est toutefois radicalement différente puisque, pour elle, seul le renforcement de la collaboration franco-britannique pourrait empêcher le conflit espagnol de s'engager sur cette pente dangereuse. Son appréciation se base sur la conviction que, contre un bloc franco-britannique, ni Hitler, ni Mussolini, ni aucun autre chef de gouvernement ne pourrait même concevoir une intervention directe en Espagne. Pour André Leroux, le chroniqueur de politique étrangère du *Populaire*, « il faut éviter tout geste qui puisse aggraver une situation déjà bien trouble mais parler ferme et donner la sensation nette en Europe que la route de la guerre est barrée »<sup>107</sup>.

La sécurité collective, une des pierres angulaires de l'énoncé de politique extérieure du gouvernement Blum, se limite donc, pour une fraction importante de la gauche socialiste, à une communauté de position de la France et de la Grande-Bretagne. L'appel à la SDN, qui a pourtant pour mandat de désamorcer les situations pouvant mener à des conflits, ne semble pas pour les blumistes faire partie des solutions susceptibles d'arrêter les dictateurs fascistes. Léon Blum s'en expliquera, en août 1937, lorsque, sortant brièvement de la réserve qu'il s'est imposée à titre de membre du gouvernement, il publiera sous le pseudonyme de P. dans *Le Populaire* deux « leaders » pour justifier l'initiative française de non-intervention. Pour Léon Blum, la SDN, fragilisée par l'affaire d'Éthiopie et inquiète pour son avenir des conséquences d'un nouvel échec, n'aurait pas été en mesure de prévenir l'extension du conflit espagnol ou d'y imposer une solution équitable<sup>108</sup>. La crainte d'une escalade dans le conflit espagnol amène de nouveau les blumistes à prendre leurs distances par rapport aux interprétations idéologiques qu'en donnent la droite et la gauche communiste et à réaffirmer que l'affrontement dont l'Espagne est le théâtre n'est pas entre fascisme et démocratie, ni

---

<sup>107</sup> André Leroux, « Hitler et la non-intervention en Espagne », *Le Populaire*, 15 novembre 1936.

<sup>108</sup> P., « Le drame espagnol » et « L'unique problème de la paix », *Le Populaire*, 19 et 20 août 1937.

entre fascisme et communisme, mais entre une politique de paix et de collaboration européenne d'un côté et une politique de guerre et d'autarcie de l'autre<sup>109</sup>.

Cette fraction de la gauche socialiste est, comme son insistance sur la nécessité d'une collaboration étroite entre la France et la Grande-Bretagne pouvait le laisser présager, favorable à la proposition franco-anglaise du début de décembre et à celle d'interdiction de départ des volontaires. Son attitude est motivée, comme celle du gouvernement, par son désir de concilier ses devoirs envers le gouvernement espagnol, gouvernement légal et ami, avec la sauvegarde de la paix<sup>110</sup>. Les blumistes gardent la certitude, qui ne les a jamais quittés depuis le début de la guerre d'Espagne, que si les combattants espagnols étaient livrés à leurs propres moyens, si la non-intervention était effective et totale, la victoire serait assurée aux républicains qui ont avec eux la presque totalité du peuple espagnol<sup>111</sup>. Les blumistes se déclarent également convaincus que l'Allemagne et l'Italie, impressionnées par la nouvelle fermeté du bloc franco-britannique, n'oseront plus recommencer, au sujet de l'implantation d'un contrôle efficace, la comédie qu'elles ont jouée en août lorsqu'elles n'ont signé l'accord de non-intervention qu'après avoir procédé à la livraison d'armes et de munitions<sup>112</sup>.

Les atteroiements des puissances fascistes, qui recommencent le même jeu qu'en août sur une plus grande échelle, modère toutefois leur optimisme. Ne pouvant ni fermer les yeux sur ces nouveaux accrocs à la non-intervention, ni rien entreprendre qui pourrait être l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres, les blumistes se raccrochent à une nouvelle variante de la non-intervention : la non-intervention active. Pour André Leroux, « l'heure est maintenant à l'initiative, à l'action et cette heure ne peut s'ouvrir qu'à Londres et à Paris<sup>113</sup> ». Cette attitude ferme, tant qu'il n'est question que de principes, ne se traduit toutefois par aucune proposition concrète, si ce n'est de vagues allusions à l'effet que la France et l'Angleterre devraient prendre elles-mêmes l'initiative

---

<sup>109</sup> André Leroux, « Le danger bolchéviste et la situation européenne », *Le Populaire*, 23 novembre 1936.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> André Leroux, « Volontaires et mercenaires en Espagne », *Le Populaire*, 28 février 1937.

<sup>112</sup> André Leroux, « La politique franco-britannique et l'intervention en Espagne », *Le Populaire*, 25 décembre 1936.

<sup>113</sup> André Leroux, « Après les réponses italienne et allemande », *Le Populaire*, 27 janvier 1937.

d'appliquer les formes de contrôle que la situation exige<sup>114</sup> ou qu'elles devraient envisager une forme de surveillance pour la période jusqu'à l'établissement du contrôle<sup>115</sup>. Leur impuissance devant les lenteurs du Comité de non-intervention et la mauvaise foi de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal qui continuent d'aider les rebelles est telle que leur seul réconfort est de constater que, si leurs récriminations sont hélas inutiles, ils avaient vu clair lorsqu'ils écrivaient le 9 janvier au sujet du contrôle : « Il faut faire tout et faire vite »<sup>116</sup>. L'approbation par tous les pays membres du Comité de non-intervention d'un plan de contrôle modifié suscite chez cette fraction de la gauche socialiste un enthousiasme tel, qu'à la lecture du *Populaire*, on croirait que la France en est le seul maître d'œuvre. Pour André Leroux, qui ne cache pas sa joie, la thèse autour de laquelle la France a réussi à faire l'unanimité à Londres répond aux préoccupations exprimées par la motion Grumbach au Conseil national du Parti, motion qui demandait au gouvernement d'agir énergiquement afin de mettre en place un système de contrôle effectif englobant toutes les côtes de la Péninsule ibérique et l'engageait à reprendre sa liberté d'action s'il ne devait pas aboutir dans le plus bref délai<sup>117</sup>. Cette affirmation est pour le moins étonnante lorsqu'on songe que le bref délai en question a été de plus de trois mois, à la faveur desquels Mussolini a envoyé des dizaines de milliers de « volontaires » en Espagne, et que le gouvernement français n'a jamais envisagé sérieusement de reprendre sa liberté d'action.

Si les zyromskistes partagent le sentiment général à gauche que la résistance de Madrid va déterminer une recrudescence de l'intervention directe du fascisme international dans la péninsule ibérique, ils n'ont par contre aucune confiance dans l'application de la proposition franco-britannique de décembre. Pour Jean Zyromski, la France et l'Angleterre par leur manque de fermeté mettent la paix en danger. La Bataille socialiste a sur la question de l'alliance franco-anglaise une position très proche de celle des communistes. Elle déplore l'inertie de la diplomatie française qui devrait au contraire

---

<sup>114</sup> André Leroux, « L'infiltration allemande au Maroc espagnol », *Le Populaire*, 10 janvier 1937.

<sup>115</sup> André Leroux, « Après les réponses italienne et allemande », *Le Populaire*, 27 janvier 1937.

<sup>116</sup> André Leroux, « La situation militaire en Espagne et la non-intervention », *Le Populaire*, 10 février 1937.

<sup>117</sup> André Leroux, « Au Comité de non-intervention », *Le Populaire*, 16 février 1937.

agir avec force, continuité et persévérance sur le cabinet de Londres pour l'amener à une plus juste compréhension des événements<sup>118</sup>.

L'intensification de l'aide des puissances fascistes en réponse à l'aide matérielle russe et à l'échec des nationalistes devant Madrid sont pour les zyromskistes la preuve que la République espagnole est victime d'une véritable agression de la part de l'Allemagne et l'Italie et que le pacte de la SDN a été violé. Ce constat permet à Jean Zyromski de mettre Léon Blum face à ses contradictions en lui demandant comment, lui qui n'a cessé d'affirmer sa fidélité aux principes de la sécurité collective et de la paix indivisible et qui a proclamé avec force l'attachement de la France démocratique à ces principes et aux obligations qui en découlent, il peut tolérer plus longtemps cette violation du pacte de la SDN<sup>119</sup>. Pour les zyromskistes, les puissances responsables de la SDN, au premier chef la France et la Grande-Bretagne, portent, par leur attitude dans le problème espagnol, un coup mortel à la conception de la paix dont cette institution est le symbole et ouvrent la voie au retour de la course aux armements et des alliances particulières avec les mêmes funestes conséquences qu'en 1914<sup>120</sup>.

Jean Zyromski, qui ne ménage ses critiques ni sur le contenu du plan de non-intervention, ni sur ses modalités d'application, réclame qu'à une non-intervention passive soit substituée une contre-intervention active, qui ne doit être inspirée que par une seule considération : assurer la victoire de la République espagnole. Contre-intervention active signifie pour les zyromskistes : liberté pour le gouvernement espagnol de se procurer en France les armes dont il a besoin, blocus des côtes de l'Espagne, seul moyen effectif d'empêcher l'intervention directe des États fascistes et dénonciation dans le cadre de la SDN de l'agression fasciste en Espagne<sup>121</sup>.

Marceau Pivert, sans doute plus préoccupé par les rumeurs de dissolution de la Gauche révolutionnaire lors du prochain Conseil national du Parti que par les tribulations d'un Comité auquel il ne reconnaît aucune légitimité, s'exprime très peu dans

<sup>118</sup> Jean Zyromski, Tribune du Parti, *Le Populaire*, 17 novembre 1936.

<sup>119</sup> Jean Zyromski, « Il faut défendre la République espagnole », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 7 janvier 1937.

<sup>120</sup> Jean Zyromski, « À propos du contrôle en Espagne », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 19 février 1937.

<sup>121</sup> Jean Zyromski, « Non-intervention? Contre-intervention ! », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 25 janvier 1937.



la Tribune du Parti durant cette période, si ce n'est pour continuer à répéter que ce n'est pas l'amirauté britannique ou l'aviation française qui sauveront la Révolution espagnole mais la solidarité révolutionnaire du prolétariat international<sup>122</sup>. La fraction de la Gauche révolutionnaire proche des positions de la Bataille socialiste sur la guerre d'Espagne est toutefois durant cette période à l'origine de la formation du CASPE (Comité d'action socialiste pour l'Espagne), un regroupement de socialistes de diverses tendances qui se sont fixés pour tâche de « rétablir l'Espagne dans ses droits et le socialisme dans ces devoirs »<sup>123</sup>. Ce Comité, où militent des socialistes dont les opinions divergent sur nombre d'autres points<sup>124</sup>, s'est doté d'une charte où il dit souhaiter, « grouper en dehors de toute question de tendance et au seul service de l'Espagne tous les socialistes pour qui la solidarité prolétarienne internationale est un principe supérieur à tous les autres... et faire revenir le Parti, à l'égard de l'Espagne martyre, à une conception plus juste des nécessités démocratiques, pacifistes et socialistes »<sup>125</sup>. Cette charte réclame en fait prioritairement le rétablissement de la liberté de commerce entre la France et l'Espagne républicaine. La présence de Marceau Pivert au sein de ce comité surprend, lorsqu'on se rappelle ses prises de position non interventionnistes, mais il se contente au début d'y illustrer, dans le bimensuel, *L'Espagne socialiste*, que publie le Comité, ses thèses habituelles sur l'action autonome de la classe ouvrière, tout en demeurant discret sur ses convictions non interventionnistes et révolutionnaires<sup>126</sup>.

L'échec patent de la politique de non-intervention accuse encore les divergences qui s'étaient déjà manifestées entre les différents courants de la gauche socialiste au sujet de la guerre d'Espagne. Confrontés à l'éventualité d'une guerre européenne, dont ils ne veulent à aucun prix, les paul-fauristes n'hésitent plus à reléguer au second plan des valeurs socialistes comme la justice, l'attachement à la démocratie et la solidarité prolétarienne, qui font, au même titre que le pacifisme, partie de l'héritage

<sup>122</sup> Marceau Pivert, « D'une tragédie à l'autre? », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 13 mars 1937.

<sup>123</sup> Bilis, *op. cit.*, p. 220.

<sup>124</sup> Parmi les plus connus, Michel Collinet, Colette Audry et Marceau Pivert de la Gauche révolutionnaire, Jean Zyromski de la Bataille socialiste et Jean Longuet, un proche de Léon Blum.

<sup>125</sup> Bilis, *op. cit.*, p. 220.

<sup>126</sup> Jacques Kergoat, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1994, p. 113.

jaouressien. Leur appui à une médiation en Espagne, alors qu'une telle initiative, pour le moins prématurée, devrait représenter pour tout socialiste un déni de démocratie, une injustice et un abandon de la cause prolétarienne, est en ce sens très révélateur.

Alors que les paul-fauristes sont de plus en plus obsédés par la peur de la guerre, le double-jeu de l'Allemagne et de l'Italie qui, d'un côté, font semblant de négocier de bonne foi la mise sur pied d'un système de contrôle de la non-intervention et qui, de l'autre, accroissent leur aide militaire aux nationalistes, accentue le malaise des socialistes, nombreux, qui avaient cru qu'il était possible de sauver à la fois la paix et la République espagnole. Si une partie d'entre eux croit ou veut encore croire, qu'après l'échec de la non-intervention sans contrôle, le contrôle de la non-intervention leur permettra de concilier leur pacifisme et leurs autres devoirs socialistes, une autre partie devient de plus en plus critique à l'égard d'une position gouvernementale qui, dans les faits, les oblige à se trahir en tant que socialistes. Si les Bracke, Rosenfeld et Longuet continuent à ne pas vouloir dénoncer ouvertement la politique espagnole du gouvernement dans les pages du *Populaire*, l'adhésion de Jean Longuet au CASPE, comité qui réclame la fin de la politique de non-intervention au nom des véritables valeurs socialistes, en dit long sur leur vrai positionnement par rapport à une politique qui se révèle impuissante à concilier pacifisme, solidarité prolétarienne et défense de la démocratie. Les zyromskistes continuent, de leur côté, à dénoncer ouvertement une politique qui, ils en sont convaincus depuis le début, ne permettra de sauver ni la paix, ni la République espagnole et qui se révèle avec de plus en plus d'évidence une négation de toutes les valeurs socialistes.

#### B) L'échec du plan de contrôle

Alors que le Comité de non-intervention discute encore de la mise en place du système de contrôle sur lequel ont fini par s'entendre ses membres, la défaite des nationalistes à Guadalajara, suite à une nouvelle tentative d'encerclement de Madrid, oblige ceux qui jusque-là avaient préféré fermer les yeux sur l'aide apportée au général Franco à affronter la réalité. Des documents trouvés sur des prisonniers italiens faits par les républicains prouvent en effet hors de tout doute la présence d'unités régulières de

l'armée italienne en Espagne, au mépris de l'article 10 du pacte de la SDN. Le représentant italien au Comité de non-intervention, le comte Grandi, enfonce encore le clou en déclarant devant le Comité, à la stupeur générale, qu'il souhaite qu'aucun volontaire italien ne quitte l'Espagne avant la fin de la guerre<sup>127</sup>.

À la fin de mars, Franco décide de remettre à plus tard ses plans pour s'emparer de Madrid et de concentrer plutôt ses efforts sur le front du Nord, dans la province basque de Vizcaya. Le choc causé par la déclaration du comte Grandi au Comité de non-intervention commence à peine à s'estomper lorsque la tentative de blocus du port de Bilbao par les nationalistes place de nouveau la Grande-Bretagne dans l'embarras en la mettant devant un terrible dilemme : protéger ses navires marchands qui tenteraient de forcer le blocus, avec le risque de guerre qu'une telle décision implique, ou interdire à ses navires de guerre de les escorter, ce qui revient indirectement à accorder au général Franco le droit de belligérance. Ce nouveau coup de force des nationalistes est à son tour relégué au second plan par le bombardement le 26 avril de la ville sainte basque de Guernica par la Légion Condor, tragique événement qui devait avoir un formidable écho international.

Pendant que les nationalistes poursuivent avec succès leur campagne dans le Nord et s'emparent de Bilbao, de graves incidents, qui auraient pu être l'étincelle mettant le feu aux poudres, se produisent près des côtes espagnoles. Le 29 mai, des avions républicains bombardent un cuirassé allemand, le *Deutschland*, qui mouille en rade d'Ibiza faisant 31 morts. Le 31 mai l'Allemagne, en représailles, bombarde la ville côtière d'Almeria, faisant à son tour 19 morts parmi la population civile. Le 18 juin les Allemands prétendent, à tort selon toute vraisemblance, qu'un de leurs croiseurs, le *Leipzig*, a été victime d'une attaque sous-marine au large d'Oran. Dans ce climat de crise internationale, l'Allemagne, bientôt suivie par l'Italie, se retire du contrôle naval, tout en demeurant au Comité de non-intervention, et le Portugal, qui ne participe pas au contrôle naval, supprime tout contrôle à sa frontière terrestre tant que le contrôle naval ne sera pas rétabli. La France et l'Angleterre doivent désormais se rendre à l'évidence que le plan de

---

<sup>127</sup> Il y avait environ 40 000 Italiens en Espagne à la mi-février, dont 35 000 prirent part à la bataille de Guadalajara.

contrôle de la non-intervention qu'elles tiennent à bout de bras depuis cinq mois, est un échec, d'autant plus que, grâce à divers subterfuges, du matériel allemand, italien et russe continue à affluer en Espagne.

Pendant que ces événements se produisent, une autre crise, que les dissensions à l'intérieur du camp républicain pouvaient facilement laisser présager, bouleverse la gauche française. Les communistes espagnols et les agents du Comintern, dont l'influence sur l'appareil politique, administratif et militaire de la République espagnole s'accroît au même rythme que la dépendance du camp républicain à l'égard des fournitures d'armes russes, passent à l'action. Après avoir écrasé les anarchistes, dont l'indiscipline nuisait à l'effort de guerre, et obtenu la démission du président du Conseil Francisco Largo Caballero, qui se montrait de plus en plus réfractaire à l'influence des agents du Comintern en Espagne, ils éliminent politiquement le POUM et suppriment son chef, Andres Nin. Le prétexte invoqué pour l'élimination de ceux qui, en Espagne, continuent à prôner la révolution, est le même que celui invoqué lors des procès de Moscou : le POUM et ses chefs sont des agents fascistes au service de Hitler<sup>128</sup>.

#### a) La gauche communiste

La défaite « italienne » de Guadalajara, le massacre de Guernica et le bombardement du port d'Almeria par l'aviation allemande suscitent au sein de la gauche communiste une double réaction: le rejet sur la politique de non-intervention de la responsabilité de ces événements et le renforcement de sa conviction que le conflit espagnol est du ressort de la SDN.

Pour la gauche communiste, ces incidents n'ont été possibles que parce que la politique de non-intervention a été en fait celle de l'intervention fasciste tolérée<sup>129</sup>. Les seules réactions du « Comité Plymouth » à l'utilisation de navires contrôleurs pour bombarder les côtes, à l'envoi d'un corps expéditionnaire de conquête par le gouvernement italien et au bombardement de villes sans défense par des avions

---

<sup>128</sup> L'élimination du POUM est concomitante du procès des généraux de l'Armée rouge. .

<sup>129</sup> Gabriel Péri, « Le massacre de Guernica est le résultat de la non-intervention », *L'Humanité*, 30 avril 1937.

allemands n'ont été que des protestations pour la forme. Pour *L'Humanité*, il faut immédiatement revenir à la situation antérieure à l'accord de non-intervention et mettre fin au blocus dont est victime l'Espagne républicaine. Il faut aussi que la France et l'Angleterre qui, par leur incroyable faiblesse en face des menées du fascisme international, sont responsables de ce désastre fassent dorénavant preuve de fermeté, puisque c'est le seul langage que comprennent les puissances fascistes<sup>130</sup>. Si la gauche communiste ne ménage pas ses critiques au sujet de l'attitude du gouvernement français face au conflit espagnol, son ton est nettement moins vindicatif que quelques mois auparavant car elle s'est trouvée un nouveau bouc-émissaire qui lui permet d'éviter de s'attaquer trop directement au gouvernement : le Quai d'Orsay. Pour le quotidien communiste, cet antre de la bureaucratie réactionnaire est truffé de complices des ennemis de la France<sup>131</sup>. Sa conviction est encore renforcée, si besoin en était, par la démarche du Quai d'Orsay auprès de Hitler pour solliciter son aide pour apaiser Mussolini qui ne décolère pas depuis l'outrage infligé à l'honneur italien par la défaite de Guadalajara. Cette légère inflexion dans l'attitude de la gauche communiste vis-à-vis du gouvernement Blum n'est sans doute pas sans relation avec l'intense campagne de l'Internationale communiste pour une action commune avec l'Internationale socialiste au sujet de l'Espagne et avec les difficultés croissantes du gouvernement Blum sur le plan intérieur.

Pour la gauche communiste, l'abandon de la politique de non-intervention est une condition nécessaire mais non suffisante pour que l'injustice dont est victime la République espagnole soit corrigée. Le Conseil de la SDN devrait également être convoqué d'urgence puisque, Guadalajara, Guernica et Almeria ayant fait la preuve hors de tout doute que l'Espagne est victime d'une agression des puissances fascistes, le rôle de la SDN est d'y mettre fin et de punir les agresseurs. Le peu d'empressement du gouvernement français à se faire le champion de cette initiative permet à *L'Humanité* de rappeler au Parti socialiste, qui avait condamné l'inaction du gouvernement Laval au sujet de l'Éthiopie, qu'il adopte la même attitude au sujet de l'Espagne maintenant qu'il

---

<sup>130</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 22 juin 1937.

<sup>131</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 23 mars 1937.

est au pouvoir<sup>132</sup>. Le quotidien communiste, qui continue à souffler le chaud et le froid, ne manque jamais en contrepartie une occasion de rappeler combien il est douloureux pour le Parti communiste de critiquer le gouvernement mais que la vraie loyauté consiste à dire à ses amis qu'ils se trompent lorsqu'ils se trompent et lorsque leurs erreurs peuvent avoir de si funestes conséquences. Devant l'inertie de la SDN qui, malgré les dénonciations d'Alvarez del Vayo, se refuse à condamner l'agression dont est victime l'Espagne républicaine et préfère s'en laver les mains en prétextant que le problème espagnol est du ressort du Comité de non-intervention, la gauche communiste ne voit plus désormais qu'une planche de salut : l'unité d'action du prolétariat international. Pour *L'Humanité*, si la solidarité internationale s'est largement exercée sur le terrain de l'humanitaire, il importe désormais de renforcer la solidarité politique du prolétariat européen avec les travailleurs antifascistes espagnols « qui versent leur sang depuis onze mois pour la liberté et l'indépendance de tous les peuples »<sup>133</sup>. Ce renforcement signifie en fait pour la gauche communiste l'unité d'action des Internationales politique et syndicale socialistes avec l'Internationale communiste dans le but d'intensifier auprès de l'opinion publique la propagande contre le blocus de l'Espagne républicaine. Si le vibrant appel lancé dans les pages de *L'Humanité* par Georgi Dimitrov, le secrétaire général de la IIIe Internationale, à Louis de Brouckère, celui de la IIe Internationale, se traduit bien dans les faits par une réunion conjointe des deux Internationales fin juin, leur action commune se limitera toutefois à des énoncés de principe, l'Internationale socialiste se méfiant de la duplicité des communistes qui, sous couvert d'actions communes, pourraient tenter, comme ils l'ont déjà fait dans le passé, de circonvenir les militants socialistes.

Les négociations entre les quatre puissances qui participent à la patrouille navale pour trouver un terrain d'entente, suite aux incidents du *Deutschland* et du *Leipzig*, mettent à nouveau en lumière une importante préoccupation de la gauche communiste : la peur que l'URSS ne se retrouve isolée. Pour *L'Humanité*, s'il était déjà fâcheux que l'on ait dépouillé de ses prérogatives la SDN au profit du Comité de non-

<sup>132</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 15 mars 1937.

<sup>133</sup> Marcel Cachin, « Article sans titre », *L'Humanité*, 18 juin 1937.

intervention, il est inadmissible que le « Comité Plymouth » soit à son tour dépossédé au profit du « Comité Éden », où ce sont les quatre qui examineront la requête allemande touchant l'organisation d'une expédition punitive contre l'Espagne à la suite de l'incident du *Leipzig* et qui décideront si l'Espagne républicaine, victime depuis dix mois d'une agression que la loi internationale n'a pas châtiée, se verra appliquer des sanctions répressives<sup>134</sup>.

En marge de ces graves événements, la réaction du Parti communiste français aux incidents qui perturbent le camp républicain espagnol en mai et juin 1937 montre bien sa volonté de faire taire ceux qui y voient une nouvelle étape dans la tentative de mainmise des communistes sur l'Espagne. La rhétorique utilisée par la gauche communiste pour justifier l'écrasement des anarchistes et l'élimination du POUM est la même que celle utilisée par Staline pour légitimer les procès de Moscou. Les anarchistes et les poumistes sont invariablement présentés dans *L'Humanité* comme des hitlériens frauduleusement déguisés en libertaires et en trotskistes, qui n'ont qu'un objectif : dresser les travailleurs les uns contre les autres et contre le gouvernement et renseigner l'ennemi sur les opérations<sup>135</sup>. Le gouvernement espagnol, comme Staline en URSS avant lui, n'a donc pas eu le choix d'éliminer ces agents de Hitler et de Franco, qui s'étaient donné comme mission de saboter les efforts de centralisation de la conduite des opérations que nécessite la lutte antifasciste. De la même façon, le remplacement de Largo Caballero par Juan Negrin, suite à la démission des ministres communistes du gouvernement, est présenté dans *L'Humanité* comme une mesure nécessaire pour vaincre le fascisme, le quotidien s'indignant que certains esprits mal intentionnés aient pu y voir le résultat de l'intransigeance des communistes, alors que le Parti communiste, comme les autres partis du Front populaire espagnol, a renoncé à ses objectifs propres au profit de ceux du Front populaire antifasciste<sup>136</sup>.

---

<sup>134</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 23 juin 1937.

<sup>135</sup> Georges Soria, « Trotskistes et phalangistes espionnaient au profit des rebelles », *L'Humanité*, 20 juin 1937. Georges Soria est le correspondant de *L'Humanité* en Espagne républicaine.

<sup>136</sup> Marcel Cachin, « Article sans titre », *L'Humanité*, 20 mai 1937.

Le malaise suscité au sein de la gauche française par le traitement réservé aux poumistes, la nécessité d'une plus grande discipline au sein du camp républicain espagnol, la peur que l'URSS ne se retrouve isolée face à l'Allemagne nazie et l'obligation de ménager le gouvernement Blum en proie à de sérieuses difficultés sur le plan intérieur forcent la gauche communiste à d'apparentes contradictions avec ce qu'elle avait prôné jusqu'en 1933. Elle se retrouve dans la position de devoir approuver l'écrasement des éléments révolutionnaires au sein de la gauche espagnole, alors que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour renverser le capitalisme est le fondement même de la théorie marxiste, de devoir invoquer l'agression dont est victime la République espagnole pour réclamer l'intervention de la SDN, alors que Maxime Litvinov affirmait dans les pages de *l'Humanité*, un an à peine avant le virage de 1933, que la question qui se pose pour les communistes n'est pas de savoir « qui a commencé » mais de quel côté sont les intérêts de la révolution mondiale<sup>137</sup>, et de ménager les dirigeants d'un Parti longtemps dénoncé comme étant le cheval de Troie de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Les lecteurs de *L'Humanité*, encore sous le choc de la « trahison » de Zinoviev et de Kamenev, se laissent sans doute convaincre par les théories du complot trotskiste, du plan d'agression planifié de longue date des puissances fascistes contre l'Espagne et de l'influence délétère d'un Quai d'Orsay, complice de la haute finance anglaise et s'ingéniant à contrecarrer les vues gouvernementales.

#### b) La gauche socialiste

Les inconditionnels de la non-intervention s'expriment très peu sur la guerre d'Espagne durant toute la période qui va de Guadalajara à l'affaire du *Leipzig*. Leurs rares interventions se limitent à des appels à caractère humanitaire, soit pour souscrire aux divers comités socialistes d'aide à l'Espagne républicaine, soit pour humaniser la guerre. Seul un article de Louis L'Hévéder dans la Tribune du Parti du *Populaire* permet de se faire une idée de l'évolution, ou plutôt de l'absence d'évolution, de cette fraction de

---

<sup>137</sup> Maxime Litvinov, « Article sans titre », *L'Humanité*, 8 février 1933, cité dans Yves Santamaria, *op. cit.*, p. 194.



la gauche socialiste face au conflit espagnol<sup>138</sup>. Plusieurs thèmes, les mêmes qu'au début de la guerre d'Espagne, sont au cœur de la réflexion du député socialiste du Morbihan : la nature du fascisme, le pacifisme, le soutien inconditionnel à l'action gouvernementale et la haine des communistes.

Pour Louis L'Hévéder, « le fascisme est le fruit de la misère, du désordre et de l'inquiétude nationale et il ne disparaîtra complètement que si tous les peuples, triomphant de leurs préjugés et de leurs malentendus, se mettent d'accord pour construire une humanité harmonieuse... »<sup>139</sup>. Cette vision idyllique de la lutte antifasciste a comme contrepartie une farouche opposition à la politique de fermeté que préconisent les communistes et les zyromskistes, puisque cette politique porte en germe la guerre. Louis L'Hévéder repousse avec horreur jusqu'à la pensée de la guerre, toute guerre étant un mal en soi. Cet ultra-pacifiste s'interroge, comme de nombreux socialistes, sur ce que pourra bien signifier la victoire d'un camp ou de l'autre quand les massacres et les bombardements auront décimé la population espagnole, quand la destruction des usines et des exploitations agricoles aura condamné pour de longues années le peuple espagnol à la misère et quand, pour relever le pays de ses ruines, le gouvernement sera obligé d'accepter, sous une forme plus ou moins apparente, la tutelle de pays étrangers avides de se procurer ses richesses<sup>140</sup>.

Louis L'Hévéder ne ménage pas non plus ses critiques à l'endroit des communistes, de leur manie de la certitude et de leur infaillibilité dans leurs erreurs successives. Ses attaques visent particulièrement l'attitude des communistes envers le gouvernement Blum, qu'ils assaillent de conseils intempestifs et contradictoires au lieu de le soutenir loyalement. Il raille également leur soudain enthousiasme pour la SDN, qualifiée dans un passé encore récent par Marcel Cachin dans les pages de *L'Humanité*, de comédie indigne. Contrairement aux communistes, ce porte-parole des paul-fauristes ne tarit pas d'éloges à l'endroit du gouvernement « qui poursuit avec ténacité et méthode

---

<sup>138</sup> Louis L'Hévéder, « Avant tout il faut sauver la paix », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 10 juin 1937.

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> *Ibid.*

une politique de rapprochement avec tous les pays *sans exception*, dans le but d'écarter de l'Europe et du monde une guerre inexpiable »<sup>141</sup>.

Pour les inconditionnels de la non-intervention, ce ne sont pas tant les accrocs à l'accord de non-intervention qui retardent le triomphe décisif des troupes républicaines que les luttes d'influence et les divisions des antifascistes espagnols, dont les événements de Barcelone sont la sanglante et attristante manifestation. L'unique solution pour mettre fin à l'imbroglio espagnol n'est donc pas pour eux l'abandon par la France de la politique de non-intervention, mais une initiative de médiation de la part de la SDN, qui permettrait au peuple espagnol d'exprimer librement sa volonté souveraine. Les paul-fauristes, encore hantés par le souvenir de la guerre 1914-1918, sont convaincus qu'en dédaignant de saisir l'occasion de conclure une paix honorable dès 1917, les dirigeants français ont commis une lourde faute et que la communauté internationale devrait empêcher que la même erreur ne se répète vingt ans plus tard<sup>142</sup>. L'attitude des paul-fauristes vis-à-vis de la sécurité collective et de la SDN n'est d'ailleurs pas dépourvue d'ambiguïté puisque, d'un côté, ils appuient l'idée de sécurité collective tant qu'elle ne présente que des avantages et ne comporte aucun risque, alors que, de l'autre, ils sont prêts à y renoncer et à chercher des compromis avec les agresseurs dès qu'elle recèle à leurs yeux une virtualité belliqueuse<sup>143</sup>. Cette ambivalence explique que, dans le cas du conflit espagnol, les paul-fauristes préconisent une médiation sous les auspices de la SDN, alors qu'ils rejettent toute idée de sanctions chapeautées par l'institution genevoise à l'encontre des agresseurs fascistes.

Pour les blumistes, qui n'ont cessé de se raccrocher à la fiction de la non-intervention, l'aveu par Mussolini, après Guadalajara, de l'envoi de troupes régulières en Espagne et de son intention de les y laisser jusqu'à la victoire de Franco est un choc, car il leur est maintenant beaucoup plus difficile de prétendre que, malgré quelques accrocs, la politique de non-intervention a donné les résultats que le gouvernement Blum en attendait. Si leur constat, suite à cet aveu, est unanime, les solutions qu'ils préconisent

---

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Bilis, *op. cit.*, p. 92.

reflètent au contraire leur ambivalence à un point tel que, confrontés aux positions divergentes de son chroniqueur de politique étrangère et de son rédacteur en chef, les lecteurs du *Populaire* devaient avoir bien du mal à se faire une idée précise de la politique espagnole du Parti. Si André Leroux et Bracke reconnaissent tous deux qu'il existe maintenant des preuves formelles que l'Italie a transformé son intervention en une guerre contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Espagne et qu'une telle agression est du ressort de la SDN, Bracke semble avoir désespéré du Comité de non-intervention, où l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ne cessent de faire de l'obstruction<sup>144</sup>, alors qu'André Leroux croit qu'il doit continuer à fonctionner pour les choses qui sont de son ressort<sup>145</sup>. Deux tendances commencent donc à se dessiner plus nettement au sein de cette fraction de la gauche socialiste : ceux qui, avec plus de réserves que les paul-fauristes, continuent à appuyer la position gouvernementale et ceux qui, avec moins de véhémence que les zyromskistes, souhaitent la levée du blocus. Alors que les premiers continuent d'affirmer que la ligne de conduite des pays qui restent fidèles aux engagements pris ne peut être que d'accélérer la mise en marche du contrôle<sup>146</sup>, les seconds s'alignent plutôt sur les positions de l'IOS qui, sans blâmer les gouvernements démocratiques dont elle comprend les difficultés, estime qu'elle n'a pas à tenir compte uniquement de leurs difficultés et à rétrécir son idéal pour ne pas les mettre dans l'embarras<sup>147</sup>. Pour Bracke, un des représentants français à l'IOS, si les socialistes veulent que la politique du gouvernement change, c'est l'opinion publique qu'il faut alerter en démontrant, toutes les fois que cela est possible, que la guerre d'agression dont est victime l'Espagne est « un danger pour soi-même, pour son pays, pour la paix, pour tout ce qu'on aime.... et que c'est un devoir pour qui n'est pas fasciste d'aider une République fondée sur le suffrage universel »<sup>148</sup>.

---

<sup>144</sup> Bracke (A.-M.-Desrousseaux), « Plus de retardements! », *Le Populaire*, 28 mars 1937.

<sup>145</sup> André Leroux, « Le problème de la non-intervention et la situation en Espagne », *Le Populaire*, 27 mars 1937.

<sup>146</sup> André Leroux, « L'Italie jette le masque », *Le Populaire*, 24 mars 1937.

<sup>147</sup> Louis de Brouckère, intervention à la Conférence internationale de l'IOS et de la FSI tenue à Londres les 10 et 11 mars 1937 à la demande des socialistes espagnols, *Le Populaire*, 11 mars 1937.

<sup>148</sup> Bracke (A.-M.-Desrousseaux), « Le devoir de chacun », *Le Populaire*, 16 mars 1937.

Suite à cette prise de position, les proches de Blum au sein du Parti qui ne peuvent se résoudre à approuver l'action gouvernementale, mais se sentent mal à l'aise de la critiquer ouvertement, s'enfoncent à nouveau dans un mutisme presque complet jusqu'à la chute du gouvernement, attitude qui n'est sans doute pas étrangère au débat qui fait rage dans le Parti au sujet des rôles respectifs du Parti et du gouvernement. Certains socialistes, tels Marceau Pivert, croient en effet que le Parti doit se désolidariser de certaines des décisions non socialistes du gouvernement<sup>149</sup>, alors que d'autres, tels Paul Faure et Jean-Baptiste Séverac, croient au contraire que le rôle du Parti est d'appuyer sans réserves l'action gouvernementale, pour éviter de fournir aux adversaires du gouvernement, et donc du Parti, des armes contre lui<sup>150</sup>.

Les blumistes, sans doute aussi malheureux que leur chef de leur impuissance à empêcher que la non-intervention ne devienne une intervention en faveur des nationalistes, trouvent dans le siège et le blocus de Bilbao par Franco l'occasion de prouver que la solidarité internationale du prolétariat n'est pas un vain mot et que, si elle ne peut s'exercer efficacement sur le plan politique, elle n'en existe pas moins sur le plan humanitaire. L'accueil par des foyers de travailleurs français des petits Espagnols évacués de Bilbao fait ainsi l'objet dans les pages du *Populaire* d'une couverture si considérable, qu'il est permis de se demander si tout cet étalage de bons sentiments n'aurait pas été pour les socialistes une sorte de catharsis. Le bombardement de Guernica qui, après Guadalajara, ne peut laisser aucun doute sur l'aide que l'Allemagne apporte à Franco, suscite également chez les blumistes un sursaut d'indignation devant la barbarie fasciste, sans que pour autant l'accord de non-intervention ne soit publiquement remis en question. Pour André Leroux, qui commente ce tragique événement, « le peuple basque doit sentir que l'humanité n'est pas toute tombée au niveau des hordes que le fascisme a lancées sur son sol... il doit sentir autour de lui la solidarité agissante des travailleurs et des démocrates de tous les pays »<sup>151</sup>. Belles paroles certes, mais quel écart entre ces vœux pieux et le « Blum à l'action! » des communistes.

---

<sup>149</sup> Marceau Pivert, « Le rôle du Parti », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 14 avril 1937.

<sup>150</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Article sans titre », *Le Populaire*, 20 avril 1937.

<sup>151</sup> André Leroux, « Article sans titre », *Le Populaire*, 30 avril 1937.

L'affaire du *Deutschland* et le bombardement d'Almeria à titre de représailles montre à nouveau à quel point les blumistes n'ont qu'une véritable préoccupation : éviter à tout prix que de tels incidents, qui pourraient créer des complications internationales, ne se reproduisent. Toutes les propositions qui vont dans ce sens, comme celle de créer des zones neutres dans les ports espagnols de façon à ce que les navires puissent y mouiller sans risque ou celle de passer d'un contrôle naval par zones à un contrôle naval mixte, sont accueillies avec soulagement par cette fraction de la gauche socialiste dont les appels répétés au calme cachent mal l'angoisse<sup>152</sup>. La réaction du gouvernement au bombardement d'Almeria est d'ailleurs l'occasion de nouvelles attaques de la part des communistes qui accusent Léon Blum de s'évertuer à offrir des garanties aux « bombardeurs » alors qu'il n'a pas eu un mot pour condamner la sauvage agression dont a été victime l'Espagne républicaine<sup>153</sup>. L'affaire du *Leipzig*, qui coïncide avec la chute du gouvernement Blum, porte l'angoisse des blumistes à son paroxysme, à tel point que, selon André Leroux, on croirait revivre l'atmosphère trouble de l'été 1914<sup>154</sup>. Leur inquiétude provient surtout du fait que, si l'Allemagne et l'Italie se sont retirées du contrôle naval, elles gardent leurs navires contrôleurs dans les eaux espagnoles, prétendument pour exercer le contrôle à leur propre compte, en réalité pour tenter de provoquer un nouvel incident. Pour André Leroux, « tout doit être fait pour que cet incident ne se produise pas, pour que toute provocation soit évitée »<sup>155</sup>. Ce « tout », qui relève plus de la pensée magique que d'un véritable plan d'action, se résume en fait en deux phrases : « Sang-froid, modération et prudence dans la procédure, fermeté et décision dans le fond. La collaboration franco-britannique aura raison de toutes les difficultés »<sup>156</sup>.

Les querelles intestines au sein du camp républicain sèment beaucoup d'inquiétude au sein de la gauche socialiste française qui, contrairement aux communistes, hésite à prendre parti. Pour André Leroux, qui commente le conflit entre

<sup>152</sup> André Leroux, « Alerte sur l'Europe », *Le Populaire*, 2 juin 1937.

<sup>153</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 3 juin 1937.

<sup>154</sup> André Leroux, « L'Allemagne et l'Italie se retirent définitivement du contrôle », *Le Populaire*, 24 juin 1937.

<sup>155</sup> André Leroux, « Article sans titre », *Le Populaire*, 25 juin 1937.

<sup>156</sup> *Ibid.*

communistes et anarchistes à Barcelone, ces massacres entre frères, au moment où l'offensive fasciste faisait peser sur Bilbao une menace très grave, sont atroces et intolérables<sup>157</sup>. Les socialistes qui, comme les communistes, sont convaincus que, sans la mobilisation des ressources matérielles et militaires de la Catalogne, la balance de la guerre ne pourra pas pencher en faveur des républicains, ne proposent rien pour tenter de refaire l'unité au sein du camp républicain espagnol, si ce n'est que la solution qui sera adoptée soit conforme aux intérêts suprêmes de la lutte antifasciste<sup>158</sup>. Dans la foulée des événements de Barcelone, la démission forcée du premier ministre socialiste Largo Caballero, suite à des manœuvres communistes, amène pourtant les socialistes à sortir de leur réserve pour blâmer ouvertement les communistes qui, malgré la justesse de certaines de leurs revendications, ont employé à l'égard de Caballero «des méthodes qui rappellent trop certaines mœurs politiques qui ont tant nui à la cause prolétarienne dans tous les pays»<sup>159</sup>.

L'offensive communiste contre le POUM, en juin, ne fait qu'augmenter la suspicion des blumistes à l'égard des manœuvres communistes en Espagne. Pour André Leroux, qui se refuse à croire que de vieux militants comme Andres Nin sont des agents de Franco, la lutte à finir entre les communistes et le POUM est un épisode en pleine guerre civile espagnole des luttes entre le Parti communiste de l'URSS et l'opposition trotskiste<sup>160</sup>. La gauche socialiste, relayant une demande dans le même sens de la Ligue des droits de l'Homme, réclame pour les accusés des garanties légales qui leur reconnaissent le droit de se défendre et d'être jugés par un tribunal impartial. Dans ce climat de méfiance, les demandes de l'Internationale communiste pour des actions communes en Espagne sont reçues plutôt froidement par l'Internationale socialiste et par les socialistes français. Bracke, sans doute excédé par les incessants appels des communistes à l'unité d'action en Espagne, leur répond d'ailleurs assez sèchement que

---

<sup>157</sup> André Leroux, « Le gouvernement de Valence et la crise de Catalogne », *Le Populaire*, 7 mai 1937.

<sup>158</sup> André Leroux, « La situation à Barcelone », *Le Populaire*, 8 mai 1937.

<sup>159</sup> André Leroux, « La crise politique et la formation du nouveau gouvernement en Espagne », *Le Populaire*, 19 mai 1937.

<sup>160</sup> André Leroux, « L'offensive contre le POUM », *Le Populaire*, 27 juin 1937.

« sortir continuellement de ce qui est établi n'est pas le meilleur moyen de resserrer des liens si souvent secoués un peu fort »<sup>161</sup>.

Pour les zyromskistes, la présence d'unités de l'armée régulière italienne à Guadalajara prouve de façon indiscutable que les abdications au profit du fascisme international n'ont eu comme résultat que de fortifier le sentiment d'impunité de l'Allemagne et de l'Italie et qu'un sérieux coup de barre est nécessaire de la part des démocraties. Cet effort de redressement doit passer, selon lui, par un soutien actif à la dénonciation par le gouvernement espagnol de l'agression étrangère dont son pays est victime, par un changement d'attitude de la France vis-à-vis de la Grande-Bretagne et par des efforts plus soutenus du prolétariat international pour influencer l'opinion publique en faveur de la République espagnole.

Si Jean Zyromski comprend le désir de la France de ne pas se désolidariser de la Grande-Bretagne, il n'en est pas moins persuadé que la France devrait cesser d'adopter une attitude passive face à l'Angleterre, dont il blâme sans ménagement l'attitude dans l'affaire du blocus des côtes de Biscaye<sup>162</sup>. La France devrait au contraire, selon lui, prendre des initiatives susceptibles d'entraîner l'Angleterre du côté du respect effectif des droits et des devoirs de la SDN dont, dans la conjoncture actuelle, une nouvelle carence serait irrémédiable<sup>163</sup>. Jean Zyromski, toujours préoccupé de la défense des intérêts du prolétariat, ne manque pas non plus, chaque fois qu'il le peut, de faire le lien entre sécurité collective et défense de la classe ouvrière. Pour lui, « chaque pouce de terrain perdu par le système de sécurité collective et de paix indivisible... est gagné ... par les impérialismes à la fois rivaux et complices, par tous ceux qui préconisent le repli national dans tous les secteurs, afin de mieux garantir les privilèges des possédants »<sup>164</sup>.

La résolution adoptée en mars 1937 par l'IOS et la FSI permet à Jean Zyromski de préciser sa pensée quant aux rôles respectifs de la classe ouvrière, du Parti

<sup>161</sup> Bracke, « Louis de Brouckère répond à George Dimitrov », *Le Populaire*, 28 juin 1937.

<sup>162</sup> Jean Zyromski, « Notre résolution pour l'Espagne socialiste », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 16 avril 1937.

<sup>163</sup> Jean Zyromski, « L'action internationale pour l'Espagne républicaine », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 17 mars 1937.

<sup>164</sup> *Ibid.*

et du gouvernement dans la crise espagnole. Pour Jean Zyromski, la principale tâche de la classe ouvrière consiste à assurer l'éducation des peuples, afin, qu'enfin éclairés par la propagande des organisations du prolétariat, ils fassent pression sur les gouvernements, de façon à ce que ceux qui sont bien disposés envers la République espagnole sentent un appui et que ceux qui sont mal disposés subissent une pression. Depuis janvier, les zyromskistes ont d'ailleurs adhéré au CASPE, dont un des objectifs est précisément de renforcer l'activité de solidarité autonome de la classe ouvrière. Dans le cas particulier de la France, il ne saurait être question, pour Jean Zyromski, que le Parti socialiste fasse tomber le gouvernement de Front populaire, une telle solution étant loin de favoriser la République espagnole elle-même. Le rôle du Parti devrait plutôt être de tirer des faits eux-mêmes des arguments susceptibles d'amener le gouvernement aux initiatives nécessaires à la rectification de sa politique espagnole et de créer chez les Français « les conditions psychologiques, matérielles et morales qui faciliteront au gouvernement cette évolution, cette orientation qui s'impose plus que jamais »<sup>165</sup>.

La Gauche révolutionnaire, sans surprise, est dissoute lors du Conseil national d'avril 1937, les instances du Parti jugeant intolérables les attaques de certains de ses membres contre les ministres socialistes. Marceau Pivert, qui a toujours refusé de confondre le rôle du gouvernement de Front populaire, exerçant le pouvoir dans le cadre du régime capitaliste, et celui du Parti, constitué précisément pour briser l'État capitaliste<sup>166</sup>, se soumet pourtant à la décision du Parti, ce que lui reprochent amèrement les dirigeants du POUM, pour qui « maintenir des positions révolutionnaires contre une majorité agressive requiert un courage et une fermeté de position dont Pivert a démontré qu'il ne les a pas »<sup>167</sup>. Les critiques du POUM à son égard ne sont sans doute pas sans relation avec l'étonnant mutisme de Marceau Pivert au sujet des virulentes attaques des communistes à l'encontre du parti frère espagnol de la Gauche révolutionnaire. La seule intervention des ex-Gauche révolutionnaire sur la guerre d'Espagne durant cette période est celle des ultra-pacifistes Hélène et René Modiano, qui rejettent à la fois le principe de

---

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> Marceau Pivert, « Le rôle du Parti », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 14 avril 1937.

<sup>167</sup> Kergoat, *op. cit.*, p. 121.



sécurité collective et l'organisme qui en est l'émanation, la SDN, sorte de Sainte Alliance des gouvernements impérialistes. Pour les Modiano, il n'est pas question en Espagne d'un agresseur unique mais d'une grande guerre impérialiste entre deux blocs adverses, le bloc des repus et celui des affamés, comme en 1914<sup>168</sup>. La classe ouvrière se doit donc d'être vigilante pour ne pas se laisser prendre dans un engrenage qui, sous prétexte de sécurité collective, l'entraînerait dans une guerre qui ne la concerne pas.

Deux événements de cette période ont particulièrement influencé l'attitude des différents courants de la gauche socialiste vis-à-vis de la guerre d'Espagne : la confirmation, dans le sillage de la défaite nationaliste de Guadalajara, de la présence d'unités italiennes sur le sol espagnol et les incidents du *Deutschland* et du *Leipzig*, qui ont pu laisser croire que l'Europe était au bord de la guerre. Pour les paul-fauristes, la peur de la guerre prend désormais toute la place, mettant de plus en plus en lumière la nature de leur pacifisme qui, en confondant l'agresseur et l'agressé, sacrifie la valeur socialiste au nom de laquelle Jaurès s'était battu dans l'affaire Dreyfus, la justice. Leur interprétation du concept de sécurité collective va dans le même sens, le devoir du concert des nations n'étant pas tant pour eux de maintenir la paix en sanctionnant, si nécessaire, les agresseurs que d'empêcher la guerre en faisant pression sur les agressés pour qu'ils se soumettent aux conditions des agresseurs.

Les nouvelles preuves irréfutables de l'agression dont est victime la République espagnole, si elles confortent les paul-fauristes dans leur pacifisme, agrandissent le fossé qui sépare désormais ceux qui, sans être des défenseurs inconditionnels de la politique de non-intervention, s'y résolvent, au nom d'un pacifisme dont la nature est fondamentalement la même que celui des inconditionnels de la non-intervention, et ceux qui refusent de sacrifier plus longtemps les valeurs socialistes de justice, d'attachement à la démocratie, de solidarité prolétarienne et même de paix, à une conception du pacifisme qui les oblige à se renier en tant que socialistes. L'évolution de Bracke est en ce sens exemplaire, puisqu'il est passé en neuf mois d'un soutien tiède à la politique de non-intervention, au mutisme, puis à sa dénonciation au nom des véritables

---

<sup>168</sup> Hélène et René Modiano, « Mettons la guerre hors notre loi », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 15 juin 1937.

valeurs socialistes. Les zyromskistes, de leur côté, continuent, au nom « du vrai pacifisme », de la démocratie et de la défense des intérêts du prolétariat, à réclamer la levée de l'embargo et l'intervention de la SDN, non en tant que médiatrice mais en tant que garante d'une paix juste. Si l'attitude de beaucoup de socialistes à l'égard de la politique de non-intervention laisse parfois douter de l'importance qu'ils accordent à la justice comme valeur socialiste, leur réaction quasi unanime face au traitement réservé aux poumistes par les communistes espagnols sous influence soviétique montre, au contraire, que lorsqu'ils ne sont pas paralysés par la peur de la guerre, leur attachement à la justice et à la défense des droits de l'Homme reprend la place qu'ils lui ont toujours accordée.

### Chapitre III . REMISES EN QUESTION À GAUCHE: LA « SINISTRE COMÉDIE » DE LA NON-INTERVENTION PEUT-ELLE CONTINUER?

#### A) Un nouveau plan de contrôle et l'intervention de la SDN

Pendant que les républicains tentent infructueusement deux offensives de diversion aux environs de Madrid (Brunete) et en Aragon (Belchite), les nationalistes s'emparent de Santander et se préparent pour une campagne dans les Asturies qui a pour objectif de leur assurer la domination complète du nord de l'Espagne. La Grande-Bretagne, où Neville Chamberlain a remplacé Stanley Baldwin comme premier ministre, fait, de son côté, des efforts désespérés pour tenter de sauver, sinon l'essence, du moins la fiction de l'accord de non-intervention, mise à mal par le retrait définitif de l'Allemagne et de l'Italie du contrôle naval. Le gouvernement anglais, qui espère toujours séparer l'Italie de l'Allemagne et satisfaire l'Allemagne au prix de quelques concessions, a deux objectifs en Espagne : la neutralité d'un futur gouvernement Franco en cas de conflit en Europe et le respect de l'intégrité territoriale de l'Espagne et de ses possessions. En France, le sénateur radical Camille Chautemps a remplacé, en juin, Léon Blum à la tête d'un nouveau gouvernement de Front populaire, qu'appuient les communistes et auquel participent les socialistes, dont Léon Blum à la vice-présidence. Les radicaux Yvon Delbos, Pierre Cot et Édouard Daladier demeurent ministres des Affaires étrangères, de l'Air et de la Défense nationale et de la Guerre. Ce changement de gouvernement ne change en fait rien à la politique espagnole de la France puisque le Parti radical a toujours appuyé la politique de non-intervention et que Léon Blum aurait exigé que les facilités accordées au transit clandestin des armes vers la République espagnole ne soient pas remises en question par le nouveau gouvernement. La France, dont la priorité en politique étrangère est toujours son alliance avec la Grande-Bretagne, finit par se rallier au nouveau plan de contrôle de la non-intervention élaboré par cette dernière.

Le projet britannique, qui se veut un plan de compromis entre les positions de l'Allemagne et de l'Italie, d'une part, et celles de la France et de la Grande-Bretagne, d'autre part, comporte trois volets : des observateurs internationaux à bord des bateaux et dans les ports espagnols remplaceraient les patrouilles navales, le système de contrôle

terrestre serait remis en vigueur et des droits de belligérance limités seraient accordés aux deux parties en conflit dès que la résolution du problème du retrait des volontaires aurait fait des progrès substantiels.

Le plan britannique est l'objet dès le départ de discussions sans fin au Comité de Londres, l'Italie exigeant que la question de l'octroi du droit de belligérance soit traitée préalablement à tout retrait de volontaires et l'URSS refusant toute discussion au sujet de l'octroi du droit de belligérance tant que tous les volontaires étrangers n'auront pas quitté l'Espagne. Le 13 juillet, veille de la présentation du plan britannique au Comité de non-intervention, la France, exaspérée par les refus répétés du Portugal d'accepter quelque forme de contrôle que ce soit à sa frontière, avait mis fin au mandat des contrôleurs internationaux le long de la frontière des Pyrénées. Cet acte de fermeté était en fait plus symbolique que réellement efficace, puisqu'en vertu de l'accord de non-intervention, la France continuait à interdire l'exportation d'armes en Espagne à partir de son territoire, interdiction dont les douaniers français continuaient de surveiller l'application.

Dans ce climat de crise larvée, les attaques en Méditerranée, par des sous-marins « inconnus », de navires marchands soupçonnés par Franco de ravitailler les républicains suscitent de nouvelles inquiétudes. Le gouvernement anglais, qui doit composer avec une opinion publique dont l'exaspération grandit chaque fois qu'un navire britannique est coulé, accepte la proposition française de réunir à Nyon, près de Genève, une conférence des « puissances intéressées »<sup>169</sup> pour trouver, en dehors du cadre du Comité de non-intervention, une solution rapide au problème de la piraterie sous-marine en Méditerranée. La détermination de la France et de l'Angleterre porte fruit puisque, malgré le refus de l'Italie et de l'Allemagne d'assister à la conférence, les participants s'entendent rapidement sur des mesures énergiques pour faire cesser les actes de piraterie.

---

<sup>169</sup> L'Allemagne et tous les États riverains de la Méditerranée et de la mer Noire à l'exception de l'Espagne. L'Italie, à l'origine des actes de piraterie, fut invitée à la conférence car, à l'exception de l'URSS, toutes les puissances intéressées feignaient d'ignorer l'identité de l'agresseur.

Alors que les membres du Comité de non-intervention s'épuisent dans des discussions stériles au sujet du plan britannique, le représentant de la République espagnole à Genève renouvelle, à l'automne 1937, sa demande à la SDN de se saisir du problème espagnol. Le Comité politique de l'institution genevoise, après de longues tergiversations, adopte enfin une résolution dans laquelle il reconnaît l'échec de la non-intervention et envisage l'éventualité d'y mettre fin, si un accord sur le retrait des volontaires ne peut être établi dans un proche avenir. Le jour même de l'adoption de cette résolution, la France et la Grande-Bretagne, convaincues de l'impuissance du Comité à régler rapidement le problème du retrait des volontaires, proposent à l'Italie de prendre part à des entretiens tripartites mais cette dernière, qui souhaite que la question ne soit traitée que dans le cadre du Comité de non-intervention où elle peut plus facilement faire de l'obstruction, rejette cette proposition, ne laissant d'autre issue à la France et à la Grande-Bretagne que de retourner à la table du Comité. Le gouvernement Chautemps, excédé des rebuffades italiennes, prend alors la décision, avec l'accord plus ou moins tacite de la Grande-Bretagne, d'ouvrir la frontière la nuit pour le passage des armes vers la République espagnole. Une semaine plus tard, le 21 octobre, les Asturies tombent aux mains des nationalistes, qui contrôlent alors les deux tiers de l'Espagne et sont désormais en mesure d'utiliser leur puissante armée du Nord pour menacer la Catalogne. L'heure paraît si grave au gouvernement espagnol que la décision est prise au début de novembre de transférer une seconde fois le siège du gouvernement, cette fois à Barcelone.

#### a) La gauche communiste

*L'Humanité* ne trouve, dans un premier temps, pas de mots assez durs pour fustiger le plan britannique de juillet 1937, un projet monstrueux auquel la France doit dire non tout de suite, une capitulation scandaleuse devant les exigences de Hitler et de Mussolini<sup>170</sup>. Le ton du quotidien s'adoucit toutefois lorsque l'URSS accepte sans tergiverser de considérer ce plan comme base de discussion. La position de *L'Humanité* passe alors abruptement d'un rejet inconditionnel du projet britannique à une sévère

---

<sup>170</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 17 juillet 1937.

critique de certains de ses aspects. Si, comme l'URSS, la gauche communiste accepte dorénavant tout ce qui dans le plan Eden a trait directement à la non-intervention, tels le retrait des volontaires, la présence d'observateurs neutres dans les ports espagnols, le rétablissement du contrôle terrestre et l'établissement d'un contrôle aérien, elle s'oppose à l'octroi à Franco du droit de belligérance, cette question n'ayant été, selon elle, qu'artificiellement greffée au projet initial pour permettre à l'Allemagne et à l'Italie de l'utiliser pour saboter toute possibilité d'accord sur le retrait des volontaires<sup>171</sup>. Pour *L'Humanité*, reconnaître le droit de belligérance, c'est reconnaître la rébellion, c'est sanctionner l'intervention italo-allemande, c'est permettre aux navires de Franco et à ceux de ses deux complices d'organiser impunément le blocus des côtes républicaines<sup>172</sup>. Si la gauche communiste ne rejette désormais plus sans appel toute discussion sur la base du plan Eden, elle considère toutefois essentiel que, tant que les négociations n'auront pas abouti, l'équilibre soit rétabli entre les négociateurs par l'abrogation du décret gouvernemental d'interdiction de commerce des armes avec l'Espagne<sup>173</sup>. Les discussions sur la base du plan britannique donnent encore une fois à la gauche communiste l'occasion d'afficher sa méfiance à l'égard du gouvernement anglais qui, par ses tractations avec Hitler et Mussolini sur la reconnaissance du droit de belligérance à Franco, « a définitivement jeté le masque par lequel il couvrait son visage de complice de Franco »<sup>174</sup> et de se porter à la défense de l'URSS, accusée par les journaux de droite de tenter par ses manœuvres d'obstruction de faire échouer toute possibilité d'accord sur le contrôle de la non-intervention. Pour *L'Humanité*, l'URSS, par son refus de toute discussion sur l'octroi du droit de belligérance avant le retrait total des volontaires, ne fait que son devoir de pionnier de la paix et de la démocratie<sup>175</sup>.

L'attaque par des sous-marins « inconnus » de navires marchands en Méditerranée n'est pour *L'Humanité* qu'une preuve de plus que la faiblesse des démocraties ne fait qu'accroître l'arrogance des fascistes, dont les prochaines cibles

<sup>171</sup> Marius Magnien, « La sinistre comédie de la « non-intervention » », *L'Humanité*, 9 août 1937.

<sup>172</sup> Odette Blanc, « Application du droit international à l'agresseur fasciste! », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> août 1937.

<sup>173</sup> Gabriel Péri, « Faire échec à tout compromis est la tâche des démocraties », *L'Humanité*, 19 juillet 1937.

<sup>174</sup> Marius Magnien, « Le maquignonage britannique et le sort de l'Espagne », *L'Humanité*, 4 août 1937.

<sup>175</sup> Marius Magnien, « Le problème doit être porté devant la S.D.N. », *L'Humanité*, 7 août 1937.

seront la Tchécoslovaquie et les pays baltes et scandinaves<sup>176</sup>. Si la gauche communiste doute au début que le Quai d'Orsay, « allié-né de tout ce qu'il y a de fasciste dans le monde »<sup>177</sup>, et l'Angleterre, « qui n'a que le souci égoïste de s'entendre avec les agresseurs »<sup>178</sup>, vont faire preuve de fermeté, elle ne peut que se réjouir du redressement de la politique franco-anglaise, dont la signature des accords de Nyon est une éclatante manifestation. Pour la gauche communiste, les récents événements sont une nouvelle preuve que la fermeté paie puisque, ni lorsque la France s'est opposée à l'entreprise allemande au Maroc, ni lorsqu'elle a supprimé le contrôle international à sa frontière, ni lorsque, de concert avec l'Angleterre, elle a décidé de faire la police en Méditerranée, les puissances fascistes n'ont osé répliquer<sup>179</sup>. Sa satisfaction est toutefois de courte durée puisque la Grande-Bretagne, qui souhaite affaiblir l'axe Rome-Berlin à la veille de la rencontre de Mussolini et de Hitler à Munich à la fin de septembre, réussit à convaincre la France d'accepter la participation de l'Italie à l'application des accords de Nyon. *L'Humanité*, qui n'a cessé depuis le début de dénoncer la pusillanimité des démocraties qui se refusent à nommer le responsable des attaques sous-marines, trouve naturellement inconcevable, qu'avec leur accord, l'Italie soit conviée à la répression de la piraterie alors qu'elle en est responsable<sup>180</sup>.

Si la gauche communiste manifeste une certaine satisfaction face à l'adoption par la SDN d'une résolution reconnaissant l'échec de la politique de non-intervention, elle déplore toutefois que l'organisme genevois n'ait pas osé dénoncer nommément l'agression italo-allemande et que la France n'ait pas rouvert immédiatement la frontière des Pyrénées et restauré le droit international dont l'Espagne a été depuis trop longtemps

---

<sup>176</sup> Marius Magnien, « Il faut arrêter l'intervention italo-allemande en Espagne! », *L'Humanité*, 11 août 1937.

<sup>177</sup> Paul Vaillant-Couturier, « Article sans titre », *L'Humanité*, 15 août 1937. Il s'agit d'un des derniers articles sur l'Espagne du rédacteur en chef de *L'Humanité* qui mourra subitement à 45 ans, le 10 octobre 1937.

<sup>178</sup> Marius Magnien, « Une manœuvre anglaise contre l'Espagne républicaine », *L'Humanité*, 26 août 1937.

<sup>179</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 21 septembre 1937.

<sup>180</sup> Gabriel Péri, « Paris et Londres attendent la réponse italienne », *L'Humanité*, 7 octobre 1937.

frustrée<sup>181</sup>. L'échec de la démarche franco-anglaise auprès de Mussolini pour le retrait des volontaires, démarche à laquelle la gauche communiste s'était opposée depuis le début, permet encore une fois à *L'Humanité* de rappeler, qu'à l'image des précédents, ce nouveau revers n'est que le résultat prévisible du manque de fermeté des démocraties qui auraient dû rouvrir la frontière française pour faire pression sur l'Italie<sup>182</sup>.

Les thèmes autour desquels s'articulent les interventions de *L'Humanité* sur la guerre d'Espagne durant cette période, s'ils ne s'écartent pas de la ligne suivie par le quotidien depuis juillet 1936, sont beaucoup moins nombreux. La gauche communiste, qui donnait souvent au début du conflit l'impression d'aligner le plus grand nombre d'arguments possibles en faveur de sa thèse, se concentre désormais sur trois thèmes étroitement reliés: lutte antifasciste, paix et sécurité collective. Son intime conviction que l'Allemagne nazie représente une grave menace pour la paix la conduit à dénoncer à la fois la croisade contre le bolchévisme, fiction qui ne sert aux puissances fascistes qu'à masquer leur désir de conquête des matières premières nécessaires à leur réarmement<sup>183</sup>, la droite française, qui se laisse prendre à ce miroir aux alouettes, les pseudo-pacifistes de gauche, pour qui être pacifiste c'est rester les bras croisés face aux agressions<sup>184</sup>, le gouvernement anglais, qui ne se décide à agir que lorsque ses intérêts impériaux sont en jeu et qui tient Paris dans le sillage de cette politique erronée<sup>185</sup>, et le gouvernement Chautemps, qui recommence son refrain contre les croisades idéologiques<sup>186</sup>. Le seul allié que se reconnaît la gauche communiste dans cet environnement hostile est, à part l'URSS, le président Roosevelt, « le chef de la plus grande démocratie qui défend lui aussi la sécurité collective et le front de la paix »<sup>187</sup>.

---

<sup>181</sup> Gabriel Péri, « Genève demande : Le retrait des combattants non-espagnols sinon, la fin de la non-intervention », *L'Humanité*, 2 octobre 1937.

<sup>182</sup> Gabriel Péri, « Le non insolent du Duce », *L'Humanité*, 11 octobre 1937.

<sup>183</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 22 septembre 1937.

<sup>184</sup> Gabriel Péri, « Le discours de Chicago peut être le point de départ d'un grand redressement international », *L'Humanité*, 9 octobre 1937.

<sup>185</sup> Marius Magnien, « La conférence des puissances méditerranéennes doit mettre l'Italie au pied du mur...et faire cesser la piraterie », *L'Humanité*, 5 septembre 1937.

<sup>186</sup> Gabriel Péri, « Le discours de Chicago peut être le point de départ d'un grand redressement international », *L'Humanité*, 9 octobre 1937.

<sup>187</sup> Gabriel Péri, « Après le discours du président Roosevelt », *L'Humanité*, 8 octobre 1937.



Le manque de fermeté des démocraties occidentales face au double jeu de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne amène durant cette période un changement dans l'attitude de la gauche communiste vis-à-vis des gouvernements français et anglais. Si elle ménage encore le gouvernement de Front populaire, à direction radicale, elle ne se gêne plus désormais pour critiquer ouvertement le gouvernement anglais, qui redevient ce qu'il aurait toujours dû être dans la logique communiste : un instrument aux mains de la classe capitaliste. À ce retour au credo marxiste du PCF correspond un enthousiasme, en apparence assez paradoxal, de la gauche communiste à l'endroit des États-Unis, dont elle tait fort opportunément les dérives capitalistes. L'accent mis durant cette période sur les thèmes de sécurité collective et de droit international, valeurs qui ne font pas plus que le patriotisme partie du cadre idéologique communiste, doivent beaucoup au désenchantement de la gauche communiste face à l'attitude de l'Angleterre et de la France à l'égard du conflit espagnol et à son désir de voir la SDN, où ne siègent ni l'Allemagne, ni l'Italie, remplir à l'avenir le rôle que le Comité de non-intervention aurait pu jouer, s'il n'était devenu l'instrument de la duplicité des puissances fascistes.

#### b) La gauche socialiste

Du 10 au 13 juillet 1937, alors que le gouvernement britannique est sur le point de rendre public le plan de compromis qu'il a élaboré à la demande des membres du Comité de non-intervention, se tient à Marseille le 34<sup>e</sup> Congrès national du Parti socialiste, le premier depuis la formation du premier gouvernement de Front populaire. Même si les interventions au Congrès portent principalement sur ce que certains perçoivent comme la capitulation de Léon Blum devant le Sénat et sur le bien-fondé de la participation socialiste à un gouvernement à direction radicale, les débats sur la guerre d'Espagne n'en sont pas pour autant totalement absents. Le discours de clôture de Léon Blum et les interventions de quelques disciples de Paul Faure, qui, contrairement à celles de Jean Zyromski et de Marceau Pivert, font l'objet d'un compte rendu dans les pages du *Populaire*, permettent de discerner comment leurs courants respectifs se positionnent suite à l'échec du premier plan de contrôle de la non-intervention.

Les partisans de la ligne Paul Faure ne tarissent pas d'éloges à l'endroit de Léon Blum et de « son héroïsme pacifiste ». Ils mettent en garde le Congrès contre toute reconsidération du problème espagnol et expriment leurs craintes que certaines formes de lutte antifasciste contre des gouvernements étrangers ne dégénèrent en une guerre où des prolétaires français se battront contre les prolétaires d'autres pays. Camille Planche, député socialiste de l'Allier, dépose même une motion, qui ne sera pas retenue, à l'effet que le Parti, « constatant les horreurs sanglantes dont l'Espagne est le théâtre,....ne voit de salut pour la République espagnole que dans l'armistice et la paix »<sup>188</sup>.

Le discours de Léon Blum résume bien, quant à lui, la position de la fraction du Parti socialiste qui, bien qu'elle admette que la politique de non-intervention est un échec, se raccroche à l'idée que cette fiction est nécessaire au maintien de la paix. Léon Blum, même s'il reconnaît d'emblée que la politique de non-intervention n'a pu empêcher l'intervention des puissances fascistes, se dit plus que jamais convaincu, à la lumière des récents incidents du *Deutschland* et du *Leipzig*, que « ce mensonge », « cette fiction » a empêché une guerre générale. À ceux qui l'accusent d'avoir préparé pour l'avenir des risques de guerre encore plus graves, Léon Blum rappelle que le Parti socialiste s'est toujours opposé à l'idée de guerre préventive et que si les intérêts vitaux de la France, sa dignité de grande nation, sa figure de patronne des démocraties doivent être défendues, la paix doit l'être aussi. À aucun moment au cours de son discours Léon Blum ne semble envisager que, face à l'échec de la politique de non-intervention, la France puisse modifier sa politique espagnole et reprendre sa liberté d'action<sup>189</sup>. Dans un registre tout à fait différent, plusieurs voix, dont celle de Bracke, s'élèvent lors du Congrès pour réclamer pour l'Espagne républicaine le droit de se défendre de l'agression dont elle est victime et pour demander son rétablissement dans l'intégralité de ses droits.

Les militants, comme c'est pratiquement toujours le cas dans les congrès du Parti socialiste, finissent par se rallier à une motion de synthèse qui tente tant bien que mal de tenir compte de tous les courants d'opinion à l'intérieur du Parti. Dans le cas de la

---

<sup>188</sup> Camille Planche, intervention au Congrès national du Parti socialiste tenu à Marseille du 10 au 13 juillet 1937, *Le Populaire*, 13 juillet 1937.

<sup>189</sup> Léon Blum, discours de clôture au Congrès national du Parti socialiste tenu à Marseille du 10 au 13 juillet 1937, *Le Populaire*, 13 juillet 1937.

guerre d'Espagne, cette motion, votée à l'unanimité, rejette catégoriquement toute idée de médiation, s'oppose à l'octroi du droit de belligérance à Franco, demande au gouvernement de saisir la SDN du problème espagnol et d'employer ses efforts pour obtenir le retrait des contingents étrangers qui combattent en Espagne et s'associe aux dernières décisions de l'IOS et de la FSI pour réclamer pour l'Espagne républicaine sa pleine liberté de ravitaillement en armes et en munitions<sup>190</sup>. C'est cette motion qui devrait servir de ligne directrice au *Populaire* dans ses prises de position sur la guerre d'Espagne jusqu'au prochain congrès, et ce d'autant plus que certains délégués ont reproché au quotidien de manquer de direction et de cohésion.

Les interventions du *Populaire* sur la guerre d'Espagne de juillet à novembre 1937 ont trois points en commun : le nombre d'intervenants est beaucoup plus restreint, de sorte que le message apparaît plus cohérent; le quotidien s'efforce contre vents et marées de maintenir la fiction de la non-intervention; ses prises de position sont plus proches de celles du gouvernement, dont Léon Blum est vice-président, que de celles du Parti.

*Le Populaire* est très critique à l'égard du plan britannique de compromis du 14 juillet, qui ne répond pas aux deux conditions qui devaient en être l'assise : celle d'établir un contrôle impartial et effectif et celle de permettre d'éviter de graves incidents pouvant transformer le conflit espagnol en guerre mondiale. Le quotidien s'en prend particulièrement à la substitution des patrouilles navales par des agents internationaux dans les ports espagnols, à la faiblesse des mesures de contrôle aérien et à l'octroi éventuel du droit de belligérance à Franco, qui lui permettrait, avec l'aide des flottes allemande et italienne, d'effectuer le blocus des côtes républicaines. *Le Populaire* se permet même pour une rare fois de critiquer la Grande-Bretagne qui, dans l'élaboration de ce plan, n'a pas cherché un compromis entre des intérêts opposés mais l'a cherché dans la direction du moindre effort « qui dans ce cas risque d'être celle du moindre résultat »<sup>191</sup>. Pour le quotidien, le contrôle ne peut être sauvegardé qu'en se renforçant

---

<sup>190</sup> Motion de synthèse sur la guerre d'Espagne adoptée au Congrès national du Parti socialiste tenu à Marseille du 10 au 13 juillet 1937, *Le Populaire*, 14 juillet 1937.

<sup>191</sup> André Leroux, « Les négociations de Londres », *Le Populaire*, 17 juillet 1937.

sur tous les plans...« de façon à ce que ce nouvel édifice ne soit pas lézardé et chancelant comme celui qu'on avait bâti en mars »<sup>192</sup>. Ce constat très pessimiste, aggravé par le refus de l'Italie de toute discussion sur la base de ce plan tant que Franco ne sera pas reconnu comme belligérant, n'amène toutefois pas *Le Populaire* à réclamer la fin de la politique de non-intervention, mais plutôt à prôner de façon plutôt sibylline « l'esprit de conciliation dans les formes mais l'intransigeance sur le fond.....si l'on veut sauver en même temps le contrôle et la paix »<sup>193</sup>.

*Le Populaire* ne peut que se réjouir des accords de Nyon qui, en plus de faire diminuer la tension qui existait en Méditerranée, ont renforcé l'axe Paris-Londres et ont démontré qu'une attitude ferme des démocraties face aux exigences des puissances fascistes pouvait porter fruit. Le quotidien semble toutefois un peu mal à l'aise d'applaudir au succès d'une initiative dont la SDN a été écartée alors que la sécurité collective est une des pierres angulaires de la politique extérieure socialiste. Il tente donc de justifier cette dérogation aux principes socialistes en alléguant que les accords de Nyon, même s'ils ont été négociés en dehors du cadre de la SDN, sont une application pratique du principe de sécurité collective car des États, se trouvant en présence d'un agresseur inconnu, ont cherché la défense dans l'assistance mutuelle et dans l'action commune<sup>194</sup>.

Si *Le Populaire* se réjouit de la résolution adoptée par la SDN reconnaissant l'intervention étrangère en Espagne, il est bien forcé d'admettre que cette résolution est uniquement un résultat moral et qu'elle représente le maximum qu'on pouvait attendre d'une SDN qui se remet à peine du coup que lui a porté la politique de Pierre Laval<sup>195</sup>. Confronté à l'impuissance de la SDN et à l'inertie du Comité de non-intervention, le quotidien ne semble voir d'autre issue au problème espagnol qu'une action concertée de la France et de l'Angleterre. Pour le quotidien, que le succès de la Conférence de Nyon incite à l'optimisme, la proposition conjointe de la France et de la Grande-Bretagne à

---

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> André Leroux, « Le tournant de Nyon et l'intervention italienne en Espagne », *Le Populaire*, 19 septembre 1937.

<sup>195</sup> Louis Lévy, envoyé spécial du quotidien à la session d'automne 1937 de la SDN, *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> octobre 1937.

l'Italie d'entamer des discussions tripartites pour régler la question du retrait des volontaires peut constituer, si les deux grandes démocraties font preuve de fermeté, la deuxième étape de la politique de Nyon. La réaction du *Populaire* au refus de l'Italie de toute discussion en dehors du cadre du Comité de Londres illustre une fois de plus la ferme volonté d'une fraction importante de la gauche socialiste de maintenir la fiction de la non-intervention. *Le Populaire*, loin de clamer son indignation face au refus italien, tente au contraire d'en minimiser l'impact en alléguant que la conférence tripartite proposée à Rome n'avait comme objectif que de servir à préparer et à faciliter les décisions du Comité de non-intervention, de sorte que le retour du problème du retrait des volontaires devant le Comité de Londres n'a en fait qu'une importance relative<sup>196</sup>.

Si *Le Populaire* ne mentionne jamais explicitement l'ouverture partielle de la frontière au transit des armes vers la République espagnole suite au refus italien, le quotidien ne peut cacher son agacement face à l'attitude du ministre anglais des Affaires étrangères, Anthony Eden, qui se contente de concéder que si les violations de la politique de non-intervention continuent, son pays ne formulera pas de critiques contre une nation quelconque qui se sentirait obligée de reprendre sa liberté d'action. Pour *Le Populaire*, dont un des credo depuis la formation du premier gouvernement de Front populaire est la nécessité d'une étroite collaboration franco-anglaise, il ne suffit pas qu'une nation reprenne sa liberté d'action et que l'autre ne formule pas de critiques, alors que la solidarité dans la résistance aux actions illégales leur impose les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités<sup>197</sup>.

Pour Jean Zyromski, l'adhésion du gouvernement français au plan Eden, immédiatement après le Congrès de Marseille, est injustifiable. Le chef de la Bataille socialiste, qui est vivement critiqué par certains de ses camarades pour avoir dirigé des attaques imméritées contre les ministres socialistes, s'efforce de montrer, dans la Tribune du Parti du *Populaire*, le fossé qui existe entre la résolution du Congrès de Marseille portant sur l'Espagne et l'attitude du gouvernement, que cautionne la présence de ministres socialistes. Ses critiques portent plus spécifiquement sur le maintien dans le

<sup>196</sup> André Leroux, « Accord étroit entre Paris et Londres », *Le Populaire*, 15 octobre 1937.

<sup>197</sup> André Leroux, « Avertissement aux puissances fascistes », *Le Populaire*, 16 octobre 1937.

plan britannique de toutes les interdictions relatives au ravitaillement en armes et en munitions de l'Espagne républicaine alors que la résolution votée à Marseille réclame la pleine liberté à cet égard et sur le lien fait dans le plan entre le retrait des contingents étrangers et l'octroi du droit de belligérance alors que la résolution de Marseille s'y oppose expressément. Le plan Eden a donc comme unique but, selon Jean Zyromski, de prolonger l'existence du Comité de non-intervention et d'empêcher la SDN d'intervenir dans le conflit espagnol, comme le réclame la résolution de Marseille. Jean Zyromski, qui avait espéré, après le Congrès de Marseille, une initiative du gouvernement pour imprimer une orientation nouvelle à sa politique à l'égard de l'Espagne républicaine, doit admettre à regret que l'attitude du gouvernement continue au contraire dans la voie d'un acquiescement renouvelé à la politique de non-intervention avec toutes ses tares<sup>198</sup>. Jean Zyromski se porte également à plusieurs reprises à la défense du gouvernement espagnol qui est l'objet de critiques plus ou moins voilées de la part des socialistes français suite à l'arrestation des « traîtres poumistes ». Pour le chef de la Bataille socialiste, le rôle des socialistes français n'est pas de s'immiscer dans les divergences qui peuvent se manifester au sein du Front populaire espagnol, ni de jeter sur le gouvernement espagnol la suspicion, mais de lui faire crédit sans réticence dans sa lutte contre la cinquième colonne<sup>199</sup>.

Les tensions qui se sont déjà manifestées au sein de la Gauche révolutionnaire dissoute<sup>200</sup> au sujet de la guerre d'Espagne vont en s'exacerbant à mesure qu'elle se persuade que les armes fournies aux républicains par l'URSS servent à accroître la mainmise des communistes sur le gouvernement espagnol et à tuer du même souffle la révolution en Espagne. Ce constat amène Marceau Pivert à réviser la position dont il n'avait pas varié depuis le début de la guerre civile et à réclamer la fourniture d'armes

---

<sup>198</sup> Jean Zyromski, « Analyse critique du plan Eden », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 2 septembre 1937.

<sup>199</sup> Jean Zyromski, « Nos devoirs envers l'Espagne républicaine », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 5 octobre 1937.

<sup>200</sup> La dissolution de la Gauche révolutionnaire, à l'instigation du secrétariat général du Parti, est largement symbolique puisque ses ex-membres continuent à siéger à la CAP et qu'un mensuel, les *Cahiers rouges*, dirigé par Marceau Pivert remplace le bulletin *Gauche révolutionnaire* disparu.

par la France aux républicains espagnols<sup>201</sup>. Dans l'esprit de Marceau Pivert, le jour où l'URSS ne sera plus seule à soutenir les frères espagnols, « ce jour-là non seulement leur République mais aussi leur Révolution sera sauvée »<sup>202</sup>. La méfiance de nombreux pivertistes envers le gouvernement espagnol, dont la conduite à l'égard des poumistes ne peut s'expliquer selon eux que par le chantage aux armes dont il fait l'objet de la part de l'URSS, conduit même Marceau Pivert et Daniel Guérin à réclamer l'envoi d'une délégation permanente de la CAP du Parti socialiste auprès du Parti socialiste espagnol qui assume, « du moins en théorie », la direction du gouvernement, afin d'assurer plus étroitement l'organisation directe de l'aide effective du prolétariat français à l'Espagne socialiste, le respect des garanties dues à tous les travailleurs antifascistes et la cessation immédiate des mesures répressives contre le prolétariat et l'avant-garde révolutionnaire<sup>203</sup>.

Le Congrès de Marseille est, plus encore que *Le Populaire*, le reflet des tensions qui existent au sein du Parti au sujet de la guerre d'Espagne. Si la motion de synthèse adoptée au Congrès permet de rallier pour la forme la famille socialiste autour d'un texte conçu pour apaiser la mauvaise conscience de ceux qui, bien que conscients de l'injustice faite aux républicains espagnols, ne peuvent se résoudre, par peur de la guerre, à passer à l'action pour forcer le gouvernement à abandonner la politique de non-intervention, cette unité, purement de façade, est de courte durée. L'insistance de l'Italie et de l'Allemagne à lier retrait des volontaires et droit de belligérance et l'attitude ambivalente de l'Angleterre face à la duplicité des puissances fascistes ne tardent pas à faire ressurgir la question fondamentale que se posent de nombreux socialistes : le pacifisme peut-il encore justifier une politique qui est devenue le symbole de l'abandon de tout un pan de l'héritage socialiste ? Dans une SFIO divisée par la question espagnole, Jean Zyromski s'impose désormais de plus en plus comme la conscience du Parti en n'hésitant pas à mettre la gauche socialiste face à ses contradictions. Si la position du

---

<sup>201</sup> Marceau Pivert et Daniel Guérin, « La révolution espagnole et nous », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 31 août 1937.

<sup>202</sup> Marceau Pivert et Daniel Guérin, « La révolution espagnole et nous, complément d'information », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 7 septembre 1937.

<sup>203</sup> Marceau Pivert et Daniel Guérin, « La révolution espagnole et nous », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 31 août 1937.

chef de la Bataille socialiste, qui réconcilie le « vrai pacifisme », la défense des libertés démocratiques, la solidarité prolétarienne et la socialisation de la démocratie bourgeoise, peut en faire le gardien des véritables valeurs socialistes, son aveuglement face au comportement des communistes en Espagne est par contre plus proche du devoir communiste de tout sacrifier à la cause que des valeurs socialistes de justice et d'humanité.

#### B) Défaites républicaines en Espagne, second gouvernement Blum en France et Anschluss en Europe

Le refus par l'Italie de donner son accord à des entretiens tripartites portant sur la question du retrait des volontaires signifie le retour aux interminables discussions du Comité de non-intervention sur la base du plan britannique du 14 juillet 1937. La recherche d'une solution de compromis est d'autant plus ardue que les positions de départ sont aux antipodes l'une de l'autre, l'Italie réclamant pour Franco l'octroi du droit de belligérance dès que la commission d'enquête chargée de dénombrer les volontaires de chaque côté aura remis son rapport et l'URSS refusant toute discussion sur la belligérance tant que tous les volontaires étrangers n'auront pas quitté l'Espagne.

Pendant ce temps en Espagne, alors que les nationalistes, ayant complété la conquête du Nord avec la chute des Asturies, se préparent pour une nouvelle attaque contre Madrid, les républicains les prennent de court en passant à l'offensive sur le front d'Aragon. Après des succès initiaux qui culminent avec la prise de Teruel le 15 décembre, les républicains reperdent peu à peu le terrain gagné et sont forcés d'évacuer la ville assiégée par les nationalistes à la fin de février. Cette terrible bataille en plein hiver se traduit par d'énormes pertes en hommes et en matériel des deux côtés pour des gains territoriaux infimes en regard des pertes subies. Les nationalistes, profitant du découragement passager de leurs adversaires, reprennent alors leur avance en direction de la côte à travers l'Aragon, dans le but d'isoler la Catalogne. Le sentiment presque général lorsqu'ils atteignent enfin la mer au milieu d'avril est que la résistance républicaine tire à sa fin, d'autant plus que les nationalistes et leurs complices bombardent systématiquement Barcelone, Madrid et Valence pour miner la résistance



des populations civiles et qu'ils ont repris leurs actes de piraterie en mer pour empêcher le ravitaillement du camp républicain. Neville Chamberlain, le Premier ministre conservateur anglais, qui, suite à l'Anschluss, est plus confiant que jamais de réussir à rompre l'axe Rome-Berlin et Mussolini, qui a besoin d'argent et de l'appui de l'Angleterre pour faire reconnaître par la SDN sa conquête de l'Éthiopie, sont tellement convaincus que la fin est proche, qu'ils signent au milieu d'avril des accords bilatéraux qui n'entreraient en vigueur que lorsque l'Italie aurait retiré ses contingents d'Espagne.

En France, à un second gouvernement Chautemps sans participation socialiste succède au milieu de mars un éphémère gouvernement Blum qui suscite beaucoup d'espoir dans le camp républicain. Léon Blum, qui jongle avec diverses possibilités, se contente finalement, à la demande expresse du chef du gouvernement espagnol Juan Negrin qui assiste impuissant à l'avance nationaliste vers la mer, de rouvrir sans le publiciser la frontière des Pyrénées que Camille Chautemps avait fermée en janvier dans la foulée de la formation de son deuxième gouvernement de Front populaire. En dépit de cette bouffée d'oxygène, la situation des républicains est tellement critique fin avril que le gouvernement espagnol ne voit de salut que dans un nouvel appel à la SDN ou dans le déclenchement d'une guerre à l'échelle européenne.

#### a) La gauche communiste

La gauche communiste qui, dans sa lutte contre le fascisme, se heurte à de multiples obstacles, qu'ils soient le fait de l'Angleterre « qui poursuit des buts égoïstes dont l'essentiel consiste à s'entendre avec ceux qui veulent repartager le monde »<sup>204</sup>, du gouvernement français qui suit aveuglément le Foreign Office ou de l'IOS qui refuse obstinément toute action commune en faveur de l'Espagne républicaine, tente de rallier à sa cause une nouvelle catégorie d'adeptes : les catholiques. Dans un retentissant discours, prononcé le 26 octobre devant un parterre de cadres communistes de la région parisienne et relayé par *L'Humanité*, Maurice Thorez tend la main aux catholiques pour qu'ils unissent leurs efforts à ceux des communistes pour venir en aide aux malheureux, pour

---

<sup>204</sup> Marius Magnien, « Lord Halifax s'entretient aujourd'hui avec Hitler », *L'Humanité*, 19 novembre 1937.

défendre la liberté où elle est menacée et pour sauvegarder la paix<sup>205</sup>. Jacques Duclos renouvelle cet appel en exhortant les catholiques à participer avec les communistes à l'œuvre de solidarité en faveur des petits enfants espagnols, « innocentes victimes du crime commis par des rebelles traîtres à leur pays » et à être à leurs côtés dans l'action nécessaire contre les fauteurs de guerre civile à la solde du fascisme international<sup>206</sup>. Pour les lecteurs de *L'Humanité*, cet appel n'est que l'aboutissement d'une longue préparation psychologique, le quotidien n'ayant laissé passer aucune occasion depuis quelques mois d'insister sur les persécutions infligées aux catholiques en Allemagne hitlérienne et sur les massacres de prêtres basques par les nationalistes espagnols. Cette politique de la main tendue, comme celle du Front français l'année précédente, loin de rallier les catholiques, augmente encore leur méfiance à l'égard des communistes et suscite de vives réactions chez les socialistes. Si la puissante Fédération des socialistes du Nord soupçonne les communistes, après avoir avalé le sabre et le goupillon, de vouloir avaler le coffre-fort<sup>207</sup>, Bracke de son côté dit comprendre l'étonnement des socialistes, plus accoutumés à trouver l'Église, en tant qu'organisation, aux côtés de toutes les forces qui défendent le capitalisme qu'à ceux de la classe ouvrière<sup>208</sup>.

Le bilan que fait *L'Humanité* de l'année 1937, « année des plus tragiques démissions des démocraties devant les fauteurs de guerre fascistes », reflète bien le pessimisme de la gauche communiste face à la situation internationale. Pour le quotidien, le gouvernement de Front populaire n'a pas su ou n'a pas osé redresser la situation parce qu'il n'a pas su parler à l'Angleterre et parce qu'il a failli à sa mission de s'appuyer sur les masses populaires, démocratiques, pacifistes et antihitlériennes<sup>209</sup>. *L'Humanité* rappelle ensuite que les seuls résultats de l'entêtement de la France et de l'Angleterre à cautionner la funeste politique de non-intervention sont que ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont retiré un seul de leurs combattants d'Espagne, que les communications maritimes

---

<sup>205</sup> Maurice Thorez, discours prononcé salle de la Mutualité à Paris devant les cadres communistes des cinq régions parisiennes le 26 octobre 1937, *L'Humanité*, 28 octobre 1937.

<sup>206</sup> Jacques Duclos, « La main tendue », *L'Humanité*, 25 décembre 1937.

<sup>207</sup> *Le Populaire*, 5 décembre 1937.

<sup>208</sup> Bracke (A.-M. Desrousseaux), « Main tendue mal entendue », *Le Populaire*, 6 janvier 1938.

<sup>209</sup> Marius Magnien, « Union des démocraties », *L'Humanité*, 2 janvier 1938.

de la France ne sont plus sûres et qu'une frontière hostile sépare désormais la France de l'Espagne sur un large secteur<sup>210</sup>.

La prise de Teruel par les républicains, si elle suscite dans un premier temps l'enthousiasme de la gauche communiste qui y voit le fruit des efforts du gouvernement espagnol pour instaurer cohésion et discipline dans l'armée républicaine, n'est pas sans soulever dans ses rangs des inquiétudes quant à la réaction de l'Italie face à cette défaite des rebelles. L'attitude de la gauche communiste est en fait la même que celle qu'elle avait adoptée suite à l'échec des nationalistes devant Madrid : prévoir le pire pour arracher l'opinion populaire européenne à sa quiétude, en l'obligeant à regarder en face les graves dangers qui la menacent. Pour *L'Humanité*, il ne fait aucun doute que l'Allemagne et l'Italie tenteront contre l'Espagne républicaine une nouvelle offensive, qu'ils voudront cette fois décisive, et que la bataille qui s'engagera alors sur le territoire espagnol sera la plus formidable que l'Europe ait connue depuis 1918. La seule façon selon le quotidien d'empêcher ce déchaînement est que la France se tienne debout et cesse d'être subordonnée à la volonté du clan germanophile et franquiste de la City et du Foreign Office<sup>211</sup>. La reprise de Teruel par les nationalistes après deux mois de durs affrontements est, comme ce fut le cas pour toutes les défaites républicaines, minimisée dans un premier temps par la gauche communiste, qui n'y voit qu'un repli stratégique, avant de reconnaître finalement qu'elle est plutôt la conséquence prévisible du formidable matériel d'artillerie et d'aviation que Hitler et Mussolini ont déversé en Espagne depuis le début de l'année. *L'Humanité*, qui avait jusque-là fait du retrait des contingents étrangers sur le sol espagnol son cheval de bataille, accuse maintenant, dans la foulée de cette nouvelle interprétation, l'Allemagne et l'Italie de faire dévier la question de la non-intervention et de l'aiguiller sur le problème des volontaires à seule fin de dissimuler l'importance de leurs livraisons de matériel de guerre aux rebelles. La seule façon, selon le quotidien, « d'empêcher le général félon de poursuivre sa lutte traîtresse contre son propre pays » est de lever le blocus dont est victime l'Espagne

---

<sup>210</sup> Gabriel Péri, « Article sans titre », *L'Humanité*, 13 janvier 1938.

<sup>211</sup> Gabriel Péri, « Le bombardement du littoral par l'aviation du Duce prépare-t-il la grande offensive italo-allemande? », *L'Humanité*, 22 janvier 1938.

républicaine, d'interdire l'expédition à Franco d'avions et de canons et de retirer du territoire espagnol tout le matériel de guerre italien et allemand qui s'y trouve<sup>212</sup>.

L'Anschluss suscite au sein de la gauche communiste un vif sentiment d'indignation, tant pour le coup de force hitlérien lui-même que pour ses répercussions appréhendées sur la situation espagnole. Pour *L'Humanité*, vingt mois de capitulation dans les affaires d'Espagne ont encouragé tous les chantages et tous les coups de force et l'Europe risque de payer de son sang la tragique erreur de ceux qui ne veulent pas comprendre que l'annexion de l'Autriche n'est que la première étape du plan d'agression hitlérien<sup>213</sup>. À moins d'être fou ou complice, il est impossible, selon le quotidien, de ne pas voir comment vont se développer les événements : la prochaine étape ce sera la Tchécoslovaquie, mais pour atteindre la Tchécoslovaquie, pour la priver du concours de la France, il faut d'abord exterminer la République espagnole, ce qui ne laisse à la France d'autre choix que d'aider l'Espagne ou de sacrifier sa défense nationale<sup>214</sup>. Le thème sécuritaire, que *L'Humanité* avait un peu délaissé au profit de celui de la paix, revient en force après l'Anschluss. La gauche communiste, qui a l'intime conviction que Hitler va payer sa dette à Mussolini en l'aidant à mettre la main sur l'Espagne, s'efforce désormais par tous les moyens de convaincre les Français que leur sécurité est plus que jamais menacée. Pour *L'Humanité*, jamais à court de prophéties alarmistes, « c'est sur le front d'Aragon que se joue le salut de la France... et c'est une question d'heures »<sup>215</sup>. Il faut donc que la France se ressaisisse et vende des armes à l'Espagne en se passant, si nécessaire, de l'accord anglais, et ce même si Neville Chamberlain essaie de placer le gouvernement français devant l'alternative : accepter que la France consente des sacrifices que sa sécurité lui interdit d'accepter ou se résigner à un divorce franco-britannique qui comblerait les vœux des puissances totalitaires<sup>216</sup>. Le recul constant des républicains, qui ne peuvent finalement empêcher les nationalistes d'atteindre la mer, ne

<sup>212</sup> Marcel Cachin, « Exigeons le retrait du matériel de guerre italo-hitlérien! », *L'Humanité*, 26 février 1938.

<sup>213</sup> Gabriel Péri, « Le coup de force hitlérien contre l'Autriche », *L'Humanité*, 13 mars 1938.

<sup>214</sup> Gabriel Péri, « Pour sauver la paix : sauver l'Espagne », *L'Humanité*, 16 mars 1938.

<sup>215</sup> Gabriel Péri, « Empêcher Hitler d'exécuter en Espagne le marché conclu avec Mussolini! », *L'Humanité*, 17 mars 1938.

<sup>216</sup> Gabriel Péri, « Il faut aider l'Espagne républicaine », *L'Humanité*, 2 avril 1938.

laisse d'autre choix à *L'Humanité* que de nuancer ses propos et de tenter de trouver dans l'histoire de France des exemples de victoires qui ont fini par se retourner contre les vainqueurs. Le quotidien communiste, sans doute à court d'arguments, en arrive même à citer...le *Times*, qui reconnaît que ce n'est pas une victoire décisive des nationalistes.

L'ouverture des négociations anglo-italiennes, alors que la Grande-Bretagne vient à peine de condamner publiquement la reprise de la piraterie en Méditerranée et les bombardements de villes ouvertes, suscitent l'indignation de *L'Humanité*, pour qui la condition préalable à toute négociation avec l'Italie devrait être le retrait immédiat et contrôlé du corps expéditionnaire italien en Espagne<sup>217</sup>. La signature de l'accord anglo-italien et la chute le même jour de Viarnoz sur le littoral calalan représentent pour le quotidien deux victoires de l'Italie fasciste et de ses protecteurs de la City de Londres, deux échecs pour la démocratie et la France<sup>218</sup>. Pour la gauche communiste, l'accord anglo-italien, loin d'entamer l'axe Rome-Berlin est une prime à l'agresseur et un nouveau danger pour la République espagnole puisque le gouvernement anglais va maintenant tout faire pour que le conflit espagnol se termine le plus rapidement possible de façon à ce que l'accord puisse entrer en vigueur<sup>219</sup>. La seule consolation qui semble rester à la gauche communiste est que l'histoire constatera qu'elle fut la première à analyser sérieusement le phénomène du fascisme<sup>220</sup>.

La mise en veilleuse par la gauche communiste française des thèmes de sécurité collective et de droit international au profit de celui de sécurité de la France et ses invectives à l'endroit du gouvernement anglais et du Foreign Office semblent indiquer que, de plus en plus sceptique quant à une intervention de la SDN dans le conflit espagnol et quant à la possibilité de voir l'Angleterre joindre la France et l'URSS dans un bloc des démocraties contre l'Allemagne nazie, elle préfère concentrer ses efforts sur la France. Dans cette optique, la main tendue aux catholiques par Maurice Thorez relève de la même logique que les appels répétés au patriotisme de *L'Humanité*: convaincre le plus de Français possible de faire pression sur leur gouvernement pour qu'il abandonne

<sup>217</sup> Gabriel Péri, « Avant tout, retrait du corps expéditionnaire du Duce », *L'Humanité*, 10 février 1938.

<sup>218</sup> Gabriel Péri, « La France devant l'accord anglo-italien », *L'Humanité*, 18 avril 1938.

<sup>219</sup> Gabriel Péri, « Non l'accord anglo-italien ne consolide pas la paix », *L'Humanité*, 19 avril 1938.

<sup>220</sup> Marcel Cachin, « Article sans titre », *L'Humanité*, 28 mai 1938.

la politique de non-intervention en utilisant, au besoin, des arguments qui font appel à des valeurs que la gauche communiste avait toujours dénoncées jusqu'à ce que l'URSS ne se sente menacée par l'Allemagne nazie.

#### b) La gauche socialiste

Les inconditionnels de la non-intervention, qui ne sortent désormais que rarement de leur mutisme au sujet de la guerre d'Espagne, se concentrent durant cette période sur deux thèmes : l'horreur de la guerre et l'aide humanitaire aux républicains espagnols.

Les paul-fauristes, qui sont à n'en pas douter sincèrement bouleversés par les bombardements de Barcelone, laissent toutefois la curieuse impression qu'ils croient que cette horreur, somme toute limitée, est sans doute nécessaire pour empêcher un crime encore plus grand : une guerre généralisée. Pour Jean-Baptiste Séverac, qui résume bien leur pensée, si les horreurs de la guerre de 1914 sont trop loin dans le temps et celles de la Chine trop éloignées dans l'espace, celles dont l'Espagne est le théâtre prennent par contre une signification particulière parce que l'Espagne est proche, de par son histoire, sa culture et ses traditions, de tous les peuples qui se réclament de la civilisation occidentale. Les bombardements des populations civiles espagnoles ne retrouveront, selon lui, un certain sens que s'ils sont à la fois un rappel de ce qui n'aurait jamais dû être oublié et une préfiguration de ce qui se produira demain si ce qui reste de paix n'est pas maintenu et consolidé<sup>221</sup>.

Dans un autre ordre d'idées, l'appel de Jean-Baptiste Séverac, en tant que porte-parole de la CAP du Parti socialiste, pour une journée nationale de solidarité avec l'Espagne républicaine le 26 décembre 1937, reflète bien à la fois les dissensions et les points de convergence à l'intérieur du Parti au sujet de la question espagnole. Si le secrétaire général adjoint de la SFIO reconnaît d'emblée que tous les socialistes ne portent pas le même jugement sur la politique du gouvernement de Front populaire touchant le problème espagnol, les uns trouvant qu'elle est judicieuse et sage, les autres

---

<sup>221</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Horreur et dégoût », *Le Populaire*, 20 mars 1938.

qu'il faut la modifier et même la renverser, il dit par contre ne pas douter que tous les socialistes sans exception sont pour la victoire des républicains et souhaitent atténuer leurs souffrances en les ravitaillant en vêtements, en vivres et en produits pharmaceutiques<sup>222</sup>. Un appel similaire, qui se limite lui aussi à l'aspect humanitaire de l'aide à l'Espagne républicaine, est lancé par Paul Faure à tous les socialistes en avril 1938 pour une semaine de solidarité avec la République espagnole, organisée par le Comité national du Secours socialiste<sup>223</sup>.

Pour la fraction de la gauche socialiste proche des idées de Léon Blum ou qui refuse de s'en dissocier publiquement, quatre événements de cette période sont l'objet d'une réflexion plus poussée : la bataille de Teruel, les bombardements de populations civiles, l'Anschluss et la signature de l'accord anglo-italien.

Les deux batailles de Teruel suscitent dans les pages du *Populaire* autant de commentaires que le siège de Madrid en novembre et décembre 1936. La prise de la ville par les républicains à la fin de décembre 1937 prouve, selon le quotidien, l'incroyable métamorphose de l'armée républicaine, créée de toutes pièces à partir de milices indisciplinées, et constitue un puissant indice que le temps travaille désormais pour les républicains, à condition que l'Allemagne et l'Italie n'interviennent pas de façon massive pour sauver Franco<sup>224</sup>. André Leroux, pour qui la réplique des puissances fascistes à la prise de Teruel par les républicains ne fait aucun doute, voit même dans la situation créée par la bataille de Teruel le début d'une nouvelle phase de l'intervention du fascisme italien en Espagne et un tournant décisif de la politique de non-intervention<sup>225</sup>. Les bombardements de Barcelone et de Valence par l'aviation italienne et la reprise de la piraterie en Méditerranée en janvier 1938 ne font que conforter le chroniqueur de politique étrangère du *Populaire* dans sa conviction que Franco et Mussolini, ne pouvant plus compter sur une victoire militaire à court terme, tentent de briser la résistance

---

<sup>222</sup> Jean-Baptiste Séverac, « Journée nationale de solidarité du 26 décembre », *Le Populaire*, 27 décembre 1937.

<sup>223</sup> Paul Faure, « Pour nos frères d'Espagne », *Le Populaire*, 24 avril 1938.

<sup>224</sup> André Leroux, « Teruel nouvelle étape », *Le Populaire*, 12 janvier 1938.

<sup>225</sup> André Leroux, « Mussolini et l'Espagne », *Le Populaire*, 23 janvier 1938.

républicaine par le blocus et par le terrorisme exercé contre la population civile<sup>226</sup>. La reprise de Teruel par Franco en février, que la gauche socialiste attribue, comme les communistes, à l'intensification des fournitures d'armes et de matériel allemands et italiens à Franco, signifie pour *Le Populaire* que désormais il sera impossible de séparer la question des volontaires de celle du matériel de guerre. Le problème de la non-intervention se pose donc dorénavant pour le quotidien dans les termes suivants : ou l'on obtient le retrait total de l'Italie et de l'Allemagne d'Espagne, retrait des troupes, des avions et du matériel, ou le gouvernement de Barcelone doit pouvoir se procurer librement ce dont il a besoin pour se défendre contre la triplice Allemagne-Italie-Franco<sup>227</sup>. *Le Populaire*, s'il fait preuve d'une nouvelle fermeté au niveau des principes, ne précise toutefois pas par quels moyens ce retrait devra être obtenu, ni dans quel délai, ce qui a pour résultat de laisser toute latitude au Comité de non-intervention pour laisser encore une fois traîner en longueur les négociations.

Contrairement aux communistes qui espèrent que l'horreur des bombardements va enfin inciter les démocraties à se porter au secours de la République espagnole et aux inconditionnels de la non-intervention qui souhaitent que cette barbarie dégoûte à tout jamais le monde de la guerre, l'essentiel des articles du *Populaire* sur les bombardements de populations civiles porte sur la nécessité d'humaniser la guerre ou, comme l'écrit André Leroux, « d'enchaîner le monstre de la guerre de façon à ne pas lui laisser dépasser la zone du front et à lui soustraire les populations non-combattantes »<sup>228</sup>. La seule façon d'humaniser la guerre, selon le quotidien, est par une action concertée des grandes démocraties, d'où sa satisfaction à l'égard des initiatives conjuguées de la France et de l'Angleterre auprès des deux parties en conflit et du Vatican pour mettre fin aux bombardements de populations civiles.

*Le Populaire*, contrairement à *L'Humanité*, fait peu de cas de l'impact possible de l'Anschluss sur l'évolution de la situation en Espagne. Au sein de la SFIO, seule la Bataille socialiste dénonce l'inertie du gouvernement, qui s'illusionne s'il pense

<sup>226</sup> André Leroux, « Piraterie navale et bombardements aériens en Espagne », *Le Populaire*, 2 février 1938.

<sup>227</sup> André Leroux, « Volontaires et armements en Espagne », *Le Populaire*, 5 mars 1938.

<sup>228</sup> André Leroux, « Enchaîner le monstre de la guerre », *Le Populaire*, 21 janvier 1938.



arrêter la marche en avant du fascisme en Europe centrale et en Espagne en reconnaissant les faits accomplis, en se contentant de protestations platoniques et en ajournant les décisions essentielles et adéquates à la situation<sup>229</sup>. Pour Jean Zyromski, il n'est désormais plus suffisant de réclamer le droit pour l'Espagne de se procurer librement des armes et d'exiger l'ouverture de la frontière, il faut occuper Minorque et le Maroc espagnol, renforcer la couverture française sur les Pyrénées et donner à l'armée républicaine toutes les formes de soutien et d'appui que nécessite la nouvelle situation stratégique. Jean Zyromski, qui n'ignore pas que ses demandes, qui vont au-delà de ce que réclame la gauche communiste elle-même, le feront taxer de bellicisme, réaffirme son intime conviction que, quoiqu'en pense une fraction importante des socialistes, la guerre est déjà là et que ce n'est pas demain, quand on aura laissé s'établir dans tous ses détails le mécanisme de l'assaut final, qu'on pourra l'arrêter<sup>230</sup>.

Les pourparlers qui préludent à l'accord anglo-italien d'avril 1938, s'ils ne sont pas pour *Le Populaire* mauvais en principe, sont dangereux en pratique par les illusions qui les inspirent et qu'ils contribuent à entretenir, à savoir que, suite aux événements d'Autriche, il sera plus facile d'éloigner Mussolini de Hitler et que les intérêts essentiels de la Grande-Bretagne seront sauvegardés du moment qu'il n'y aura pas occupation permanente du territoire espagnol par l'Italie ou par l'Allemagne<sup>231</sup>. La signature de l'accord, moins d'une semaine après la chute du second gouvernement Blum, marque le début d'un changement de ton du quotidien à l'égard du gouvernement conservateur anglais, dont il désapprouve de plus en plus les orientations en politique étrangère. L'accord anglo-italien n'est pour *Le Populaire* qu'une sorte de Gentlemen's Agreement renforcé, appliqué à une série de questions intéressant les deux pays, dont une des conséquences néfastes sera que la comédie du retrait des volontaires sera poursuivie tant que M. Chamberlain et Mussolini n'auront pas atteint leur but politique commun qui est la victoire de Franco<sup>232</sup>. Cette distanciation d'une fraction de la gauche socialiste par rapport aux orientations de politique étrangère du gouvernement Chamberlain, qui s'était

<sup>229</sup> Jean Zyromski, « La liberté d'abord », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 18 mars 1938.

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> André Leroux, « Grande-Bretagne, Italie et Espagne », *Le Populaire*, 24 mars 1938.

<sup>232</sup> André Leroux, « Les accords de Rome et la paix », *Le Populaire*, 17 avril 1938.

déjà manifestée de façon ponctuelle lorsque l'Angleterre, passant outre aux réserves de la France, avait envoyé un agent diplomatique à Burgos en novembre 1937, datait en fait de la démission, en février 1938, d'Anthony Eden, en désaccord avec la politique italienne de Neville Chamberlain. Léon Blum, qui n'était plus membre du gouvernement depuis janvier, était sorti à cette occasion de sa réserve pour signer dans *Le Populaire* un éditorial où il analysait les causes profondes de cette démission, dont la signification ne faisait pour lui aucun doute : la Grande-Bretagne renonçait à la sécurité collective et aux pactes régionaux qui s'y rattachent, à la SDN, à la paix indivisible pour s'entendre avec les États totalitaires<sup>233</sup>.

Durant cette période, des voix discordantes recommencent à se faire entendre dans *Le Populaire*, notamment celles de Bracke et de Louis Lévy, qui ne partagent plus depuis longtemps les idées de Léon Blum au sujet de la non-intervention mais qui sont plus réticents qu'un Jean Zyromski à exprimer ouvertement leur désaccord. Pour Louis Lévy, qui estime que la France a consenti des concessions fâcheuses au gouvernement conservateur anglais sur la belligérance et qu'elle n'a pas encore eu le courage de rendre au gouvernement régulier de l'Espagne républicaine son droit légitime de s'approvisionner en armes et en matériel, les ministres socialistes au sein du gouvernement Chautemps ne sont pas à blâmer pour ces défaillances car ils ont agi de leur mieux pour défendre les conceptions du Parti. Le rôle des militants consiste, selon lui, à réclamer, lors du prochain Conseil national du Parti, l'application de la motion de Marseille, non pour gêner les ministres socialistes mais, au contraire, pour les aider à persévérer dans la tâche qu'ils ont déjà entreprise et qu'ils n'ont pu mener à bien<sup>234</sup>. Bracke de son côté juge que, peu importe les décisions prises dans le passé, il est maintenant impossible de prolonger cette négation du droit qu'est la politique de non-intervention sans que l'Europe démocratique soit elle-même menacée dans sa liberté<sup>235</sup>. Il faut donc qu'aux vivres, aux ambulances et aux remèdes s'ajoute ce qui permet à un pays de se défendre quand il est attaqué et cela ne sera possible que si les socialistes le

<sup>233</sup> Léon Blum, « Article sans titre », *Le Populaire*, 28 février 1938.

<sup>234</sup> Louis Lévy, « Le Conseil national et la motion de Marseille sur l'Espagne », *Tribune du Parti, Le Populaire*, 5 novembre 1937.

<sup>235</sup> Bracke (A.-M. Desrousseaux), « Ce que dit l'Espagne républicaine », *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> mars 1938.

font comprendre à tous par la presse, par la parole et par l'exemple, car si le pays l'entend, les gouvernants l'entendront<sup>236</sup>.

La seule variation perceptible dans l'attitude des zyromskistes face au conflit espagnol, de la chute du front du Nord jusqu'à l'Anschluss, n'est pas tant sur le fond que dans l'intensité de leurs appels à agir. Jean Zyromski, qui se refuse désormais à être le complice d'une politique qui continue et qui compromet les intérêts de la paix, de la démocratie, du socialisme, de la France et de l'Internationale, croit plus que jamais qu'il faut d'urgence ouvrir massivement et complètement la frontière et assurer la liberté de commerce totale pour l'Espagne républicaine, à défaut de quoi la rapide extension du péril fasciste mènera le monde au désastre<sup>237</sup>. L'Anschluss, comme nous l'avons déjà vu, marque le début d'une phase de radicalisation des zyromskistes qui réclament désormais non seulement le rétablissement de la liberté commerciale pour l'Espagne, l'ouverture complète de la frontière du côté républicain et sa fermeture rigoureuse du côté franquiste mais l'occupation de positions stratégiques dans la Méditerranée et au Maroc et l'approvisionnement de l'armée espagnole en armes et en munitions, comme s'il s'agissait de l'armée française<sup>238</sup>.

Si Marceau Pivert cesse de dénoncer l'influence grandissante des communistes sur le gouvernement espagnol dans la Tribune du Parti du *Populaire*, d'autres ex-membres de la Gauche révolutionnaire prennent la relève. Michel Collinet, qui avait prôné depuis le début la liberté de commerce pour l'Espagne républicaine pour que le prolétariat puisse se procurer des armes, voit dans l'évolution de la situation en Espagne l'affrontement de deux politiques : celle incarnée par les partis bourgeois, le Parti communiste espagnol et la tendance modérée du Parti socialiste espagnol qui, soutenue par l'URSS, sacrifie les conquêtes prolétariennes dans l'espoir d'un appui hypothétique des démocraties capitalistes, et celle incarnée par la gauche du Parti socialiste, le POUM, les anarchistes et les syndicalistes, qui voit dans l'approfondissement et la consolidation de la révolution le ressort de la victoire. Il ne fait

---

<sup>236</sup> Bracke, « Pour eux, pour nous, pour tous », *Le Populaire*, 18 avril 1938.

<sup>237</sup> Jean Zyromski, « Ouvrez la frontière », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 4 novembre 1937.

<sup>238</sup> Jean Zyromski, « Espagne S.O.S. », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 2 avril 1938.

aucun doute pour Michel Collinet que le seul responsable des dissensions à l'origine de la rupture de l'unité du front antifasciste espagnol est le Parti communiste qui n'hésite pas à user de l'influence que lui confère l'appui matériel de l'URSS aux républicains pour faire prévaloir ses conceptions<sup>239</sup>.

Cette période de la guerre d'Espagne est particulièrement intéressante du point de vue de notre problématique car plusieurs événements, directement ou indirectement reliés au conflit espagnol, auraient pu permettre à la gauche socialiste de reconsidérer sa position vis-à-vis de la guerre d'Espagne : la démission d'Antony Eden, l'Anschluss et la situation critique des républicains au printemps 1938. Mis à part le durcissement de la position des zyromskistes suite à l'Anschluss et le fait que des socialistes aussi influents que Bracke osent enfin dénoncer publiquement la politique de non-intervention, l'attitude de la majorité des socialistes est toutefois demeurée ce qu'elle avait toujours été depuis le début de la guerre d'Espagne : souhaiter la victoire des républicains espagnols, par solidarité prolétarienne, par attachement à la démocratie, par esprit de justice, ne rien faire concrètement pour assurer cette victoire, par pacifisme, et s'investir dans les initiatives à caractère humanitaire, par humanisme, seule valeur socialiste compatible avec le pacifisme tel que le conçoivent encore la majorité des socialistes.

### C) Retrait des volontaires et droits de belligérance, projets de médiation et non-intervention relâchée

Alors que les républicains, encore sous le choc de la progression rapide des nationalistes en Aragon, se préparent à un assaut contre la capitale catalane, Franco, au grand dam de l'Allemagne et de l'Italie, décide plutôt de poursuivre son offensive vers le sud en direction de Valence. L'armée républicaine, à qui l'ouverture partielle de la frontière française depuis quelques mois a permis de se réapprovisionner en matériel russe, offre toutefois une résistance inattendue qui, si elle retarde l'avance des nationalistes, ne peut les empêcher d'atteindre les abords de Valence au milieu de juillet.

---

<sup>239</sup> Michel Collinet et A. Weil-Curiel, « Où va le prolétariat espagnol? », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 11 novembre 1937.

Le gouvernement espagnol, qui ne peut pour des raisons politiques se permettre de perdre la troisième ville du pays, se résout à la fin de juillet, malgré les fâcheux précédents de Belchite, de Brunete et de Teruel, à une nouvelle offensive de diversion le long de l'Èbre, au nord du corridor nationaliste coupant l'Espagne républicaine en deux.

En France, un gouvernement Daladier plus orienté à droite, que soutiennent mais auquel ne participent ni les socialistes ni les communistes, a succédé le 10 avril au second gouvernement Blum. Le changement le plus significatif par rapport au gouvernement précédent, en ce qui a trait à la question espagnole, est le remplacement au ministère des Affaires étrangères du républicain-socialiste Joseph Paul-Boncour par le radical Georges Bonnet, changement souhaité par le gouvernement conservateur anglais qui désapprouvait l'attitude, jugée trop favorable aux républicains espagnols, de Paul-Boncour et sa méfiance à l'égard de l'Italie. Georges Bonnet, contrairement à son prédécesseur, est partisan d'un rapprochement avec l'Allemagne et avec l'Italie et est très réticent face à un resserrement des liens entre la France et l'URSS.

À Genève pendant ce temps, un nouvel appel du gouvernement espagnol à la SDN pour qu'elle donne suite à sa résolution de l'automne précédent, qui envisageait l'éventualité de mettre fin à la politique de non-intervention si les combattants non espagnols n'étaient pas retirés dans un bref délai, s'est soldé par un échec. Pendant qu'Alvarez del Vayo, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Negrin, fait de vains efforts pour alerter l'opinion internationale, l'aviation italienne au service de Franco intensifie ses bombardements de villes ouvertes et de navires soupçonnés de ravitailler les républicains et le Comité de non-intervention poursuit ses interminables discussions sur le retrait des volontaires. Une version modifiée du plan britannique du 14 juillet 1937, qui prévoit la reprise du contrôle international à la frontière des Pyrénées dès que commencera le recensement des effectifs étrangers en Espagne, est encore à l'étude à Londres lorsque le gouvernement Daladier, vraisemblablement suite à des pressions anglaises, décide le 13 juin de fermer la frontière franco-espagnole sans attendre le retour des contrôleurs internationaux. Le nouveau plan britannique est finalement adopté à la fin de juin par les membres du Comité de non-intervention et

soumis au gouvernement espagnol, qui l'accepte rapidement malgré quelques réserves, et à Franco, qui se contente de réponses dilatoires équivalant en fait à un refus.

#### a) La gauche communiste

Le nouvel échec de l'Espagne à la SDN suscite très peu de commentaires de la part de *L'Humanité* en partie parce que, lors de la même session, l'organisme genevois, au grand dam de la gauche communiste, a laissé ses membres libres de reconnaître ou non la conquête italienne de l'Éthiopie. Dans son bilan de la session de la SDN qui s'achève, Gabriel Péri critique durement la France et la Grande-Bretagne qui ont tout sacrifié au souci d'être agréables à Mussolini qui, en guise de récompense, multiplie les insultes et les provocations<sup>240</sup>. Face à l'inertie du Comité de non-intervention et à l'impuissance de la SDN, la stratégie de la gauche communiste pour obtenir l'abandon de la politique de non-intervention se résume plus que jamais à forcer le gouvernement français à se dissocier de la politique espagnole de l'Angleterre, en amenant les masses laborieuses à faire pression sur leurs dirigeants.

Contrairement à la gauche socialiste qui dénonce avec force la reprise des bombardements de villes espagnoles par l'aviation italienne, *L'Humanité* accorde beaucoup plus d'importance à ses incursions en territoire français, dont certaines pour bombarder les voies de communication entre le sud de la France et la Catalogne. L'insistance du quotidien communiste à mettre en évidence ces violations de l'intégrité territoriale française lui permet de jouer sur un nouveau tableau : l'honneur de la France. Gabriel Péri, dans une envolée plus digne de l'Action française que de l'organe officiel du Parti communiste, va même jusqu'à interpeler d'un « Jusqu'à quand laissera-t-on ainsi bafouer la France? » les « fascistes » français, qui prétendent que ce sont soit des erreurs, soit un plan machiavélique des rouges pour déclencher un incident international, et le gouvernement, qui se contente de protestations à Burgos et à Salamanque et de mesures techniques de défense à la frontière des Pyrénées<sup>241</sup>. Pour *L'Humanité*, les raids de

<sup>240</sup> Gabriel Péri, « Aux flagorneries des démocraties Mussolini répond par des insolences », *L'Humanité*, 16 mai 1938.

<sup>241</sup> Gabriel Péri, « Protéger la France en ne cédant pas aux pirates fascistes », *L'Humanité*, 10 juin 1938.

l'aviation italienne ont pour unique but de forcer la France à fermer sa frontière et la seule façon d'y répondre est de rétablir le droit en faveur de l'Espagne<sup>242</sup>.

La gauche communiste, qui avait toujours farouchement nié les fausses rumeurs de la presse fasciste à l'effet que la France passerait des armes aux républicains, ne peut croire dans un premier temps que le gouvernement Daladier ait osé, de son propre chef, fermer hermétiquement la frontière française. La confirmation de « cette infamie » par Pierre-Étienne Flandin devant la Commission des Affaires étrangères suscite l'indignation des communistes, *L'Humanité* y voyant un nouvel exemple de l'asservissement de la France à la Grande-Bretagne, puisqu'il ne fait aucun doute pour le quotidien que c'est Londres qui a imposé cette décision à la France dans le but d'accélérer la mise en application de l'accord anglo-italien. Le quotidien, qui ne cessera dès lors de réclamer l'abrogation de cette mesure inique, accueille comme un pis-aller l'accord intervenu au Comité de non-intervention sur le plan britannique révisé car, alors que la décision de la France de fermer sa frontière avait créé une situation unilatérale, le plan de Londres prévoit au moins que le contrôle international sur les Pyrénées n'entrera en vigueur que lorsque les nationalistes et les républicains y auront adhéré et que la commission de recensement sera sur le point de débiter ses travaux<sup>243</sup>.

La campagne en faveur d'une médiation en Espagne se heurte à la vive opposition de la gauche communiste qui n'y voit qu'une nouvelle astuce pour prolonger les hypocrisies du Comité de non-intervention puisque, dans l'esprit de ceux qui favorisent cette solution, un armistice devrait précéder la médiation, armistice dont Franco profiterait pour faire venir de nouveaux renforts au vu et au su du Comité de non-intervention qui continuerait à ne rien voir et à ne rien entendre<sup>244</sup>. La question de la médiation est d'ailleurs à l'origine, à l'été 1938, d'une nouvelle polémique entre *L'Humanité* et *Le Populaire*, le quotidien communiste reprochant à Léon Blum, qui a repris la direction politique du *Populaire*, d'avoir osé écrire qu'il espérait la victoire des républicains et non qu'il en était convaincu. Pour *L'Humanité*, qui veut bien croire qu'il

<sup>242</sup> Gabriel Péri, « Il n'est plus possible de se contenter d'une simple protestation car on ne sauve pas la démocratie par la lâcheté », *L'Humanité*, 7 juin 1938.

<sup>243</sup> Gabriel Péri, « À genoux devant le fascisme ! », *L'Humanité*, 23 juin 1938.

<sup>244</sup> Jacques Duclos, « Ce qui fait le jeu de Franco : la médiation », *L'Humanité*, 21 août 1938.

ne s'agit là que d'une erreur de plume, « on aurait attendu autre chose de la part du camarade Blum sur qui pèse la responsabilité de la non-intervention, cette politique qui est à l'origine des échecs passagers des républicains qu'elle privait de leurs moyens de défense au moment où Hitler et Mussolini intervenaient successivement en faveur des rebelles »<sup>245</sup>.

Le discours d'André Marty à la Fête de L'Humanité, le 5 septembre, alors que la crise des Sudètes monopolise l'attention des journaux, résume bien la position de la gauche communiste à l'égard du conflit espagnol à la veille des accords de Munich. Pour l'organisateur des Brigades internationales, plus la victoire de la République espagnole tarde, plus le monde risque d'être entraîné dans une guerre effroyable, car la lâcheté envers la démocratie espagnole encourage la lâcheté à l'égard de la démocratie tchèque. Les seuls moyens, selon André Marty, d'aider à la victoire rapide de la République espagnole sont de rétablir en sa faveur les règles du droit international qui n'auraient jamais dû lui être retirées sous le nom hypocrite de non-intervention, de cesser les tentatives de médiation qui n'ont pour but que d'essayer de sauver Hitler et Mussolini du désastre et de multiplier l'aide généreuse à son endroit<sup>246</sup>.

#### b) La gauche socialiste

*Le Populaire* présente à partir de la fin de juin 1938 une unité de façade qui contraste avec ses prises de position parfois contradictoires depuis le début de la guerre d'Espagne. Ce changement est dû à la fois à la suppression de la Tribune du Parti, à la scission des pivertistes qui quittent la SFIO pour former le Parti socialiste ouvrier et paysan et au retour de Léon Blum à la direction politique du quotidien.

Le 35<sup>e</sup> Congrès national du Parti socialiste, qui se tient à Royan du 4 au 7 juin 1938, permet une nouvelle fois aux militants de confronter leurs points de vue au sujet de la guerre d'Espagne. Ce Congrès est particulièrement intéressant à deux points de vue : le Parti socialiste a refusé sa participation au gouvernement Daladier formé en avril 1938,

<sup>245</sup> Jacques Duclos, « Article sans titre », *L'Humanité*, 3 août 1938.

<sup>246</sup> André Marty, discours à la Fête de L'Humanité tenue à Garches le 4 septembre 1938, *L'Humanité*, 6 septembre 1938.



ce qui donne plus de liberté aux militants pour critiquer l'action gouvernementale, et l'étau hitlérien se resserre autour de la Tchécoslovaquie, ravivant les craintes de ceux qui, parmi les socialistes, craignent une fascisation de l'Europe. Les interventions au Congrès des porte-parole des diverses tendances, relayées par *Le Populaire*, permettent, ce qui n'est pas toujours le cas des articles du quotidien, d'aller au-delà des réactions à chaud sur des événements précis. Louis L'Hévéder, porte-parole des paul-fauristes, y reprend les thèmes chers à cette tendance : pacifisme, refus des guerres idéologiques, révision des traités issus de Versailles et méfiance à l'égard des communistes. Le député du Morbihan, qui juge trop simplistes les vues de ceux qui expliquent la situation internationale uniquement par le fascisme, se dit convaincu que les questions d'Espagne et de Tchécoslovaquie ne pourront être résolues que par un règlement de tous les problèmes territoriaux posés par le traité de Versailles. Il tente également de réfuter les arguments de ceux qui veulent entraîner le Parti dans une guerre idéologique initiée par le Parti communiste, plus préoccupé de déclencher par ses slogans des mouvements mécaniques que de susciter une véritable réflexion<sup>247</sup>.

Jean Zyromski, porte-parole de la Bataille socialiste, centre son intervention au Congrès sur ce qui est devenu pour son courant une véritable obsession : comment enrayer l'avance du fascisme international. Le seul moyen d'y arriver, selon lui, est de créer un bloc des démocraties capable d'établir un rapport de force avec le bloc des puissances fascistes, à défaut de quoi la perte des bases stratégiques de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie aura comme ultime conséquence que l'Europe entière devra plier sous le joug du fascisme international. Contrairement à ceux dans le Parti qui ont choisi de tout miser sur l'alliance franco-anglaise, Jean Zyromski croit que c'est le renforcement du pacte franco-soviétique qui est la condition essentielle du maintien de la force des États démocratiques et que les campagnes de dénigrement à l'endroit des communistes ne servent qu'à faire le jeu des fascistes, à l'intérieur comme à l'extérieur<sup>248</sup>.

---

<sup>247</sup> Louis L'Hévéder, intervention au Congrès national du Parti socialiste tenu à Royan du 4 au 7 juin 1938, *Le Populaire*, 6 juin 1938.

<sup>248</sup> Jean Zyromski, intervention au Congrès national du Parti socialiste tenu à Royan du 4 au 7 juin 1938, *Le Populaire* 6 juin 1938.

Maucond'huy, un des porte-parole des pivertistes, fait, contrairement à ceux qui se sont exprimés avant lui, une nette distinction entre les situations espagnole et tchèque, à partir de ce qui constitue la pierre angulaire de ce courant : la lutte des classes. Si l'aide à la République espagnole à tendance socialiste, donc axée sur une politique de classe, est un devoir pour des socialistes, il ne saurait par contre être question pour les pivertistes de risquer une guerre pour la Tchécoslovaquie qui, loin d'être socialiste, est un bastion du capitalisme qui ne suscite les convoitises des puissances impérialistes que parce qu'elle est sur la route du pétrole<sup>249</sup>.

La portion du discours de clôture de Léon Blum qui porte sur la guerre d'Espagne donne la nette impression qu'il s'éloigne peu à peu des paul-fauristes pour se rapprocher de la Bataille socialiste. Après s'être porté encore une fois à la défense du principe de la politique de non-intervention, dont il avoue qu'il serait toujours partisan si elle était possible, Léon Blum admet publiquement pour la première fois ne plus y croire. Le chef du Parti socialiste, ovationné par les militants lorsqu'il reconnaît que la cruelle duperie dont fait les frais la République espagnole a assez duré et que la France doit reprendre sa liberté, se garde toutefois de préciser ce qu'il entend exactement par « reprendre sa liberté ». Là où Léon Blum est par contre plus clair, c'est dans l'analyse qu'il fait du phénomène du fascisme, qui montre à quel point sa pensée a évolué depuis le début de la guerre d'Espagne. Il faut maintenant, dit-il, faire face aux réalités, admettre que la révision des traités ne pourra suffire à satisfaire l'appétit des puissances fascistes, renoncer à croire, qu'au prix de quelques concessions, il sera possible de séparer l'Italie de l'Allemagne et se faire à l'idée, si pénible soit-elle, qu'il faut parfois courir le risque d'une guerre pour sauver la paix. Dans ce nouveau contexte, la tâche la plus importante qui incombe à la France, selon le chef du Parti socialiste, est de travailler au rapprochement de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique comme cela avait été le cas avant 1914<sup>250</sup>.

---

<sup>249</sup> Maucond'Huy, intervention au Congrès du Parti socialiste tenu à Royan du 4 au 7 juin 1938, *Le Populaire*, 6 juin 1938.

<sup>250</sup> Léon Blum, discours au Congrès du Parti socialiste tenu à Royan du 4 au 7 juin 1938, *Le Populaire*, 8 juin 1938.

La démission du second gouvernement Blum en avril marque le début d'une nouvelle étape où la gauche socialiste semble peu à peu prendre ses distances par rapport à certaines positions gouvernementales qu'elle désapprouve. La décision de fermer la frontière des Pyrénées au milieu de juin est ainsi l'objet d'une vive réprobation de la part du groupe socialiste. Léon Blum, qui a repris ses activités au *Populaire*, y fait à cette occasion le bilan de la politique de non-intervention dans trois éditoriaux-fleuve où il dénonce la fermeture de la frontière et où il prend publiquement position en faveur de la non-intervention relâchée. Le chef du Parti socialiste reconnaît qu'aussi longtemps que la France a conservé l'espoir, si ténu soit-il, que la politique de non-intervention pourrait empêcher les puissances fascistes d'approvisionner en hommes et en matériel les rebelles, elle a rempli scrupuleusement les obligations qu'elle avait contractées mais, qu'à partir du moment où il est devenu évident que les efforts déployés pour arrêter l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie n'aboutiraient pas, elle a cessé de se sentir liée par des engagements que les puissances fascistes n'avaient jamais respectés.

Le gouvernement, qui ne pouvait envisager de continuer à être le seul à appliquer les accords de non-intervention dans toute leur rigueur, se retrouvait alors face à cette alternative : ou il dénonçait purement et simplement la politique de non-intervention et la France reprenait sa liberté d'action, ou il ne la dénonçait pas mais se désintéressait dans les faits de son application. Le gouvernement Chautemps n'avait pas cru bon alors d'opter pour le premier terme de l'alternative et ce pour plusieurs raisons : il n'avait pas voulu accuser une divergence de vues ou de conduite avec l'Angleterre alors que l'entente anglo-française demeurait la condition primordiale de la paix européenne, il avait tenu compte des malheureuses divisions françaises, il avait craint de porter le coup de grâce à une convention internationale qui possède malgré tout une certaine vertu pacificatrice et il avait eu le souci de ne pas entraver la conclusion de l'accord anglo-italien auquel le gouvernement anglais accorde, à tort ou à raison, une grande importance<sup>251</sup>. Le gouvernement avait donc, pour toutes ces raisons, opté pour le second terme de l'alternative, ce qui signifiait en pratique que les agents du contrôle

---

<sup>251</sup> Léon Blum, « Petite histoire de la non-intervention », *Le Populaire*, 24 juin 1938.

international ne seraient pas remplacés par des douaniers et des gendarmes français et que le transit à travers la France des armes destinées aux républicains en serait facilité<sup>252</sup>. Léon Blum juge donc inacceptable, au terme de cette longue analyse, que le gouvernement Daladier revienne aujourd'hui sur cette décision du gouvernement Chautemps alors que rien dans les faits ne le justifie et que la seule alternative possible demeure : ou dénonciation en droit, ou relâchement en fait.

Cette prise de position publique de Léon Blum en faveur de la non-intervention relâchée a le mérite de mettre clairement en évidence le fossé qui sépare la position de la gauche communiste, qui réclame à la fois la liberté de commerce pour l'Espagne républicaine et l'ouverture de la frontière des Pyrénées, et la position officielle de la gauche socialiste, qui réclame l'ouverture de la frontière mais s'oppose à ce que la France dénonce la politique de non-intervention et vende des armes à la République espagnole. Jean Zyromski, qui exprime pour la dernière fois son opinion dans la Tribune du Parti du *Populaire*, partage de son côté l'indignation des communistes face à un gouvernement démocratique à influence socialiste et syndicale dominante qui, au lieu de rétablir la liberté commerciale totale pour l'Espagne républicaine, revient au contraire sur la liberté partielle de transit « qui fonctionnait depuis quelques semaines »<sup>253</sup>.

L'adoption à l'unanimité du plan britannique révisé par les membres du Comité de non-intervention donne l'occasion au *Populaire* de plaider à nouveau en faveur de la non-intervention relâchée. Le plan n'est, selon Léon Blum, que le résultat prévisible des concessions progressives de l'Angleterre à Mussolini puisque, dans le cadre de ce plan, le rétablissement du contrôle terrestre doit précéder le retrait des combattants non espagnols, le contrôle maritime reste insuffisant et le contrôle aérien fait totalement défaut. Ce plan, tout imparfait qu'il soit, n'a de plus, selon le chef socialiste, aucune chance de passer de l'étape de l'adoption à celle de l'exécution si le retrait des combattants étrangers n'est plus assorti d'aucun moyen de pression, c'est-à-dire si la menace de supprimer le contrôle international en cas d'échec du système d'évacuation

---

<sup>252</sup> Léon Blum, « L'alternative », *Le Populaire*, 25 juin 1938.

<sup>253</sup> Jean Zyromski, « Un nouvel attentat contre la République espagnole et contre la sécurité française », Tribune du Parti, *Le Populaire*, 21 juin 1938.

des volontaires n'a plus aucune signification parce que le contrôle français se substituera alors au contrôle international, procurant à Franco et à Mussolini des avantages identiques. La non-intervention relâchée est donc, pour Léon Blum, à la base même du plan de Londres et, si on la retire, le plan s'écroule de lui-même car avec une non-intervention absolue, équivalent au contrôle international, le plan n'a plus de raison d'être<sup>254</sup>.

Une large fraction de la gauche socialiste, dont son chef, est, contrairement à la gauche communiste, pour une médiation en Espagne. Léon Blum, qui se dit très conscient que sa prise de position blessera sans doute ses amis d'Espagne et certains de ses amis français, parce qu'eux ne pensent qu'à la victoire alors que lui ne pense qu'à la paix, les invite à s'interroger sur ce que donnerait de plus à la République espagnole une victoire encore incertaine et sur les raisons permettant de justifier de prolonger le massacre alors qu'on peut le faire cesser tout en préservant l'indépendance et la liberté de l'Espagne<sup>255</sup>. Une médiation n'est toutefois souhaitable, selon Léon Blum, qu'à certaines conditions, dont celle de revenir auparavant à la non-intervention relâchée car toute tentative de médiation serait au départ vouée à l'échec si la France et l'Angleterre ne manifestaient pas un minimum d'impartialité en rétablissant entre les forces en présence un minimum d'égalité. Léon Blum ne cessera dès lors de réaffirmer dans *Le Populaire* ce qui est désormais pour lui une évidence : pas de médiation sans retrait des volontaires, pas de retrait des volontaires sans armistice, pas d'armistice sans collaboration sincère des rebelles, pas de collaboration tant que le statu quo reste plus avantageux pour eux que l'application du plan de Londres<sup>256</sup>.

Le refus de participation des socialistes au gouvernement Daladier et la fermeture de la frontière au transit des armes vers l'Espagne permettent, en redonnant à la gauche socialiste une plus grande liberté de parole, de clarifier la position de la SFIO par rapport à la guerre d'Espagne. Cette position consiste, d'un côté, à refuser de dénoncer la politique de non-intervention, de peur qu'une telle initiative ne précipite le

---

<sup>254</sup> Léon Blum, « Preuve par l'absurde », *Le Populaire*, 12 juillet 1938.

<sup>255</sup> Léon Blum, « Une médiation est-elle possible? », *Le Populaire*, 12 août 1938.

<sup>256</sup> Léon Blum, « Conditions et conséquences du retrait des volontaires », *Le Populaire*, 11 août 1938.

déclenchement d'un conflit à l'échelle européenne, et, de l'autre, à réclamer le rétablissement de la non-intervention relâchée, de façon à rétablir un semblant d'équilibre entre les nationalistes et les républicains. L'objectif de Léon Blum et de ceux, nombreux chez les socialistes, qui partagent son point de vue, n'a en fait pas fondamentalement varié depuis deux ans. Il est d'abord de préserver la paix et ensuite d'aider, dans la mesure du possible, l'Espagne républicaine, par solidarité prolétarienne, par esprit de justice et par attachement à la démocratie. Si l'objectif de Léon Blum est toujours resté le même, la stratégie qu'il a préconisée pour soutenir la cause républicaine s'est par contre modifiée au fil du temps pour tenir compte de l'évolution de la situation, passant de la non-intervention, à la non-intervention contrôlée, puis à la non-intervention relâchée. La prise de position de Léon Blum en faveur d'une médiation en Espagne, alors qu'à l'exception des paul-fauristes toute la gauche socialiste s'y était jusque-là opposée, est une claire indication qu'une large fraction des socialistes, désormais convaincue que la France n'obtiendra jamais l'appui de la Grande-Bretagne pour une politique plus ferme dans la question espagnole, a renoncé à essayer de sauver à la fois la paix et la République espagnole, et se contente d'essayer d'aider comme elle le peut les républicains à préserver ce qui peut encore l'être.

## CHAPITRE IV . LA GAUCHE À LA CROISÉE DES CHEMINS : FERMETÉ FACE AU FASCISME OU NOUVEAU MUNICH ESPAGNOL?

### A) La crise européenne et la République espagnole

La crise tchécoslovaque, qui aboutit à la signature des accords de Munich fin septembre 1938, relègue à l'arrière-plan la décision du gouvernement Negrin de retirer unilatéralement, sous contrôle de la SDN, tous les combattants non espagnols dans les rangs républicains. Pendant ce temps sur le terrain, la bataille de l'Èbre prend un tour familier aux observateurs de la scène espagnole : une rapide offensive victorieuse des républicains suivie d'une lente contre-offensive des nationalistes qui reprennent peu à peu le terrain perdu. Cette bataille, qui se traduit par d'importantes pertes en hommes et en matériel dans les deux camps, est particulièrement dévastatrice pour les républicains qui ne peuvent compter sur l'apport régulier de nouveau matériel, en raison de la fermeture de la frontière française, alors que Franco vient de négocier une augmentation de l'aide allemande en échange de l'assouplissement des règles de propriété étrangère des mines espagnoles. Dans le climat de suspicion qu'alimente chaque revers républicain s'ouvre enfin en octobre le procès des « traîtres » poumistes arrêtés en mai 1937. Ce procès, qui suscite beaucoup d'intérêt à gauche en France, se conclut par la condamnation à des peines d'emprisonnement de la plupart des accusés.

Mussolini, dans le but d'accélérer la mise en vigueur de l'accord anglo-italien signé en avril, propose en octobre de rapatrier 10 000 soldats italiens ayant plus de 18 mois de service en Espagne. Le gouvernement anglais, à qui cette apparente preuve de bonne volonté donne plus de latitude pour modifier sa position face à l'application de l'accord, consent finalement à sa mise en vigueur le 16 novembre, même si les conditions préalables imposées à l'Italie dans le cadre des discussions bilatérales qui ont précédées sa signature ne sont pas remplies. Mussolini, que chaque concession de la part des démocraties encourage à en demander plus, revendique alors des droits sur la Corse et la Tunisie, ce à quoi le gouvernement français, soutenu exceptionnellement autant par la droite que par la gauche, oppose une fin catégorique de non-recevoir.

Les nationalistes, encouragés par leurs succès dans la vallée de l'Èbre, décident alors de porter un grand coup et de passer à l'offensive en Catalogne avant que

le camp adverse n'ait eu le temps de se ressaisir. L'opération, lancée à la veille de Noël 1938, n'est en fait qu'une longue marche des troupes nationalistes en direction de Barcelone qui tombe, sans opposer de véritable résistance, à la fin de janvier 1939. Pendant que les nationalistes poursuivent leur avance dans le Nord de la Catalogne, des centaines de milliers de réfugiés, qui craignent d'être victimes de représailles de la part des vainqueurs, se ruent vers la frontière française, bientôt suivis par l'armée républicaine en déroute.

#### a) La gauche communiste

Les accords de Munich sont un point tournant dans la stratégie mise de l'avant par les communistes depuis 1933. À l'automne 1938, Dimitrov, au nom de la Troisième Internationale, prend ouvertement ses distances par rapport à la politique de rapprochement entre l'URSS et les démocraties occidentales, politique qui avait été jusque-là au cœur de la stratégie anti-nazie de l'URSS. Pour le secrétaire général de l'Internationale communiste, les accords de Munich sont une éclatante manifestation de la politique d'entente entre le fascisme allemand et italien, d'une part, et les cliques impérialistes de France et de Grande-Bretagne, d'autre part, contre les intérêts vitaux de leurs propres peuples, contre les nations et les peuples faiblement défendus, contre le mouvement ouvrier international, contre la démocratie et contre la patrie du socialisme<sup>257</sup>. La gauche communiste française consacre, à partir d'octobre 1938, l'essentiel de ses éditoriaux de politique étrangère à l'impact du « pacte à quatre » sur le sort de la République espagnole, sur les relations franco-soviétiques et sur la sécurité de la France, les trois étant pour elle intimement liés. Marcel Cachin, dont les interventions sur le conflit espagnol dans les pages de *L'Humanité* sont plutôt rares, prend la plume à de nombreuses reprises durant cette période charnière pour bien montrer l'importance de ce qui est en jeu. Le pacte à quatre est, selon le directeur du quotidien, l'arme diplomatique du fascisme avoué et de ses complices hypocrites dont le but est de

---

<sup>257</sup> Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste, article paru dans *La Pravda* du 7 novembre 1938 et repris sous le titre « Front unique contre le fascisme » dans *L'Humanité* du 9 novembre 1938.



compléter son œuvre totalitaire en traitant l'Espagne républicaine, la prochaine victime destinée au sacrifice, comme il a traité la Tchécoslovaquie<sup>258</sup>. Marius Magnien, de son côté, alerte le peuple de France contre les manœuvres de Daladier et de Chamberlain, qui sont en train de préparer une nouvelle combinaison ignominieuse contre l'URSS et contre l'Espagne, en collusion avec Hitler et Mussolini<sup>259</sup>. Édouard Daladier et son ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, s'apprêteraient, selon le quotidien communiste, à sacrifier l'Espagne républicaine, à abroger le pacte franco-soviétique et à laisser les mains libres à l'Allemagne nazie à l'Est en échange de la promesse illusoire de Hitler d'une paix d'au moins 25 années avec la France. Ce marché de dupes se conclurait, toujours selon le quotidien, au prix de la sécurité de la France qui, après avoir consenti au sacrifice d'une alliée sûre en Europe centrale, devrait renoncer au pacte défensif qui la lie à l'URSS et se résigner, avec l'installation d'un régime fasciste en Espagne, à ce que sa frontière des Pyrénées soit sous la menace des canons hitlériens et ses communications méditerranéennes sous le contrôle de la marine italienne, réduisant à néant tout son système de protection continental et méditerranéen<sup>260</sup>.

La mise en application de l'accord anglo-italien, alors que l'Italie ne s'est engagée à retirer que 10 000 de ses « éclopés » combattant en Espagne, et les revendications de Mussolini sur la Corse et la Tunisie sont toutes deux interprétées par *L'Humanité* à la lumière de ce que la gauche communiste considère comme un plan bien orchestré des puissances fascistes pour affaiblir le système défensif français. La mise en vigueur de l'accord anglo-italien n'est pour le quotidien, qui se garde bien de faire la distinction entre cet accord, qui n'engage que l'Angleterre et l'Italie, et le plan de Londres, dont tous les États membres du Comité de non-intervention sont parties prenantes, que le premier pas vers l'octroi du droit de belligérance à Franco, qui condamnera l'Espagne républicaine à l'asphyxie et permettra à la marine franquiste, en fait italienne, d'exercer un pouvoir de contrôle absolu sur toutes les communications

---

<sup>258</sup> Marcel Cachin, « Empêchez le crime! », *L'Humanité*, 11 octobre 1938.

<sup>259</sup> Marius Magnien, « Le plan Hitler-Chamberlain-Mussolini », *L'Humanité*, 22 octobre 1938.

<sup>260</sup> Gabriel Péri, « Mis en train par Munich et le discours de Marseille les dictateurs présentent leur catalogue », *L'Humanité*, 30 octobre 1938.

maritimes de la France<sup>261</sup>. Cette nouvelle preuve de la collusion entre le gouvernement anglais et les puissances fascistes donne encore une fois l'occasion à *L'Humanité* de s'en prendre au Premier ministre anglais Neville Chamberlain « qui dirige la politique anglaise au nom d'un clan pronazi »<sup>262</sup> et qui, après avoir pacifié la Tchécoslovaquie, a maintenant entrepris de pacifier l'Espagne et de supprimer la question espagnole qui, à ses yeux, est un danger pour la paix<sup>263</sup>. Quant aux bruyantes revendications de Mussolini sur la Corse et la Tunisie, elles ne sont pour *L'Humanité* qu'un nouveau subterfuge du dictateur fasciste pour obtenir de la France, en échange de leur abandon, satisfaction en Espagne. Le quotidien affirme que le nouvel ambassadeur français en Italie, André François-Poncet, aurait laissé entendre au comte Ciano, le ministre des Affaires étrangères italien, qu'un peu de modération italienne en ce qui concerne la Tunisie rendrait possible un compromis au sujet de l'Espagne. Pour *L'Humanité*, « sacrifier l'Espagne dans le but de sauver le reste, puis constater que le reste est un peu plus menacé du fait de ce sacrifice, voilà à quel abîme de catastrophes a conduit la France le sous-produit du lavalisme dont Daladier a fait un ministre des Affaires étrangères »<sup>264</sup>.

Le procès des poumistes est encore une fois un bon exemple des contorsions intellectuelles dont est capable la gauche communiste pour se sortir d'une situation délicate. Les travailleurs de France approuvent, selon *L'Humanité*, la condamnation des espions trotskistes alliés des fascistes car ils comprennent que la défense de leurs conquêtes sociales et de leurs revendications économiques est intimement liée au problème de la lutte contre le fascisme, donc contre les envahisseurs de l'Espagne et contre leurs agents de la cinquième colonne<sup>265</sup>. Le quotidien, que les questionnements de la gauche socialiste au sujet de l'impartialité du procès irritent au plus haut point, se trouve même dans l'obligation de rappeler à plusieurs reprises que les espions poumistes au service de Franco ont été arrêtés par la police d'un État démocratique non

<sup>261</sup> Gabriel Péri, « Pas de Munich contre la République sœur! », *L'Humanité*, 4 novembre 1938.

<sup>262</sup> Gabriel Péri, « Un crime se prépare », *L'Humanité*, 16 novembre 1938.

<sup>263</sup> Marcel Cachin, « Lors de son voyage à Rome M. Chamberlain va-t-il négocier l'étranglement de l'Espagne? », *L'Humanité*, 15 décembre 1938.

<sup>264</sup> Gabriel Péri, « Les manifestations de Rome préparent un mauvais coup contre la République espagnole », *L'Humanité*, 6 décembre 1938.

<sup>265</sup> Georges Cogniot, « Article sans titre », *L'Humanité*, 28 octobre 1938.

communiste, qu'ils ont été déférés à un tribunal dont la procédure est identique à celle de la justice française et que d'éminentes personnalités françaises, dont les scientifiques Paul Langevin et Jean Perrin, ont témoigné leur confiance dans la justice espagnole<sup>266</sup>.

L'offensive des nationalistes en Catalogne n'est pas tant, selon la gauche communiste, l'œuvre de Franco que celle de Mussolini qui, pour faire progresser son plan général de contrôle de la Méditerranée, compte s'appuyer sur une victoire en Espagne pour exercer une pression décisive sur Chamberlain lors de sa prochaine visite à Rome au milieu de janvier. *L'Humanité*, reprenant l'un des thèmes qu'elle avait abondamment utilisé au début de la guerre d'Espagne, exhorte les Français, pour qui la République espagnole se sacrifie, à prouver concrètement leur esprit de solidarité « à ceux et à celles qui, de l'autre côté des Pyrénées, montrent au monde comment on lutte contre l'ennemi numéro un de l'humanité, le fascisme »<sup>267</sup>. Cet esprit de solidarité doit, selon le quotidien, se manifester à deux niveaux : solidarité politique, en exigeant le retrait des forces étrangères de l'Espagne par l'emploi des moyens de pression dont la France dispose pour exiger ce retrait, et solidarité humaine, en aidant à nourrir, habiller et soigner ceux qui versent leur sang pour la France. *L'Humanité*, après avoir célébré pendant plusieurs semaines l'héroïque résistance des forces républicaines, doit cependant mettre un bémol à ses descriptions enthousiastes lorsque le gouvernement Negrin, au milieu de janvier, déclare la patrie en danger et décrète la mobilisation de tous les hommes valides de Catalogne jusqu'à cinquante ans. Le quotidien ne cessera dès lors de rappeler, de façon de plus en plus alarmiste, les conséquences pour les Français d'une victoire du fascisme international en Catalogne et de multiplier les appels pour l'ouverture de la frontière et la levée de l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne.

Les accords de Munich, qui achèvent de convaincre l'URSS que sa stratégie de rapprochement avec les démocraties occidentales pour lutter contre le fascisme est un échec, accentuent le retour de la gauche communiste vers un discours plus orthodoxe :

<sup>266</sup> « D'éminentes personnalités françaises témoignent de leur confiance dans la justice espagnole », *L'Humanité*, 31 octobre 1938.

<sup>267</sup> Marcel Cachin, « Solidarité accrue au vaillant peuple espagnol », *L'Humanité*, 16 décembre 1938.

les puissances fascistes et les gouvernements des démocraties occidentales complotent contre l'URSS, contre leurs propres peuples, contre la paix, contre la démocratie. Ce sombre constat s'accompagne d'une nouvelle inflexion au niveau de leur argumentaire relatif au conflit espagnol en ce sens que, si les appels au patriotisme sont toujours présents, l'accent est davantage mis sur la nécessaire solidarité des Français avec ceux qui luttent pour la paix et la démocratie, dont l'URSS est la dernière citadelle. Ce retour vers une position plus conforme à son idéologie n'entraîne pourtant aucun changement au niveau des mesures préconisées par la gauche communiste pour sauver la République espagnole, et ce même lorsque la Catalogne est sur le point de tomber : aucune escalade comme les zyromskistes, aucune incitation à la révolution prolétarienne comme l'ex-Gauche révolutionnaire. Cette attitude pour le moins tiède est à mettre en parallèle avec la relative désaffection vis-à-vis de l'Espagne d'une URSS qui commence à chercher ailleurs que dans un rapprochement avec les démocraties occidentales la clé de sa défense.

#### b) La gauche socialiste

Les accords de Munich, s'ils sont le point de départ d'une profonde réflexion sur le pacifisme au sein de la gauche socialiste, n'y suscitent pas la même crainte que chez les communistes, qu'après la Tchécoslovaquie, l'Espagne soit la prochaine victime des conspirateurs du pacte à quatre. Si Léon Blum fait allusion dans *Le Populaire* à « des rumeurs confusément répandues dans l'Europe qu'au règlement de l'affaire tchécoslovaque doit logiquement succéder un règlement de l'affaire espagnole »<sup>268</sup>, il ne partage manifestement pas le point de vue d'un Marcel Cachin, pour qui « le centre et l'axe de l'activité du PCF en cette période de tension internationale, c'est l'Espagne »<sup>269</sup>. Au sein du groupe socialiste, seul Jean Zyromski qui, malgré la suppression de la Tribune du Parti, continue à défendre dans les pages du *Populaire* un point de vue différent de celui de Léon Blum sur la non-intervention, partage l'inquiétude de la

<sup>268</sup> Léon Blum, « Le discours de Negrin », *Le Populaire*, 16 octobre 1938.

<sup>269</sup> Marcel Cachin, « Ne permettez pas un nouveau coup de Munich contre le peuple espagnol », *L'Humanité*, 13 octobre 1938.

gauche communiste au sujet de la menace que font peser sur l'indépendance de la République espagnole les accords de Munich<sup>270</sup>.

La réaction de la gauche socialiste à la mise en application du pacte anglo-italien, alors que l'Italie n'a consenti qu'au retrait de 10 000 volontaires, diffère de celle de la gauche communiste en ce sens qu'elle ne fait pas, comme cette dernière, l'amalgame entre l'accord anglo-italien et le plan de Londres. Pour Léon Blum, les accords anglo-italiens sont une chose, le plan de Londres une autre, ni leur objet, ni les parties contractantes, ni leurs stipulations n'étant les mêmes. La mise en vigueur de l'accord anglo-italien ne change donc rien, pour le chef socialiste, au plan de Londres, si ce n'est que la Grande-Bretagne s'est ainsi privée du seul instrument dont elle disposait pour obliger l'Italie au retrait réel de tous ses volontaires<sup>271</sup>. Le seul devoir du gouvernement français consiste donc, selon Léon Blum, à résister aux pressions diplomatiques qui ne manqueront pas de s'exercer pour lui faire admettre que les conditions fixées par le plan de Londres en juillet 1938 sont remplies, que l'embarquement des « dix mille éclopés de Cadix » équivaut à un retrait substantiel des volontaires étrangers et que, par voie de conséquence, la qualité de belligérant doit être reconnue à Franco<sup>272</sup>.

Les indices qui s'accroissent d'une prochaine grande offensive nationaliste en Catalogne ne suffisent pas à modifier la position de la gauche socialiste : non-intervention relâchée, retrait inconditionnel des combattants étrangers et refus de l'octroi du droit de belligérance à Franco. Seule l'imminence de la chute de Barcelone, « qui obsède jusqu'à l'angoisse le groupe socialiste »<sup>273</sup>, l'oblige à une remise en question qui l'amène à se rapprocher de la gauche communiste. Léon Blum, dans le cadre d'un grand débat de politique étrangère qui se poursuit à la Chambre alors que les nationalistes ne sont qu'à quelques kilomètres de la capitale catalane, définit ainsi la nouvelle orientation du groupe socialiste au sujet de l'Espagne: pas de réciprocité dans l'intervention mais caducité d'accords dont la réciprocité était la condition substantielle, retour au droit

<sup>270</sup> Jean Zyromski, « Il faut sauver l'Espagne », *Le Populaire*, 16 octobre 1938.

<sup>271</sup> Léon Blum, « Ni hésitation, ni équivoque », *Le Populaire*, 22 novembre 1938.

<sup>272</sup> Léon Blum, « La concession impossible », *Le Populaire*, 9 novembre 1938.

<sup>273</sup> Léon Blum, « Les scrutins à la Chambre », *Le Populaire*, 28 janvier 1939.

commun et liberté des échanges commerciaux avec comme unique préoccupation l'intérêt de la France<sup>274</sup>. En termes moins sibyllins et reprenant les trois options envisageables clairement identifiées par le nouveau chroniqueur de politique étrangère du *Populaire*, Pierre Brossolette, à savoir, la réouverture de la frontière, la livraison d'armes françaises à l'Espagne républicaine et l'envoi d'unités combattantes en Espagne, toute une fraction de la gauche socialiste, qui n'avait jusque-là réclamé que la réouverture de la frontière, croit maintenant qu'il est de l'intérêt de la France de vendre des armes à la République espagnole, sans dénoncer pour autant l'accord de non-intervention. Léon Blum, anticipant les critiques de ceux qui l'accuseront de porter ainsi un rude coup à l'amitié franco-anglaise dont il a toujours prétendu qu'elle était essentielle à l'équilibre pacifique de l'Europe, se défend en rappelant que le gouvernement anglais n'a émis aucune protestation lorsque la France a mis en pratique le principe de la non-intervention relâchée et en soutenant qu'il n'est pas impossible pour la France, quoi qu'en pense la droite, d'agir sur l'Angleterre de façon à l'amener à partager ses vues<sup>275</sup>. Un des arguments avancés par le chef du Parti socialiste pour justifier sa nouvelle position montre bien à nouveau toute l'ambiguïté de son attitude face à la lutte contre le fascisme: il faut, selon lui, dans l'intérêt de la France, que la résistance de l'armée républicaine dure car elle recule le moment où le gouvernement français, placé en face des revendications italiennes, devra se résoudre, soit à s'y opposer par la force, soit à renoncer au maintien de son intégrité territoriale. Pour Léon Blum, et ce en dépit de la profonde réflexion sur le pacifisme qu'ont suscitée au sein du Parti les accords de Munich, « tout temps gagné est du temps pour la paix »<sup>276</sup>.

L'imminence de la chute de la Catalogne amène une nouvelle fois la gauche socialiste à modifier, non son objectif ultime, qui demeure la préservation de la paix, mais la stratégie mise en œuvre pour l'atteindre. Après la non-intervention, la non-intervention contrôlée et la non-intervention relâchée, le chef de la SFIO souhaite maintenant la vente d'armes par la France à la République espagnole. Si l'élément

<sup>274</sup> Léon Blum, *Le Populaire*, 20 janvier 1939.

<sup>275</sup> Léon Blum, intervention à la Chambre dans le cadre du débat de politique étrangère de janvier 1939, *Le Populaire*, 27 janvier 1939.

<sup>276</sup> *Ibid.*

déclencheur de cette volte-face est l'imminence de la prise de Barcelone par les nationalistes, sa véritable origine se trouve dans les accords de Munich, qui ont ouvert les yeux de beaucoup de socialistes sur la vraie nature du fascisme et sur le dilemme auquel ils auront tôt ou tard à être confrontés : la démocratie ou la paix. La guerre d'Espagne, que la plupart des socialistes estiment déjà perdue, ne semble désormais plus être pour eux que l'ultime obstacle avant que les puissances fascistes ne s'attaquent à d'autres proies et mettent la France face à ses obligations. L'argument de l'intérêt de la France mis de l'avant par la gauche socialiste pour tenter de convaincre le gouvernement de vendre des armes à la République espagnole fait donc moins appel au patriotisme des Français qu'à leur pacifisme car, pour la majorité des socialistes, l'intérêt de la France, c'est la paix, et seule une aide concrète à la République espagnole peut encore permettre de retarder le moment où la question de la guerre et de la paix ne pourra plus être éludée.

#### B) L'effondrement de la République espagnole

La chute, pratiquement sans résistance, de Barcelone sème la panique parmi une population civile déjà traumatisée par les récits des quotidiens de la zone républicaine sur les exactions des hordes au service de Franco, lorsqu'ils investissent une ville. À l'exode vers la frontière française de ces civils terrorisés, qui ne voient d'autre issue que la fuite, vient rapidement s'ajouter celui de l'armée de Catalogne refoulée vers le Nord par l'avance des troupes nationalistes. Le gouvernement français, qui avait dans un premier temps fermé la porte à ces réfugiés dans l'espoir de forcer Franco à accepter la création dans le Nord de l'Espagne d'une zone neutre ravitaillée par l'aide étrangère, n'a bientôt d'autre choix que d'autoriser l'ouverture de la frontière, pour les civils seulement d'abord, puis pour les miliciens, à condition qu'ils abandonnent leurs armes. Des camps, où s'entassent dans des conditions inhumaines des centaines de milliers de réfugiés, sont créés à la hâte près de la frontière espagnole à titre de mesure temporaire en attendant que la situation se stabilise en Espagne ou que d'autres pays acceptent de soulager la France d'une partie du lourd fardeau qu'elle s'est vue imposer.

Après la chute de la Catalogne et l'exil en France du président de la République espagnole, Manuel Azana, il ne fait plus aucun doute pour les gouvernements

des pays occidentaux et pour beaucoup d'Espagnols que la République a perdu la guerre et que le seul devoir qui incombe encore au gouvernement Negrin, avant de capituler, est d'obtenir de Franco des garanties quant au respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale et quant au traitement qu'il entend réserver à ses adversaires. Les gouvernements français et anglais, qui espèrent faire pression en ce sens en posant des conditions préalables à la reconnaissance d'un gouvernement nationaliste, doivent rapidement déchanter lorsque Franco déclare au milieu de février, qu'étant vainqueur, il n'acceptera rien de moins qu'une capitulation sans condition. La France et l'Angleterre, écartelées entre leur désir de ne pas laisser toute la place à l'Italie et à l'Allemagne dans la nouvelle Espagne et celui de ne pas donner l'impression de trahir un gouvernement légal qui n'a pas encore renoncé à se défendre, finissent par reconnaître Franco le 27 février, la France lui faisant même l'honneur de nommer comme ambassadeur un héros de la Première Guerre mondiale, le maréchal Philippe Pétain.

Pendant ce temps en Espagne, des dissensions commencent à se manifester au sein du camp républicain entre ceux qui veulent continuer la lutte à tout prix et ceux qui pensent que, toute résistance étant désormais inutile, un nouveau gouvernement, libéré de l'emprise communiste, serait dans une meilleure position que le gouvernement Negrin pour négocier avec Franco. Certains de ces derniers dont le colonel Casado, chef de l'armée du Centre toujours intacte, Julian Besteiro, un vieux leader socialiste que sa méfiance à l'égard des communistes avait tenu éloigné du pouvoir, et le général Miaja, le héros de la résistance de Madrid à l'automne 1936, décident de passer à l'action et de former un Conseil national de Défense, duquel seraient exclus les communistes et qui se donnerait pour mission de destituer le gouvernement Negrin et de négocier avec Franco en vue d'une paix honorable. Après une brève tentative de résistance, qu'il met à profit pour remanier le commandement de l'armée du Centre au profit des communistes, Negrin prend le chemin de l'exil, imité en cela par tous les dirigeants du Parti communiste espagnol. Malgré ces désertions, les chefs communistes de l'armée du Centre décident de passer à l'offensive pour tenter de renverser le Conseil national de Défense et de reprendre le contrôle de la capitale. Madrid est alors le théâtre, durant plus d'une semaine, d'une guerre civile dans la guerre civile, et ce alors que l'armée



nationaliste a déjà atteint les abords de la capitale. Les chefs militaires communistes, privés de toute direction politique et confrontés à d'importantes désertions au sein de leurs unités, finissent toutefois, après quelques succès initiaux, par se résoudre à rendre les armes. Le seul objectif du Conseil national de Défense est désormais de conclure avec les nationalistes une paix sans représailles, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Espagne, mais leurs illusions sont vite dissipées, Franco demeurant aussi inflexible qu'il l'avait été vis-à-vis de la France et de l'Angleterre quelques semaines plus tôt. Le Conseil national de Défense, renonçant à tenter d'imposer par la force les garanties que Franco se refuse toujours à lui accorder, l'armée du Centre capitule le 28 mars, bientôt suivie de celle du Levant quelques jours plus tard. Après presque trois ans de guerre civile et plus de 400 000 morts, Franco est le seul maître de l'Espagne.

#### a) La gauche communiste

La chute de la Catalogne provoque au sein de la gauche communiste une réaction proche de l'hystérie la rendant incapable de toute analyse rationnelle, de sorte que, jusqu'à la fin de la guerre civile, les articles de *L'Humanité* portant sur la guerre d'Espagne ne seront qu'une longue suite de visions apocalyptiques des conséquences de la victoire de Franco et d'invectives à l'endroit de ceux qui ont permis qu'un tel désastre puisse se produire.

Le traitement de la question des réfugiés dans *L'Humanité* cible essentiellement l'imprévoyance du gouvernement français qui n'a pas su ou voulu anticiper ce qui allait se produire et qui maintenant ne fait rien pour remédier aux conditions inimaginables qui règnent dans « les camps de concentration où l'on a parqué comme des bêtes les malheureuses populations espagnoles fuyant devant les hordes fascistes »<sup>277</sup>. Le quotidien communiste, qui, comme le soulèvent certains journaux de droite, passe opportunément sous silence le fait que ses propres analyses exagérément optimistes ont pu contribuer à l'imprévoyance gouvernementale, ne propose par contre

---

<sup>277</sup> Julien Airoldi, « Un scandale, une honte », *L'Humanité*, 15 février 1939.

rien de concret pour améliorer les conditions dans les camps, si ce n'est de redonner aux miliciens les armes qui leur ont été confisquées à leur arrivée en France pour qu'ils puissent retourner se battre en Espagne<sup>278</sup>. *L'Humanité* va même jusqu'à accuser le gouvernement français, qui favorise le sinistre racolage franquiste dans les camps, de réduire sciemment à la famine les réfugiés pour les inciter à retourner en Espagne se battre du côté de Franco<sup>279</sup>. Ce « scandale jamais égalé dans l'histoire de l'humanité » n'est toutefois pas suffisant pour que la gauche communiste, si prompte à louer l'URSS, émette la moindre critique envers ce fidèle soutien des républicains espagnols qui refuse obstinément, et de recueillir des réfugiés sur son sol, et de contribuer à leur entretien.

La gauche communiste, qui s'était déjà vivement opposée à l'envoi par le gouvernement français d'un émissaire, le sénateur Léon Bérard, auprès de Franco, ne peut croire que la France va poursuivre cette « politique folle » jusqu'au point de reconnaître le gouvernement de Burgos. Les communistes, bien qu'ils se disent toujours convaincus de la victoire des républicains cessent, après la chute de la Catalogne, de réclamer l'abandon de la politique de non-intervention pour se concentrer sur ce qui leur semble sans doute prioritaire à court terme : empêcher que le gouvernement français ne reconnaisse la junte de Burgos. Pour la gauche communiste, l'argument invoqué par les tenants de la reconnaissance, selon lequel la présence d'un ambassadeur auprès de Franco est préférable, tant du point de vue des intérêts de la France que de celui du traitement réservé aux vaincus, à la politique de la chaise vide, est irrecevable. La reconnaissance de Burgos serait au contraire, pour la gauche communiste, une monstruosité, tant du point de vue du respect des droits humains, que de celui de la sécurité de la France ou de celui de son impact sur les relations entre la France et les États-Unis. La reconnaissance aurait comme première conséquence, selon *L'Humanité*, le rapatriement immédiat des réfugiés espagnols parqués dans les camps, condamnant ainsi à la torture et à la mort des milliers d'hommes dont le seul tort aura été de vouloir défendre la liberté et la France. Le quotidien insiste également sur le danger que

---

<sup>278</sup> P.L. Darnar, « Soldats et armes doivent être rendus à la République », *L'Humanité*, 8 février 1939.

<sup>279</sup> P.L. Darnar, « Article sans titre », *L'Humanité*, 15 février 1939.

représenterait pour la France la reconnaissance de Burgos puisque, sans cet ultime moyen de pression sur Franco et ses complices, ou l'Italie refusera de quitter l'Espagne, ou elle exigera en compensation de son retrait la Corse et la Tunisie, ce qui dans les deux cas porterait un sévère coup au système défensif français. *L'Humanité*, qui a toujours fait preuve de la plus grande réserve dans ses rares critiques à l'endroit du président Roosevelt, va même jusqu'à affirmer que reconnaître Franco, c'est adopter une attitude d'opposition ouverte à l'égard des États-Unis qui, le quotidien n'en doute pas, continueront à refuser de reconnaître un régime issu de la rébellion et sous influence étrangère<sup>280</sup>. La véritable question qui se pose, selon Gabriel Péri, est la suivante : ou la reconnaissance de Franco, c'est-à-dire la soumission aux prétentions de l'Axe et le sacrifice de l'amitié américaine, ou la défense de la sécurité française et l'entente avec les États-Unis<sup>281</sup>. À l'appui de sa thèse, le quotidien ne manque pas non plus de rappeler que jamais dans son histoire la France n'a reconnu un pouvoir qui, engagé dans une entreprise subversive contre le pouvoir légal, ne s'était d'abord assuré la maîtrise de l'ensemble du territoire et le contrôle de la capitale du pays<sup>282</sup>.

La dénonciation de la politique étrangère suicidaire du « ministre des affaires hitlériennes français » est toutefois rapidement reléguée au second plan par les rumeurs concernant la formation d'un Conseil national de défense dans lesquelles la gauche communiste ne voit d'abord qu'une fausse nouvelle pour égarer l'opinion publique. La confirmation du coup d'État casadiste contre le gouvernement régulier oblige toutefois les communistes à se repositionner, ce qu'ils font en ayant recours à un de leurs schémas d'interprétation préféré: la théorie du complot. Le coup d'État qui a renversé le gouvernement légitime est pour *L'Humanité* le fruit d'une abominable intrigue nouée à Londres et à Paris qui, sous couvert d'anticommunisme, n'a qu'un véritable objectif : poignarder la République dans le dos, mettre fin à sa résistance et préparer sa reddition aux mains de Hitler et de Mussolini. Ce forfait n'a été possible, selon le quotidien,

<sup>280</sup> La gauche communiste, comme la gauche socialiste, était persuadée que les États-Unis ne reconnaîtraient jamais le régime de Franco, ce en quoi elle se trompait puisque cette reconnaissance eut lieu quelques jours seulement après la chute de Madrid, le 1<sup>er</sup> avril 1939.

<sup>281</sup> Gabriel Péri, « Au gouvernement français de choisir entre Washington et Burgos », *L'Humanité*, 21 février 1939.

<sup>282</sup> *Ibid.*

« qu'avec la complicité des hommes de la cinquième colonne, des trotskistes, des poumistes, spécialistes du sabotage et résidus des gouvernements de trahison chassés du pouvoir par le peuple espagnol »<sup>283</sup>. La gauche communiste, pour qui ce complot est d'abord une menace directe à la sécurité de la France, parce qu'il contribue à la victoire de Franco en dégarnissant le front pour exercer une répression sanglante contre les meilleurs défenseurs de la République, y voit aussi, par un curieux amalgame, un hommage au communisme. La junte casadiste, qui fusille des patriotes et extermine un peuple libre au nom de l'anticommunisme, témoigne, selon Gabriel Péri, du patriotisme véritable et de l'attachement à la démocratie des communistes<sup>284</sup> et ce constat ne vaut pas seulement pour l'Espagne car, dans l'Europe de 1939, qui arbore le drapeau de l'anticommunisme prépare l'asservissement de son pays<sup>285</sup>.

L'échec des communistes espagnols dans leur tentative pour reprendre par la force le contrôle de la capitale signifie pour la gauche communiste la fin de tout espoir de sauver la République. Les dernières interventions de *L'Humanité* sur la guerre d'Espagne seront pour inciter la France à ouvrir ses consulats et à envoyer ses navires de guerre en Espagne pour sauver le plus grand nombre possible de patriotes espagnols du massacre appréhendé et pour se porter à la défense d'André Marty, député communiste de Seine-et-Oise, violemment pris à parti à la Chambre par la droite qui l'accuse d'avoir fait exécuter des volontaires français lorsqu'il était chef des Brigades internationales à Albacete.

En cette fin de guerre d'Espagne, précédée de quelques mois seulement par la dislocation du Front populaire en France, la gauche communiste est presque revenue à ses racines : le fascisme et les démocraties bourgeoises sont deux manifestations de la dictature du capital dans un monde hostile où seule l'URSS peut se poser en championne de la paix, de la véritable démocratie et de la cause prolétarienne. La table est désormais

---

<sup>283</sup> Gabriel Péri, « Assez de la politique de trahison! Pas de « Munich » pour l'Espagne », *L'Humanité*, 8 mars 1939.

<sup>284</sup> Gabriel Péri, « L'intervention franco-anglaise contre la République espagnole doit cesser », *L'Humanité*, 10 mars 1939.

<sup>285</sup> Gabriel Péri, « L'anticommunisme est un crime contre la patrie », *L'Humanité*, 30 mars 1939.

mise pour l'interprétation soviétique du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale cinq mois plus tard : une nouvelle guerre entre États impérialistes.

#### b) La gauche socialiste

La chute de la Catalogne suscite émotion et étonnement au sein de la gauche socialiste qui n'arrive pas à comprendre comment la résistance catalane a pu s'effondrer aussi rapidement. Même si les socialistes jugent désormais quasi impossible une victoire républicaine, ils estiment néanmoins que la décision de continuer ou non la lutte n'appartient qu'à leurs camarades et amis d'Espagne. Le seul devoir qui incombe aux socialistes français, selon Léon Blum, est de respecter la décision prise par le gouvernement espagnol de continuer la lutte à partir de Madrid et de ne pas le trahir en assistant passivement à la reconnaissance de la junte de Burgos par le gouvernement français<sup>286</sup>. Cette conception du devoir socialiste, majoritaire au sein de la SFIO, n'est toutefois pas partagée par le chef de la Bataille socialiste. Léon Blum, comme il l'avoue lui-même, n'a pas cru bon, en cette heure si grave pour la République espagnole, de refuser à celui qui a pris une part si importante et si passionnée dans les affaires d'Espagne le moyen d'exprimer dans *Le Populaire*, à côté de sentiments que partagent tous les socialistes, des suggestions qui sont loin de faire l'unanimité au sein du Parti et que, pour sa part, il juge ne pas correspondre aux données de la situation actuelle<sup>287</sup>. Il n'est pas trop tard, selon Jean Zyromski, pour empêcher la victoire de Franco, si on ne recule pas devant l'emploi des moyens nécessaires pour renverser la situation. Si l'ouverture de la frontière et la liberté commerciale complète pour le gouvernement républicain auraient été des mesures suffisantes dans les premiers mois du conflit pour déterminer la victoire de la République, le déroulement des événements et une intervention italo-allemande qui a pris depuis des proportions de plus en plus considérables, obligent, selon Jean Zyromski, à aller maintenant plus loin dans la voie de l'aide à fournir à l'Espagne républicaine. Le chef de la Bataille socialiste renvoie

<sup>286</sup> Léon Blum, « Non et non », *Le Populaire*, 13 février 1939.

<sup>287</sup> Léon Blum, présentation de l'article de Jean Zyromski « La République n'est pas vaincue », *Le Populaire*, 15 février 1939.

nommément au fait, qu'avec l'occupation de la Catalogne par les forces au service de l'invasion étrangère, il n'y a plus de frontière terrestre commune entre la France et la République espagnole, de sorte que l'assistance à cette dernière ne peut plus désormais s'exprimer par le « Ouvrez la frontière », qui avait été jusque-là la principale revendication de la gauche socialiste. L'escalade dans les moyens d'appui à l'Espagne républicaine devrait se traduire, selon Jean Zyromski, par l'envoi de navires français dans les ports républicains pour ravitailler en armes et en vivres les armées combattant dans la zone centrale, par l'utilisation des camps d'internement français comme point d'appui pour la reconstitution et la remise en état de l'armée républicaine en vue de la continuation de la lutte et par l'occupation, en accord avec le gouvernement espagnol, de points d'appui stratégiques importants au Maroc espagnol et sur le littoral méditerranéen à proximité de l'Afrique du Nord. L'intérêt de la sécurité française et le devoir socialiste de solidarité internationale se conjuguent, selon Jean Zyromski, pour que tout soit fait pour sauver la République espagnole, et ce même si les moyens qu'il préconise comportent un risque de guerre, car un risque de guerre aujourd'hui est préférable à la capitulation et à la servitude demain <sup>288</sup>.

Le traitement de la question des réfugiés, comme celle des bombardements de populations civiles au printemps 1938, montre bien la différence fondamentale qui existe entre une gauche socialiste, qui se veut avant tout humaniste, et une gauche communiste, pour qui les impératifs politiques sont la principale préoccupation. Alors que la gauche communiste ne semble décrire les atrocités dans les camps que pour mieux s'en prendre au gouvernement qui en porte, selon elle, l'unique responsabilité, la gauche socialiste, dont le constat sur la situation dans les camps et sur les remèdes susceptibles de l'améliorer est un peu plus nuancé, multiplie les initiatives pour adoucir l'exil des réfugiés, par exemple le courrier des réfugiés du *Populaire* qui s'est donné comme objectif de faciliter le regroupement des familles. Léon Blum résume bien le sentiment de la gauche socialiste, qui, contrairement à la gauche communiste, ne nie pas que certains éléments perturbateurs ont pu se glisser dans les camps, lorsqu'il écrit que s'il est normal

---

<sup>288</sup> Jean Zyromski, « La République espagnole n'est pas vaincue », *Le Populaire*, 15 février 1939.

de demander aux réfugiés de se soumettre à certaines règles d'ordre, de discipline et de respect vis-à-vis du pays qui les recueille, ils ont aussi le droit d'être respectés dans leur dignité d'hommes.

Au-delà des divergences quant à l'aide à apporter à la République espagnole, la gauche socialiste est unanime dans son opposition à ce que la France reconnaisse la junte de Burgos. Les arguments de Léon Blum pour expliquer la position de son Parti sont de deux ordres : moral et politique. D'un point de vue moral, l'impatience du gouvernement français à s'humilier devant Franco dénote, selon le chef socialiste, un manque flagrant de dignité, de générosité et, ce qui est encore plus grave, d'humanité, puisque reconnaître Burgos avant d'avoir obtenu des garanties quant au sort réservé par Franco à ses adversaires, c'est faire tomber des millions d'Espagnols sous le coup de la plus abominable répression<sup>289</sup>. D'un point de vue politique, accepter d'avance tout ce que Franco peut désirer, c'est priver la France de tout moyen d'action efficace pour préserver l'indépendance de l'Espagne franquiste vis-à-vis des dictatures totalitaires, indépendance dont dépend la « sécurité de ses routes impériales »<sup>290</sup>, et c'est abaisser la France aux yeux des grandes démocraties dont l'estime et la sympathie font sa force<sup>291</sup>. La reconnaissance de Franco par la France indigné d'autant plus Léon Blum que le gouvernement français n'a même pas eu le courage de faire respecter les conditions qu'il avait lui-même posées à cette reconnaissance quelques semaines auparavant et qu'il pousse la flagornerie jusqu'à nommer comme ambassadeur en Espagne le maréchal Pétain, dans l'espoir illusoire de convaincre Franco de se libérer de la tutelle des dictateurs fascistes<sup>292</sup>.

Contrairement à la gauche communiste, qui dénonce violemment la formation du Conseil national de défense, la gauche socialiste refuse de prendre parti dans ce nouvel avatar de l'atroce drame espagnol : une nouvelle guerre civile éclatant soudain à l'intérieur de la guerre civile. Il est impossible, selon Léon Blum, de faire jouer dans ce cas la règle simple et commode de la solidarité internationale socialiste car les socialistes

<sup>289</sup> Léon Blum, « La hâte à s'humilier devant le succès », *Le Populaire*, 10 février 1939.

<sup>290</sup> Léon Blum, « Article sans titre », *Le Populaire*, 25 février 1939.

<sup>291</sup> Léon Blum, « Non et non », *Le Populaire*, 13 février 1939.

<sup>292</sup> Léon Blum, « Article sans titre », *Le Populaire*, 28 février 1939.

espagnols eux-mêmes sont divisés. Le seul souhait du chef socialiste est que les républicains refassent eux-mêmes l'union volontairement avant que Franco ne les force à la faire par ses représailles<sup>293</sup>.

L'anéantissement de la Tchécoslovaquie, l'instauration d'un protectorat allemand en Slovaquie et la menace d'une agression allemande contre la Lituanie ont pour conséquence que l'attention de la gauche socialiste se détourne rapidement du drame espagnol pour se tourner vers l'Europe de l'Est, de sorte que ni la chute de Madrid, ni celle de Valence, ne font l'objet de beaucoup de commentaires de la part de ceux qui pendant presque trois ans avaient eu les yeux tournés vers l'Espagne.

L'attitude de la gauche socialiste dans cette ultime phase de la guerre d'Espagne est conforme à ce qu'elle a toujours été depuis le début du conflit : préserver la paix, ce qui l'amène à rejeter les mesures prônées par Jean Zyromski pour sauver la République espagnole, et aider, en autant que cette aide ne mette pas la paix en danger, la cause républicaine. Il ne s'agit par contre plus désormais de contribuer à la victoire des républicains ou de prolonger leur résistance, mais de les aider, par humanisme et par solidarité prolétarienne, à obtenir les moins mauvaises conditions possibles lorsqu'ils se résoudront à capituler. Si le dilemme, défense de la démocratie ou paix à tout prix, est plus que jamais présent à l'esprit de la gauche socialiste, elle s'est faite à l'idée que ce ne serait pas au sujet de la République espagnole que son devoir de défense des libertés démocratiques l'amènerait à prendre le risque d'une guerre à l'échelle européenne.

---

<sup>293</sup> Léon Blum, « Les événements d'Espagne », *Le Populaire*, 10 mars 1939.



## CONCLUSION

La guerre d'Espagne a été pour la gauche française un événement traumatique qui, en l'obligeant à s'interroger sur ses valeurs, l'a confrontée à ses propres contradictions.

La gauche socialiste, qui, depuis la scission de Tours, avait réussi tant bien que mal à concilier son pacifisme, son attachement à la démocratie, son internationalisme prolétarien, son humanisme et sa soif de justice, s'est retrouvée pour la première fois, à l'été 1936, confrontée à des choix déchirants entre des valeurs que la menace que faisait peser sur la paix, sur la liberté et sur la classe ouvrière les visées hégémoniques du fascisme international rendait de plus en plus difficiles à concilier. Ces choix, qui n'ont pas été les mêmes pour tous les socialistes français, ont été à l'origine des affrontements qui ont conduit la SFIO au bord de l'éclatement à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Une fraction de la gauche socialiste, ayant pour figure emblématique le secrétaire général du Parti, Paul Faure, ne sembla voir dans la guerre d'Espagne que le risque qu'elle représentait pour la paix européenne. Ni la légitimité de la cause républicaine, ni l'aide croissante apportée par les puissances fascistes aux nationalistes, ni la situation de plus en plus précaire du camp dont elle se prétendait solidaire, ni les indices qui s'accumulaient quant à la véritable nature du fascisme, ne réussirent à infléchir sa position d'appui sans faille à la politique de non-intervention. Ces pacifistes inconditionnels continuèrent, contre vents et marées, à ne voir dans le fascisme, qu'une des conséquences prévisibles des insatisfactions créées par le Traité de Versailles, et dans l'internationalisation de la guerre d'Espagne, qu'un nouveau chapitre des luttes fratricides entre puissances impérialistes, dont avait toujours fait les frais la classe ouvrière. Cette perception les conduisit à s'opposer à la croisade antifasciste dans laquelle voulait entraîner la France ceux qu'ils qualifiaient de bellicistes, à rejeter toute idée de guerre préventive pour arrêter la progression du fascisme, à accueillir avec soulagement tous les projets de médiation entre les nationalistes et les républicains et à accroître leur méfiance à l'égard des communistes, qu'ils soupçonnaient de vouloir profiter de la guerre d'Espagne pour provoquer un conflit entre puissances fascistes et

démocraties, pour le seul profit de l'URSS. Les paul-fauristes, comme tous les socialistes, souhaitaient la victoire des républicains espagnols, mais ils ne pouvaient se résoudre à ce que la France leur vende des armes, par peur de la guerre. Leur conception du pacifisme les amena à renier tout un pan de l'héritage socialiste, puisque, dans le cas du conflit espagnol, rester fidèle aux valeurs socialistes de solidarité prolétarienne, de défense des libertés démocratiques, de justice et d'attachement à la sécurité collective pouvait signifier prendre le risque d'une guerre généralisée. L'humanisme était une des seules valeurs socialistes encore compatibles avec leur pacifisme, d'où leur empressement à soutenir tous les projets à caractère humanitaire initiés par la SFIO pour atténuer les souffrances des Espagnols. L'attitude invariable de ce courant de la gauche socialiste face à la guerre d'Espagne illustre bien ce que Julien Benda voulait dire lorsqu'il rappelait dans *La trahison des clercs* que la mystique de la paix, comme celle de la guerre, peut totalement éteindre chez ceux qui en sont atteints le sentiment du juste.

Un autre courant de la gauche socialiste, la Bataille socialiste, était convaincu, de son côté, que la priorité en Espagne ne devait être ni d'éviter à tout prix la guerre, ni de sauver la révolution, mais de lutter contre le fascisme avant qu'il ne devienne en mesure d'imposer sa volonté à toute l'Europe. Les zyromskistes n'avaient pas, contrairement aux disciples de Paul Faure, comme objectif que la guerre d'Espagne demeure localisée, mais que la République espagnole soit victorieuse, d'où leur opposition systématique à la politique de non-intervention et à tous les projets de médiation qui refirent périodiquement surface dans la seconde moitié du conflit. Même si l'essentiel de leurs efforts fut consacré à la lutte antifasciste, les zyromskistes ne renièrent pour autant ni leur foi dans la révolution prolétarienne, ni leur pacifisme, mais ni la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ni la paix n'étaient pour eux concevables tant que subsisterait, aussi bien en France qu'ailleurs en Europe, la menace fasciste. La Bataille socialiste, que l'agressivité croissante de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne et ailleurs en Europe et la situation de plus en plus précaire des républicains amena à se radicaliser, devint peu à peu la conscience espagnole du Parti car leur pacifisme, synonyme de fermeté face aux agresseurs et non de recul systématique à chaque

agression, n'avait pas pour conséquence l'abandon de presque toutes les valeurs socialistes au nom desquelles la SFIO avait menée tant de combats depuis 1905.

Le courant le plus à gauche de la SFIO, la Gauche révolutionnaire, subordonna de son côté, et la lutte antifasciste, et le pacifisme, à la solidarité révolutionnaire du prolétariat, car dans son optique, la paix et la liberté continueraient toutes deux d'être menacées tant que la révolution prolétarienne n'aurait pas renversé le capitalisme, dont le fascisme n'était que le dernier avatar. La position de la Gauche révolutionnaire vis-à-vis du conflit espagnol fut toutefois beaucoup plus complexe que celle des paul-fauristes et des zyromskistes car, si ses membres s'entendaient sur la priorité à accorder à l'aide à la révolution espagnole, ils divergeaient, à cause de l'ambiguïté de leur position sur le pacifisme, quant à la forme que devait prendre ce soutien. Un premier segment refusait tout envoi d'armes en Espagne, qu'il soit le fait du gouvernement ou du prolétariat, un second s'opposait à tout envoi gouvernemental mais approuvait toutes les actions autonomes de la classe ouvrière, et un troisième, estimant que tout devait être tenté pour sauver la révolution, réclamait, et la fourniture d'armes par la France aux prolétaires espagnols, et une action autonome de la classe ouvrière. Si les choix du premier et du dernier segment demeurèrent relativement inchangés durant toute la durée du conflit, plusieurs des socialistes appartenant au second, dont Marceau Pivert lui-même, en vinrent, suite à l'écrasement en mai 1937 des dernières velléités révolutionnaires des poumistes et des anarchistes par un gouvernement espagnol de plus en plus étroitement contrôlé par les communistes, à réclamer la fourniture d'armes par le gouvernement français au prolétariat espagnol, afin de lui permettre de ne plus dépendre exclusivement de l'aide d'une URSS qui travaillait à étouffer la révolution espagnole.

Une dernière et importante fraction de la gauche socialiste, pour qui la guerre d'Espagne fut un véritable cas de conscience, tenta désespérément de concilier son pacifisme et le soutien qu'elle estimait de son devoir socialiste d'apporter aux républicains espagnols qui se battaient pour la défense des libertés démocratiques et pour la sauvegarde des acquis de la classe ouvrière menacés par le fascisme. Son ambivalence, qui tenait à la fois de sa difficulté à reconnaître la véritable nature du fascisme, de sa volonté de ne pas se désolidariser de l'Angleterre, de sa fidélité au credo pacifiste de la

SFIO et de son désir de ne pas se dissocier de ses représentants au gouvernement, la conduisit à une sorte de fuite en avant, de la non-intervention à la non-intervention contrôlée, puis de la non-intervention relâchée à la non-intervention dénoncée, alors que l'imminence de la chute de la Catalogne rendait désormais toute résistance inutile. À chaque étape de ce lent processus de maturation, qui fut à la fois tributaire de l'évolution de la situation internationale et de celle de la guerre d'Espagne, des tenants de la thèse d'essayer de sauver à la fois la paix et la République espagnole se rallièrent à la position défendue par Jean Zyromski, en commençant d'abord par ceux qui, au sein de la Bataille socialiste, avaient cru de bonne foi, pendant quelques mois, que la politique de non-intervention permettrait de concilier des valeurs que l'obligation de se positionner par rapport à la guerre d'Espagne rendait inconciliables. Pour d'autres, dont Léon Blum, la prise de conscience qu'il était impossible de sauver la paix tout en ne trahissant pas l'héritage socialiste fut beaucoup plus longue et il faudra les accords de Munich pour les convaincre qu'ils allaient bientôt devoir faire un choix entre deux trajectoires incompatibles.

Pour la gauche communiste, la guerre d'Espagne fut un véritable exercice de funambule entre son désir d'aider la République espagnole, victime de l'agression du fascisme international, et sa volonté de ne pas rompre la coalition de Front populaire formée à son initiative pour lutter contre le fascisme intérieur, entre son soutien aux républicains mais non à la révolution pour laquelle se battaient des milliers d'entre eux, entre la position de nombre de ses militants qui n'avaient cessé depuis le début du conflit de réclamer des canons et des avions pour l'Espagne et celle beaucoup plus ambiguë de l'URSS qui, tout en aidant les républicains espagnols, ne voulait pas se dissocier de la France et de l'Angleterre en dénonçant trop ouvertement la politique de non-intervention.

Si, en dénonçant la politique de non-intervention, la gauche communiste demeura fidèle à ses valeurs de solidarité prolétarienne et de défense de l'URSS, patrie du socialisme, la stratégie qu'elle mit de l'avant pour convaincre le gouvernement français d'abandonner cette politique l'amena à défendre des valeurs qu'elle avait dénoncées jusqu'à ce que l'URSS, inquiète de la menace que représentait pour sa sécurité

l'Allemagne nazie, ait décidé de subordonner certains de ses impératifs idéologiques aux exigences de la «realpolitik».

L'URSS, obligée de choisir entre la peste et le choléra, tenta de se rapprocher des démocraties occidentales dans le but de former une grande alliance antinazie et encouragea la formation de fronts populaires pour lutter contre le fascisme intérieur. De la même façon, le PCF, qui venait à peine d'exclure le « traître fasciste » Jacques Doriot parce qu'il avait réclamé trop tôt ce qui allait devenir la nouvelle ligne officielle du Parti, usa presque jusqu'à la fin de la crise espagnole de procédés et d'arguments qu'il aurait dénoncés avec indignation quelques années auparavant s'ils avaient été le fait de la gauche socialiste. La main tendue aux catholiques de Maurice Thorez, l'insistance de Paul Vaillant-Couturier à rappeler l'appui officieux de certains chefs militaires à la politique espagnole du Parti communiste, les appels de Marcel Cachin à l'unité d'action des deux Internationales auraient semblé inconcevables quelques années auparavant à ces dirigeants du PCF qui avaient de tout temps vilipendé l'Église et l'armée, ces auxiliaires du capitalisme, et les socialistes, ces sociaux-fascistes. Les appels de la gauche communiste au patriotisme des Français, alors que, selon le credo marxiste, les prolétaires n'ont pas de patrie, et ses références au droit international et à la légalité alors qu'elle avait toujours prôné le renversement du capitalisme par tous les moyens, y compris la violence, et que la prise du pouvoir par les bolcheviks en URSS n'avait rien eu de légal, relèvent de la même logique. Si l'attitude de la France et de l'Angleterre durant le conflit espagnol amena l'URSS à douter de leur volonté de s'opposer aux coups de force de l'Allemagne nazie, ce sont pourtant les accords de Munich qui marquèrent le début du retour de la gauche communiste vers un discours plus orthodoxe où la lutte des classes et la dénonciation du capitalisme reprirent peu à peu la place qu'elles avaient toujours eue dans le discours communiste.

L'attitude des gauches socialiste et communiste face au conflit espagnol fut aussi un bon indice de la façon dont elles allaient réagir lorsque l'Allemagne nazie les auraient poussées au pied du mur : alignement sur les positions de l'URSS pour la gauche communiste qui, malgré de nombreuses défections, passa sans coup férir de l'avant-garde de la lutte antifasciste à l'acceptation du pacte germano-soviétique, puis à

la résistance, et fracture au sein de la gauche socialiste entre ceux qui, à l'exemple de Paul Faure, s'accommodèrent du régime de Vichy, ceux qui, comme Marceau Pivert ou Jean Zyromski, choisirent l'exil ou le silence et ceux qui, à partir d'un noyau issu de la Bataille socialiste, continuèrent à lutter contre le nazisme au sein de la résistance socialiste.

## Bibliographie

### A. Sources

#### a) Journaux et documents diplomatiques

*L'Humanité*, 1936-1939.

*Le Populaire*, 1936-1939.

Ministère des Affaires étrangères. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Deuxième série (1936-1939). Tomes III (19 juillet-19 novembre 1936), IV (20 novembre 1936-19 février 1937), V (20 février-31 mai 1937), VI (1<sup>er</sup> juin-29 septembre 1937), VII (30 septembre 1937-16 janvier 1938), VIII (17 janvier-20 mars 1938), IX (21 mars-9 juin 1938), X (10 juin-2 septembre 1938), XI (3 septembre-2 octobre 1938), XII (3 octobre-30 novembre 1938), XIII (1<sup>er</sup> décembre 1938-31 janvier 1939), XIV (1<sup>er</sup> février-15 mars 1939), XV (16 mars-30 avril 1939), Paris, Imprimerie Nationale, 1966/1967/1968/1970/1972/1973/1974/1976/1977/1978/1979/1980/1981.

#### b) Écrits et mémoires de contemporains

Blum, Léon. *L'œuvre de Léon Blum*. Vol. IV, 1<sup>ère</sup> partie, 1934-1937 : *Du 6 février 1934 au Front populaire, Les Lois sociales de 1936, La guerre d'Espagne*. Paris, Albin Michel, 1964. 510 pages.

Cot, Pierre. *Le procès de la République*. New York, Éditions de la Maison française Inc., 1944. 2 vol.

Paul-Boncour, Joseph. *Entre-deux guerres : souvenirs sur la IIIe République*. Tome III : *Sur les chemins de la défaite, 1935-1940*. New York, Brentano's Inc., 1946. 330 pages.

Moch, Jules. *Une si longue vie*. Paris, Laffont, 1976. 653 pages.

Vayo, Alvarez del. *Les batailles de la liberté : mémoires d'un optimiste*. Paris, Maspéro, 1963. 313 pages.

### B. Ouvrages de référence

Anderson, James M. *The Spanish Civil War: a history and reference guide*. Westport (Conn.), Greenwood Press, 2003. 221 pages.

Berstein, Serge et Gisèle Berstein. *Dictionnaire historique de la France contemporaine*. Tome I : 1870-1945. Bruxelles, Éditions Complexe, 1995. 822 pages.

Cortada, James W. *Historical Dictionary of the Spanish Civil War, 1936-1939*. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1982. 571 pages.

*Historical abstracts (en ligne)*. <http://sbl.abc-clio.com:8080>. (page consultée le 4 octobre 2004).

Kern, Robert W. *Historical Dictionary of Modern Spain, 1700-1988*. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1990. 697 pages.

Sirinelli, Jean-François, dir. *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, PUF, 1995. 1254 pages.

Stevenson, John, éd. *The Columbia Dictionary of European political history since 1914*. New York, Columbia University Press, 1992. 437 pages.

#### C. Ouvrages généraux

Duroselle, Jean-Baptiste. *La décadence, 1932-1939*. Paris, Imprimerie Nationale, 1979. 568 pages. (Coll. « Politique étrangère de la France »).

Renouvin, Pierre. *L'Histoire des relations internationales*. Vol. 8, 2<sup>e</sup> partie, de 1929 à 1945 : *Les crises du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Hachette, 1958. 426 pages.

#### D. Monographies

##### a) Histoire de la presse française

Bellanger, Claude, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou. *Histoire générale de la presse française*. Tome III : *De 1881 à 1940*. Paris, PUF, 1972. 688 pages.

Feyel, Gilles. *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*. Paris, Ellipses, 1999. 192 pages.

Manevy, Raymond. *La presse de la III<sup>e</sup> République*. Paris, J. Foret, 1955. 248 pages.



## b) Espagne et guerre d'Espagne

Alpert, Michael. *A new international history of the Spanish Civil War*. Houndsmill et New York, Palgrave Macmillan, 2004 (1994). 237 pages.

Balfour Sebastian et Paul Preston. *Spain and the great powers in the twentieth century*. London, New York, Routledge, 1999. 274 pages.

Beevor, Antony. *La guerre d'Espagne*. Paris, Calmann-Lévy, 2006. 681 pages.

Bennassar, Bartolomé. *La guerre d'Espagne et ses lendemains*. Paris, Perrin, 2004. 548 pages.

Berdah, Jean-François. *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*. Paris, Berg international, 2000. 451 pages. (Coll. « Écritures de l'histoire »).

Bolloten, Burnett. *The Spanish Revolution : the Left and the struggle for power during the Civil War*. Chapter Hill, University of North Carolina Press, 1979. 664 pages.

Brenan, Gerald. *Le labyrinthe espagnol*. Paris, Champ Libre, 1984 (1943). 466 pages.

Carr, Edward Hallett. *The Comintern and the Spanish Civil War*. London, Macmillan Press, 1982. 111 pages.

Carr, Raymond. *The Spanish tragedy : the Civil War in perspective*. London, Weidenfeld & Nicolson, 1977. 336 pages.

Cattell, David Tredwell. *Soviet diplomacy and the Spanish Civil War*. Berkeley, University of California Press, 1966 (1957). 204 pages.

Coverdale, John. *Italian intervention in the Spanish Civil War*. Princeton, Princeton University Press, 1975. 455 pages.

Edwards, Jill. *The British Government and the Spanish Civil War*. London, Macmillan Press, 1979. 280 pages.

Graham, Helen. *The Spanish Republic at War, 1936-1939*. Cambridge, Cambridge University Press, 2002. 472 pages

Hermet, Guy. *La guerre d'Espagne*. Paris, Seuil, 1981. 339 pages. (Coll. « Points »).

Howson, Gerald. *The Untold Story of the Spanish Civil War*. London, J. Murray, 1998. 354 pages.

Jackson, Gabriel. *The Spanish Republic and the Civil War*. Princeton, Princeton University Press, 1965. 578 pages.

Pike, David Wingeate. *Les Français et la guerre d'Espagne*. Paris, PUF, 1975. 467 pages.

Puzzo, Dante Anthony. *Spain and the great powers, 1936-1941*. N.Y., Columbia University Press, 1962. 296 pages.

Preston, Paul. *The Spanish Civil War, 1936-1939*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1986. 184 pages

Richardson, Dan R. *Comintern Army. The International Brigades and the Spanish Civil War*. Lexington, University Press of Kentucky, 1982. 232 pages.

Southworth, Herbert Rutledge. *La destruction de Guernica : journalisme, diplomatie, propagande et histoire*. Paris, Ruedo Iberico, 1975. 535 pages.

Témime, Émile et al. *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*. Paris, Aubier Montaigne, 1979. 317 pages.

Témime, Émile et Pierre Broué. *La révolution et la guerre d'Espagne*. Paris, Éditions de Minuit, 1961. 542 pages.

Thomas, Hugh. *The Spanish Civil War*. New York, Modern Library, 2001. 1096 pages.

Vilar, Pierre. *Histoire de l'Espagne*. Paris, PUF, 2001 (1947). 127 pages. (Coll. « Que sais-je ? »).

Whealy, Robert. *Hitler and Spain. The Nazi role in the Spanish Civil War*. Lexington, University Press of Kentucky, 1989. 269 pages.

### c) France des années trente et Front populaire

Berstein, Serge. *La France des années trente*. Paris, Armand Colin, 1988. 186 pages.

Berstein Serge et Jean-Jacques Becker. *Histoire de l'anticommunisme en France : Tome I. 1917-1940*. Paris, Olivier Orban, 1987. 407 pages.

Bilis, Michel. *Socialistes et pacifistes. L'intenable dilemme des socialistes français, 1933-1939*. Paris, Syros, 1979. 372 pages.

- Bodin Louis et Nicole Racine. *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*. Paris, Colin, 1972. 310 pages.
- Bodin Louis et Jean Touchard. *Front Populaire 1936*. Paris, Armand Colin, 1972. 276 pages.
- Buffotot, Patrice. *Le socialisme français et la guerre*. Bruxelles, Bruylant, 1998. 480 pages. (Coll. « Histoires »).
- Colton, Joël. *Léon Blum. Un socialiste à l'échelle humaine*. Paris, Fayard, 1967. 527 pages. (Coll. « Marabout Histoire »).
- Dreifort, John E. *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay. French foreign policy during the Popular Front, 1936-1938*. Lawrence, The University Press of Kansas, 1973. 273 pages.
- Gombin, Richard. *Les socialistes et la guerre. La S.F.I.O. et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*. Paris, Mouton, 1970. 271 pages.
- Hohl, Thierry. *A gauche ! La gauche socialiste, 1921-1947*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2004. 327 pages.
- Jansen, Sabine. *Pierre Cot. Un antifasciste radical*. Paris, Fayard, 2002. 680 pages. .
- Kergoat, Jacques. *La France du Front populaire*. Paris, La Découverte, 1986. 413 pages.
- Idem. *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1994. 346 pages.
- Kriegel, Annie. *Les communistes français*. Paris, Seuil, 1970 (1968). 318 pages.
- Lacouture, Jean. *Léon Blum*. Paris, Seuil, 1977. 595 pages.
- Lazar, Marc. *Le communisme une passion française*. Paris, Perrin, 2005 (2002). 245 pages. (Coll. « Tempus »).
- Lefranc, Georges. *Le Front Populaire, 1934-1938*. Paris, Payot, 1974 (1965). 554 pages.
- Idem. *Les gauches en France (1789-1792)*. Paris, Payot, 1973. 348 pages.
- Moreau, Jacques. *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*. Paris, Hachette, 1998. 325 pages.
- Réau, Élisabeth (du). *Édouard Daladier, 1884-1970*. Paris, Fayard, 1993. 581 pages.

Rémond, René. *Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939*. Paris, Armand Colin, 1960. 287 pages.

Idem. *Les droites en France*. Paris, Aubier-Montaigne, 1982. 544 pages.

Renouvin, Pierre et René Rémond, dir. *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*. Actes du colloque tenu à Paris les 26 et 27 mars 1965. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981 (1965). 439 pages.

Sagnes Jean et Sylvie Caucanas, éd. *Les Français et la guerre d'Espagne*. Actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989. Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, Université de Perpignan, 1990. 437 pages.

Santamaria, Yves. *L'enfant du malheur, Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1914-1947)*, Paris, Éditions Seli Arslan, 2002. 315 pages.

Schor, Ralph. *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1985. 761 pages.

Serrano, Carlos. *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*. Paris, Messor/Éditions sociales, 1987. 292 pages.

Winock, Michel. *La gauche en France*. Paris, Perrin, 2006. 502 pages. (Coll. « Tempus »).

Idem. *Le socialisme en France et en Europe, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1992. 426 pages.

#### E. Chapitres de livres

Bell, J. Bowyer. « French reaction to the Spanish Civil War, july-september 1936 » dans Lilian Parker Wallace and William C. Askew, ed. *Power, public opinion and diplomacy*, Durham (N.C.), Duke University Press, 1959. pp. 267-296.

Gindin, Claude. « Le Front populaire, la guerre d'Espagne, la sécurité collective » dans Claude Willard et al. *Le Front populaire ( La France de 1934 à 1939)*, Paris, Éditions sociales, 1972. pp. 140-173.

Moradiellos, Enrique. « Appeasement and Non-Intervention : British policy during the Spanish Civil War » dans Peter Catteral et C.J. Morris, ed. *Britain and the threat to stability in Europe, 1918-45*, London, Leicester University Press, 1993. pp. 94-104.

Preston, Paul. « Mussolini's Spanish Adventure : From Limited risk to War » dans Paul Preston and Ann L. Mackenzie, ed. *The Republic besieged : Civil War in Spain, 1936-1939*, Edinburg, Edinburg University Press, 1996. pp. 21-51.

Smyth, Denis. « « We are with You » : Solidarity and Self –interest in Soviet Policy towards Republican Spain, 1936-1939 » dans Paul Preston and Ann L. Mackenzie, ed. *The Republic besieged : Civil War in Spain, 1936-1939*, Edinburg, Edinburg University Press, 1996. pp. 87-105.

#### F. Articles de périodiques

Berstein, Serge. « La France des années trente allergique au fascisme ». *Vingtième siècle*, n° 1, 1984, pp. 83-93.

Broué, Pierre. « La non-intervention de l'U.R.S.S. en Espagne (juillet-septembre 1936) ». *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1986. pp. 39-51.

Carlton, David. « Eden, Blum, and the origins of Non-Intervention ». *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n° 3, 1971. pp. 40-55.

Dreyfus, Michel. « Pacifistes, socialistes et humanistes dans les années trente ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 35, juillet 1988, pp. 452-469.

Gadrat F. et P. Renouvin. « Les documents diplomatiques français (1932-1939) ». *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, vol. 18, n° 71, 1968, pp. 1-11.

Gaillard, Jean-Michel, « Jaurès, l'homme qui fonda la SFIO ». *Les Collections de l'Histoire*, n° 27, 2<sup>e</sup> trimestre 2005, pp. 38-43.

Gallagher, M. D. « Léon Blum and the Spanish Civil War ». *Journal of Contemporary History*, vol. 6, n° 3, 1971, pp. 56-64.

Jackson, Peter. « Stratégie et idéologie : le Haut Commandement français et la guerre civile espagnole ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 50, n° 199, 2001, pp. 111-133.

Koerner, François. « La guerre d'Espagne dans le miroir de « La Montagne » (1936-1939) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 169, janvier 1993, pp. 75-100.

Little, Douglas. « Red scare, 1936 : Anti-Bolchevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War ». *Journal of Contemporary History*, vol. 23, n° 2, 1988. pp. 291-311.

Maga, Timothy P. « Closing the Door : The French Government and Refugee Policy, 1933-1939 ». *French Historical Studies*, vol. 12, n° 3, 1982, pp. 424-442.

Mills, William C. « The Nyon Conference : Neville Chamberlain, Anthony Eden and the appeasement of Italy ». *The International History Review*, vol. 15, n° 1, 1993, pp. 1-22.

Miralles, Ricardo. « La diplomatie de la République espagnole face à la non-intervention, 1936-1939 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 47, n° 186, 1997, pp. 51-72.

Moriadellos, Enrique. « The origins of Non-Intervention in the Spanish Civil War : anglo-spanish relations in early 1936 ». *European History Quaterly*, vol. 21, 1991. pp. 339-364.

Payne, Stanley G. « Recent historiography on the Spanish Republic and Civil War ». *Journal of Modern History*, vol. 60, n° 3, 1988, pp. 540-556.

Peter, Jean-Pierre. « L'histoire à l'épreuve de la guerre d'Espagne ». *Annales ESC*, vol. 19, janvier-février 1964, pp. 142-174.

Pike, David Wingeate. « La victoire du Front populaire en Espagne (février 1936) : la réaction de la droite en France ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 46, n° 184, 1996, pp. 85-92.

Stone, Glynn. « Britain, Non-Intervention and the Spanish Civil War ». *European Studies Review*, vol. 9, n° 1, 1979, pp. 129-149.

Tudesq, André-Jean. « Système d'information et contenu politique. L'évolution de la presse quotidienne en France au XXe siècle ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 29, juillet 1982, pp. 500-507.

Vaïsse, Maurice. « Le pacifisme français dans les années trente ». *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, pp. 37-52.

Veatch, Richard. « The League of Nations and the Spanish Civil War, 1936-9 ». *European History Quaterly*, vol. 20, n° 2, 1990, pp. 181-207.

Vinas, Angel. « Gold, the Soviet Union and the Spanish Civil War ». *European Studies Review*, vol. 9, 1979, pp. 105-128.

Warner, Geoffrey. « France and Non-Intervention in Spain, July-August 1936 ». *International Affairs*, vol. 38, n° 2, 1962, pp. 203-230.

Willard, Frank. « The Spanish Civil War and the coming of the Second World War ». *The International History Review*, vol. 9, n° 3, 1987, pp. 368-409.

#### G. Mémoires de maîtrise

Grossas, F. *La réaction de la presse languedocienne devant la guerre civile espagnole : l'Éclair et le Petit Méridional*. Thèse de maîtrise, Montpellier III, 1969.

Julia, B. *La Chambre des députés et l'Espagne 1936-1940*. Mémoire de maîtrise, Montpellier III, 1983.

Negre D. *Les accords franco-espagnols de 1939 et leur application*. Mémoire de maîtrise, Montpellier III, 1982.